

COUNCIL
OF EUROPE



CONSEIL
DE L'EUROPE

AFFAIRES JURIDIQUES

ÉTUDES RELATIVES
À LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE

Volume XIX

PRÉVENTION
DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE -
LE RÔLE DES INSTITUTIONS
DE SOCIALISATION
DANS UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION



Comité européen pour les problèmes criminels

STRASBOURG

1982

F11G-10



0822 IN

TABLE DES MATIERES

ÉTUDES RELATIVES
À LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE

Volume XIX

PRÉVENTION
DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE -
LE RÔLE DES INSTITUTIONS
DE SOCIALISATION
DANS UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION

Rapports présentés à la quatorzième Conférence
de recherches criminologiques (1980)

CONSEIL DE L'EUROPE
1982



362.8
COM

f

100
22

Cet ouvrage a été publié en langue anglaise sous le titre:
Prevention of juvenile delinquency: The role of institutions of socialisation in a changing society
ISBN 1982 — 92-871-0001-2

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Le rôle de la famille dans l'intégration sociale des jeunes — Rapport par M. E. Groenseth, Institut de sociologie, Université d'Oslo, Norvège . . .	5
Le rôle de l'école dans une société en évolution — Rapport par M. L. Walgrave, professeur à l'Université de Leuven, Belgique	43
Le rôle du travail des jeunes dans la prévention de la délinquance juvénile — Rapport par le Dr J. Rousselet, Centre d'études de l'emploi, ministère du Travail, Paris, France	87
Autres facteurs et influences de socialisation des jeunes — Rapport par M. W. Hollstein, professeur à l'Université de Berlin, République Fédérale d'Allemagne	107

Strasbourg, Conseil de l'Europe, Section des Publications, 1982
ISBN 1982 — 92-871-0002-0
© Copyright, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1982
Imprimé en République Fédérale d'Allemagne

Le compte rendu de la quatorzième Conférence de recherches criminologiques peut être obtenu à la Division des problèmes criminels, Direction des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, 67006 Strasbourg Cedex (France).

LE RÔLE DE LA FAMILLE DANS L'INTÉGRATION SOCIALE DES JEUNES

Rapport par M. E. Groeneth,
Institut de sociologie, Université d'Oslo, Norvège

I. Les résultats de la recherche sur les relations entre la délinquance et la situation familiale

1. Pour montrer que la situation familiale est directement liée à la délinquance, j'examinerai les conclusions d'une étude longitudinale importante et intéressante de West et Farrington (1973) sur la délinquance officiellement constatée à Londres dans la classe ouvrière. Je comparerai ensuite ces conclusions avec l'étude de Nye (1958) sur la délinquance constatée officieusement chez les jeunes dans trois communes de l'ouest des États-Unis comptant de 10 000 à 30 000 habitants¹.

Comme les résultats des deux études sont semblables, il faut sans doute leur reconnaître une valeur générale, quelles que soient la classe sociale, l'importance numérique de la commune et la nation anglo-saxonne étudiée et probablement aussi la culture urbaine dans les classes modestes. Les différences montrent que ces résultats n'ont de valeur que pour le type de population étudiée.

D'après West et Farrington, le faible revenu familial est «l'un des facteurs les plus étroitement liés à la délinquance». «Les garçons venant d'une famille *pauvre*, d'un logement *insuffisant* ou *négligé* et d'une classe socio-économique très modeste ont été... plus enclins à la délinquance que les garçons plus favorablement traités» (sur ces points) (p. 27).

Sachant que ces résultats sont contraires à certaines recherches récentes, les auteurs estiment que ces recherches se sont fiées à de mauvais indicateurs de la classe sociale et du revenu.

1. L'étude de West et Farrington repose sur des entretiens et sur l'étude des foyers, et celle de Nye sur des questionnaires adressés aux étudiants. Malgré les différences de méthodes, les résultats sont assez comparables.

Nye n'a pas mesuré le revenu, mais il a mesuré la classe sociale d'après la profession du père et il n'a pas trouvé de corrélation entre la délinquance et la situation sociale. Comme la population étudiée par Nye ne comprend pas les classes «très pauvres» et modestes des grandes villes, il faut peut-être en conclure que la pauvreté familiale ne commence à devenir un facteur favorisant la délinquance qu'au-dessous d'un certain minimum en ce qui concerne le revenu et la profession du père et peut-être même seulement dans le sous-prolétariat des grandes villes. West et Farrington notent cependant que «le revenu des parents est... étroitement lié à de nombreux comportements défavorables des parents comme la *mauvaise surveillance*, la *séparation*, le conflit des parents et la *famille nombreuse*¹. Bref, le faible revenu familial s'accompagne habituellement d'une série de situations familiales défavorables».

2. West et Farrington ont pu vérifier la constatation faite antérieurement que la délinquance est fortement liée à la criminalité des parents et du groupe familial, contrepoint de cette constatation fréquente et plus générale selon laquelle l'observation des lois par les parents est liée à l'absence de délinquance (Bahr, 1979).

«Toutefois, les parents délinquants ne sont pas beaucoup plus mauvais que les autres en ce qui concerne le comportement parental» (p. 42). Ils marquent cependant «une tendance à mal surveiller leurs garçons».

Les facteurs familiaux les plus hautement corrélés ont été la pauvreté, la famille nombreuse et la criminalité parentale (W et F, p. 37). Au contraire, l'aisance relative est apparue comme «une certaine protection contre les effets de la criminalité parentale» (p. 37).

3. En ce qui concerne l'attitude parentale, W et F constatent: «Lorsque les garçons sont âgés de 8 ou 9 ans, les travailleurs psycho-sociaux décrivent le comportement des mères à leur égard comme «normalement affectionné», «affectionné jusqu'à l'angoisse», «exagérément protecteur» ou «*cruel, passif ou négligent*». Ces trois derniers qualificatifs «s'appliquent aux mères indifférentes, privées d'affection ou rejetant nettement ou cruellement leur enfant. Le petit groupe des garçons dont la mère présentait ce comportement sont souvent devenus des délinquants» (p. 49). Cette constatation coïncide avec celles des McCord (1959) et des Glueck (1950). Nye aperçoit au contraire une assez faible relation entre la délinquance et le rejet de l'enfant par la mère alors que

1. Toutes ces constatations ont aussi été faites dans la plupart des recherches antérieures.

le rejet *mutuel* de la mère et de l'enfant lui paraît hautement associé à la délinquance.

En ce qui concerne le comportement *paternel*, W et F constatent que la minorité des garçons dont le père apparaissait comme *peu chaleureux* ont été particulièrement enclins à la délinquance. Il semble que les pères cruels, passifs ou négligents ont été tout aussi nuisibles que les mères cruelles, passives ou négligentes. Ces conclusions sont contraires à celles des McCord dans leur étude (portant notamment sur la classe modeste) où les mauvais pères sont apparus un peu moins nuisibles que les mauvaises mères. Les Glueck (leur classe modeste comprend un échantillon tiré de la grande ville) estiment au contraire qu'un comportement paternel peu satisfaisant (indifférence, rejet ou hostilité) est un peu plus perceptible chez les délinquants qu'un comportement maternel peu satisfaisant.

Si l'on retient la différence faite par Sears *et al.* (1957) entre l'éducation «*orientée vers l'amour*» et «*orientée vers l'objet*», les constatations de W et F corroborent les indications précédentes selon lesquelles la première méthode (principalement en faveur dans la classe moyenne) est «propre à produire des enfants mieux insérés dans la société et moins délinquants» (p. 53)¹.

4. La mauvaise surveillance des parents n'a pas paru, à elle seule, avoir beaucoup d'effets sur la délinquance, mais elle est apparue conjointement avec la pauvreté et la criminalité parentale. Toutefois les Glueck (1950) attribuent à la surveillance maternelle une importance décisive pour l'absence de délinquance.

«En général, les garçons qui ont passé leurs loisirs avec les autres membres de la famille ou à la maison ne tombent pas dans la délinquance» (W et F, p. 36).

Nye conclut que «la délinquance est minimale lorsqu'un minimum de surveillance directe modérée s'exerce» (p. 156).

5. L'éducation «relâchée et permissive» ou «incohérente» n'est pas examinée par W et F, mais Bahr (1979) la considère comme corrélée avec la délinquance dans plusieurs de ses recherches (on a vu que le désaccord des parents sur la méthode d'éducation était jugé comme un facteur important par W et F).

1. Nye a corrélé les «disputes» et le «retrait d'affection» avec les comportements de rejet de la part des parents. Le retrait d'affection sans disputes présente cependant une faible corrélation avec la délinquance. Toutefois, pour une analyse critique de l'éducation dictée par l'affection ou privée d'affection et de l'insertion sociale conformiste dans la classe moyenne, voir Green (1946) et Groeneth (1972).

Ces constatations appellent une discussion sur la nature *exacte* de la «permissivité», du «relâchement» et de l'«incohérence» dont il est question ici. Les relations parents-enfants, surtout peut-être dans la classe moyenne, paraissent éloignées des conceptions des initiateurs de l'éducation progressive, autorégulatrice et anti-autoritaire, professées par exemple par John Dewey ou Wilhelm Reich. Plutôt qu'une autorisation fondée sur un contact étroit et chaleureux avec l'enfant et sur la compréhension de l'enfant et des situations variables où il se trouve, le type de «permissivité» et d'«incohérence» qui est ici en jeu devrait plutôt être dénommé, comme Kurt Lewin l'a fait, un «laissez-faire» constitué de froideur, d'indifférence, d'éloignement affectif ou d'incohérence, d'égocentrisme et d'incompréhension.

6. Sur le comportement des parents, W et F concluent en ces termes: «Dans la gamme des comportements parentaux, l'attitude et la discipline maternelle sont plus étroitement associées à la délinquance que l'attitude et la discipline *paternelle* ou le conflit des parents.»

Là encore Nye, dans son étude différente de population et conformément aux recherches antérieures, estime que le comportement du père est lié davantage à la délinquance que celui de la mère. Il l'explique par le plus grand écart qui existe à son avis entre le rôle joué par le père et le rôle plus uniforme joué par la mère (n'oublions pas que cette étude date des années 50!). Ce n'est peut-être pas aussi vrai pour une population mélangée et modeste de travailleurs des grandes villes.

En ce qui concerne la mère, W et F concluent cependant: «Dans le comportement et la discipline maternelle, la plus grande rudesse de la discipline... a été productive de délinquance. *Ces deux points, comportement général peu satisfaisant et rigueur de la discipline maternelle, sont les plus propres, d'après les résultats examinés jusqu'ici, à décrire un comportement parental criminel*» (p. 61).

7. Sur la question générale, souvent traitée, des «foyers brisés», que ce soit par la solitude ou par le divorce de la mère, W et F déclarent:

«Il ressort de plusieurs enquêtes antérieures qu'il existe une plus forte corrélation entre la délinquance et la séparation des parents qu'entre la délinquance et la mort d'un parent» (p. 70). «En conclusion, le facteur qui compte est moins la séparation elle-même que le problème familial sous-jacent» (p. 72).

En observant les séparations permanentes et temporaires¹, on a

1. Séparation minimale d'un mois avant l'âge de 10 ans.

constaté qu'une rupture était très fréquemment associée étroitement à une future délinquance.

Toutefois, les séparations ayant d'autres causes que la maladie ou la mort ont été plus fréquentes chez les garçons issus de familles pauvres ou nombreuses. Certes, Nye a constaté une différence faible, mais significative, du comportement délinquant entre les foyers brisés et les autres, mais il a constaté aussi, en étudiant la réussite du mariage (vue par les jeunes) que «le comportement délinquant était moins fréquent dans les foyers brisés que dans les foyers non brisés, mais malheureux» (p. 51).

Une analyse récente de Joan McCord (1978) aboutit aussi de façon assez convaincante à cette dernière conclusion¹.

La forte corrélation du *désaccord des couples* et du *conflit des parents* avec la délinquance avait déjà été constatée par les Glueck et par les McCord et elle a aussi été constatée par W et F. Ceux-ci ont observé la corrélation du «désaccord des couples» avec «le désaccord des parents sur le traitement de leurs enfants. En outre, la *domination exagérée* d'un parent dans les questions familiales a été mise en rapport avec la délinquance, si bien que la domination du père et celle de la mère sont presque également nocives» (p. 54).

8. En ce qui concerne l'absence du père et en général la relation de l'enfant (du garçon) avec le père, les recherches sur les «foyers brisés» montrent que le penchant à la délinquance n'est pas sensiblement modifié par la situation du garçon en tant que fils du mari légitime de sa mère ni par le temps habituel de présence de son père légitime (ou illégitime) au foyer.

Par conséquent, l'effet criminel (ou autre) de la relation père-fils ou de l'absence de cette relation tient à d'autres circonstances psycho-affectives et sociales. L'analyse de McCord montre que si le garçon peut avoir des relations suffisamment bonnes avec sa mère (et aussi avec un homme adulte autre que son père biologique ou légitime), il est moins enclin à la délinquance *en dehors* de la présence physique quotidienne de son père qui est en relation conflictuelle avec sa mère. Confirmant les conclusions de Nye, celles de W et F montrent que la

1. Elle a étudié 199 hommes de 40 ans dont les parents avaient été étudiés trente ans auparavant (1930-1945) et dont 69 provenaient de foyers brisés. Voici la conclusion de cette analyse: «Le conflit des parents ou le manque de surveillance apparaissent criminellement, mais pas les foyers brisés. Il ressort de cette étude que l'augmentation du taux de divorce ne risque pas d'augmenter le taux de la criminalité. Les efforts pour réduire le taux de divorce risqueraient d'avoir un effet contraire en augmentant la proportion des parents restant ensemble malgré leurs conflits» (McCord 1978, p. 8).

présence d'un père «non chaleureux» ou d'un père «qui ne participe jamais aux activités de loisirs (du garçon)» est un facteur de délinquance (p. 56) et que le plus souvent il vaut mieux un père absent qu'un père présent mais non chaleureux, négligent ou mal adapté au mariage.

Il n'en demeure pas moins que, en général, les enfants sont moins enclins à la délinquance s'ils ont des relations bonnes, chaleureuses et assez régulières non seulement avec leur mère, mais aussi avec un père sociable, sinon nécessairement biologique ou légitime, en un mot avec un «personnage de père».

Les recherches sur les garçons de 7 à 8 ans et d'environ 14 ans dont le père est marié et qui appartient à une famille du sud de la Norvège où il est de tradition de naviguer mettent en évidence chez ces garçons une tendance à un plus grand infantilisme, à une plus forte identification primaire avec le sexe féminin, à de plus nombreux conflits d'identification sexuelle et à des idéalismes et des comportements masculins plus durs et moins réalistes que les garçons dont le père n'est pas marin et appartient à la même catégorie sociale dans la même communauté (mais ordinairement ils ne deviennent pas officiellement des délinquants) (Tiller, 1958 et 1961).

Ainsi, les effets des rapports entre l'enfant et le père et non pas seulement entre l'enfant et la mère sur la délinquance mettent en relief l'importance criminogène du rôle économique du père dans l'éducation des enfants et de son rôle de pourvoyeur économique en tant que mari et en tant que père par rapport à son rôle socio-affectif dans la famille. Autrement dit, ils marquent l'importance de son rôle professionnel sous les aspects du temps qu'il y consacre, de l'insécurité et du chômage, aspects sur lesquels nous reviendrons aux chapitres III et IV.

9. Une dernière constatation de W et F est également intéressante sur ces questions familiales touchant aux institutions et à la société. Dans la classe ouvrière londonienne, contrairement à ce que Nye avait observé (p. 57-59):

«Les garçons dont la mère occupe un emploi à plein temps comprennent un faible pourcentage de délinquants, ce qui est inattendu.»

Il est vrai que ces familles avaient un revenu plus élevé et moins d'enfants que la moyenne (toutefois, il n'est pas dit dans quelle mesure les mères ont occupé un emploi quand leurs enfants étaient en bas âge).

Naturellement, ce point est lié au rôle de pourvoyeur du père et du mari et aussi de la mère et de la femme (auxiliaire), aux bases de l'indé-

pendance économique dans le mariage par rapport à la qualité optimale des relations entre la mère et l'enfant ou du moins à leur capacité de prévention de la délinquance dans les différentes phases psychosexuelles du développement de l'enfant ainsi qu'à la situation et à la politique économique et professionnelle où ces relations s'exercent. A ce sujet, la question est posée des significations et des conséquences de l'emploi de la mère du point de vue quantitatif et qualitatif dans la classe la plus modeste, dans la classe ouvrière et dans la classe moyenne en fonction des divers types de soins dispensés aux enfants (cf. ci-après p. 31, 32).

Cependant, après les études sur les conséquences générales de l'emploi de la mère pour les enfants, je n'ai vu aucune recherche touchant à ces problèmes actuels.

10. Toutes les recherches sur les rapports entre la délinquance et la famille se contentent de conclure que, selon telle ou telle *probabilité*, la présence de tel ou tel groupe familial ou de telle ou telle situation parentale entraîne la délinquance dans la population étudiée. Ainsi, toutes les situations familiales favorables à la délinquance n'ont pourtant pas pour effet de pousser tous les jeunes à la délinquance. D'autres conditions font que le jeune ainsi placé dans des conditions criminogènes connues, notamment familiales, devient un délinquant «officiel» ou simplement officieux.

II. L'intégration sociale dans les familles et les quartiers et sa dynamique psycho-socio-économique

A. Généralités

1. Les situations, notamment familiales, favorables à la délinquance peuvent être considérées, du point de vue de l'intégration sociale, comme des mécanismes présentant différents aspects et différents degrés d'intégration ou de non-intégration.

L'intégration sociale apparaît ici comme un phénomène multifacettes. L'intégration d'un individu se fait au niveau *psycho-affectif* par l'intermédiaire de liens libres ou imposés avec les membres du groupe. Il se fait au *niveau psycho-culturel* par l'intermédiaire d'un contenu *intériorisé* fait notamment de valeurs, normes, croyances, attitudes, perceptions et idéologies. Il se fait au niveau de la *connaissance* de tous ces éléments en plus ou à côté de leur intériorisation. Il se fait au niveau de la *participation* ou de la *non-participation* dans le groupe ou dans la société et dans ses activités. Il se fait au *plan économique* par la dépen-

dance économique de l'individu à l'égard du groupe. Il se fait par l'intermédiaire du statut, de la considération et de l'*acceptation* accordée ou refusée par le groupe en question. De tous ces niveaux, celui de l'intégration affective est probablement le plus important, surtout au plan de l'intériorisation pour l'apprentissage d'aptitudes et pour une intégration qui ne soit pas purement hédoniste, c'est-à-dire psycho-socio-pathétique (Smith, 1978).

L'intégration sociale à base affective, même si elle est conflictuelle et répressive, repose sur une certaine satisfaction des pulsions fondamentales, au moins par un contact affectueux avec les autres à partir de l'enfance. C'est la base de l'intériorisation et des autres mécanismes psychologiques principaux de l'intégration sociale, comme l'apprentissage, l'identification, l'assimilation du rôle de l'autre, le développement de l'*ego* et de l'identité et c'est aussi la base de formation des significations personnelles et sociales (Groeneth, 1980a).

2. Selon la personnalité et les conditions de vie des parents et selon la structure et la situation du noyau familial (lui-même assujéti à la parenté, au voisinage, à la structure économique-politique), l'intégration de l'enfant dans la dyade mère-enfant, dans la famille, etc., peut opprimer plus ou moins les pulsions primitives de l'enfant et son potentiel de vitalité et d'activité. Les frustrations, les répressions, les fixations et les blocages qui en résultent pour une économie sexuelle bien réglée ou pour la pulsation bio-énergétique (Reich, 1942, 1945), (Lowen, 1975), (Groeneth, 1980a) aboutissent non seulement à une intégration conflictuelle intérieure des énergies vitales de l'individu, mais aussi à une intégration conflictuelle et potentiellement destructrice («névrotique») et à une non-intégration partielle («psycho-pathologique») de l'individu, de ses pulsions et de son énergie vitale dans le groupe en question.

Dans la mesure où la famille et les institutions socio-économico-politiques d'aujourd'hui restent frustrantes et répressives à l'égard des pulsions primaires, des énergies vitales et des capacités de l'individu (par exemple sous les formes de structures patriarcales, autoritaires, exploitatrices, aliénantes, anomiques, etc.), l'intégration sociale de l'individu et de ses énergies vitales est incomplète et généralement conflictuelle et par conséquent elle risque de rompre l'ordre social existant.

La famille et les éléments influant sur la famille avec leurs effets inhibiteurs sur la vie des enfants et de leurs parents n'aboutissent pas toujours à un manque d'intégration ou à la délinquance, mais à d'autres formes d'adaptation sociale qui sont nuisibles à l'individu ou à la société, sans être punissables par la loi.

Dans cette optique, les maladies psychiques et somatiques, la criminalité, les grèves, les mouvements de protestation et de contre-culture, etc., c'est-à-dire toutes les formes de déviances destructives et constructives sont des signes d'une intégration sociale insuffisante des pulsions et de l'harmonie vitale. La non-intégration et la déviance résultent directement et font partie intégrante du caractère oppressif de l'intégration sociale consistant dans un équilibre de la terreur.

3. La première intégration sociale, quoique conflictuelle et frustrante, intervient dans les relations du petit enfant avec la personne qui lui sert de mère et elle s'étend habituellement au père ou à celui qui lui sert de père ou à d'autres personnes étroitement associées qui d'ordinaire sont membres du noyau ou du groupe familial de l'enfant. Ensuite vient l'intégration sociale en maternelle, dans le groupe d'enfants du même âge, dans le quartier, à l'école, etc. (Persons et Bales, 1955).

L'intégration ou la non-intégration dans la famille et dans ses sous-unités devient généralement décisive pour l'intégration ou la non-intégration sociale ultérieure dans d'autres unités sociales plus larges.

Si la famille n'est pas pleinement intégrée dans le quartier, à l'école, dans la vie professionnelle, dans la communauté et dans ses diverses institutions, l'enfant qui est «bien» intégré dans sa famille est moins bien intégré, pour le meilleur ou pour le pire, dans ces groupes et ces institutions. L'enfant bien intégré dans une famille assez «libre» et non oppressive (Ritter, 1976) est alors moins bien adapté aux conflits et à l'intégration oppressive de son entourage et il risque, par exemple, de tomber dans la délinquance sexuelle en raison de sa vie sexuelle amoureuse normale, adolescente ou pré-adolescente.

4. Ce ne sont pas seulement des familles, mais des groupes de familles qui risquent d'être plus ou moins mal intégrés ou placés dans une situation de conflit avec d'autres unités sociales ou institutions plus larges et souvent plus puissantes sur le plan social, par exemple, l'école, l'Eglise, la police, les autorités municipales, les systèmes de transport, les magasins et les restaurants, les associations de sports et de loisirs, qui représentent généralement, du moins aux yeux d'un observateur extérieur, le système qui fait la loi et qui l'applique. Ces systèmes socio-culturels généralement ancrés dans la classe supérieure et moyenne et dans la classe ouvrière sont les systèmes hégémoniques, en ce sens qu'ils possèdent un pouvoir partiellement légal ou qu'ils s'identifient avec ce pouvoir. Les familles et les quartiers assez «biens» intégrés et qui s'assimilent aux pouvoirs hégémoniques appartiennent à l'ordre hé-



gémonique au sens large. Les enfants qui, par un moyen de répression plus ou moins psychologique, sont assez « bien » intégrés dans ces familles et dans ces quartiers sont relativement peu exposés à la délinquance grave. Leur identification avec la famille et le quartier et leur mode de vie, leurs valeurs et leurs objectifs intériorisés, etc., sont généralement assez bien synchronisés sur le plan social avec le système socio-culturel hégémonique (sauf en période de mutation rapide due à une crise, par exemple en Allemagne dans les années 20 et 30 ou aux Etats-Unis et en Europe à la fin des années 60).

5. Lorsque néanmoins, comme l'ont constaté Nye, Christie (1960) et d'autres, les jeunes gens de la classe moyenne sont délinquants, ils risquent moins d'être fichés et condamnés parce que, à bien d'autres égards, ils sont mieux intégrés dans la communauté respectueuse de la loi que, par exemple, les membres du sous-prolétariat ou d'une minorité ethnique. Leur délinquance n'est pas assimilable ou semblable aux cultures ou sous-cultures qui s'écartent des normes et des comportements hégémoniques. Leur délinquance fait généralement partie d'un processus de croissance assez normal sur le plan hégémonique dans les circonstances oppressives et répressives habituelles où ils se trouvent pour trouver leur identité et un mode de vie et pour faire leurs expériences, notamment à la limite de la loi. Sur le plan social et par conséquent psychologique, cette attitude est ancrée non pas dans une culture ou sous-culture délinquante ni dans ses frustrations souvent dramatiques dans l'enfance, mais dans les difficultés habituelles de l'intégration sociale.

Les causes exactes de cette délinquance statistiquement normale et diffuse sont difficiles à déceler dans les chiffres, car on manque de points de comparaison sur les conditions de vie urbaine et suburbaine.

B. La délinquance générale et particulière selon les situations familiales

1. Admettons par hypothèse que dans les conditions de vie urbaine et suburbaine la délinquance statistiquement normale des jeunes garçons résulte notamment des trois séries de discontinuités suivantes dans le développement psycho-sexuel et social du garçon: l'une est le laps de temps assez long passé par les enfants et les jeunes à l'écart de la situation et des fonctions adultes, de la participation à la vie professionnelle et de l'indépendance économique et sociale, en particulier par la scolarité prolongée (Bloch et Niederhoffer, 1958), (Cohen, 1958), et à

l'écart des droits et des possibilités d'une vie sexuelle amoureuse non perturbée (Reich, 1945)¹.

Une deuxième source de difficultés et de discontinuités est le fait que le garçon, sous l'emprise familiale diffuse d'un mari-père plus ou moins périphérique, doit rompre avec une identification primaire avec la femme et créer une identification masculine plus ou moins compensatoire sans bien connaître le véritable rôle de l'homme adulte ou avec une connaissance faussée par les médias (Parsons, 1964), (Lynn, 1962).

Une troisième série de discontinuités est constituée par les conflits sexuels et affectifs de la puberté liés dans notre société aux difficultés rencontrées pour surmonter les dépendances, les fixations et les conflits sexuels et affectifs à l'égard des parents et pour acquérir l'indépendance personnelle et satisfaire le besoin d'amour sexuel (Reich, 1945).

2. Dans les cas extrêmes de délinquance de la classe moyenne, une délinquance plus grave, apparemment rebelle, introvertie ou « marginale », souvent raisonnée sur le plan intellectuel, peut être la conséquence d'une situation familiale particulièrement stricte ou conflictuelle (Nyhus *et al.*, 1973). Les particularités de leur personnalité ne sont pas conformes à l'absence psychopathique d'un sentiment de culpabilité ni à l'absence d'une intériorisation des normes et des valeurs. Au contraire, ces particularités sont faites de conflits violents entre les pulsions primaires et les normes ou valeurs intériorisées qui oppriment puissamment les pulsions primaires. Ces conflits naissent ordinairement d'une discipline et d'une morale parentales trop sévères et trop restrictives. Ils sont également marqués par le conflit entre la féminité et la masculinité. Ils peuvent appartenir à la frange délinquante du mouvement anti-autoritaire, mais pas toujours antipatriarcale. Les jeunes entrant dans cette catégorie ont particulièrement besoin d'un « moratoire » pour développer leur personnalité et leur identité (Nyhus *et al.*).

La discipline imposée à l'enfant et par conséquent ses refoulements sont devenus trop rigoureux, mais avec une efficacité insuffisan-

1. « Les sociologues ont indiqué que notre société n'assigne aucun rôle bien défini à l'adolescence, période de la vie essentielle pour l'établissement de l'identité de l'individu. La satisfaction des pulsions étant différée, le choix entre les possibilités dont dispose le garçon pour remplir le vide risque d'être la délinquance. Quand il s'efforce de définir son identité d'adulte ou d'homme, il trouve les critères « conventionnels », « respectables » et « responsables » du statut d'adulte qui lui sont refusés. De ce fait, il tend à symboliser sa vie d'adulte par un comportement irresponsable et hédonique comportant la recherche du danger, de l'alcool, du sexe, des voitures, etc. » (1958, p. 33).

Les frustrations qui en résultent aboutissent à des comportements agressifs de remplacement et de compensation qui ressemblent ou qui s'opposent au comportement adulte qui lui est refusé (Bloch et Niederhoffer).

te pour lui permettre de franchir l'étape de la puberté, sinon en ce qui concerne les pulsions primaires réprimées, du moins en ce qui concerne l'angoisse et l'agression destructives qui résultent du schéma familial répressif et de l'expérience de l'enfance.

Un autre type de délinquance particulièrement motivé par la psycho-dynamique se produit dans toutes les classes et dans toutes cultures ou sous-cultures. Cette délinquance appartient au groupe, faible, des «durs», des «socio- ou psychopathes» de la délinquance (Nyhus *et al.*).

La famille et le milieu paraissent généralement caractérisés par une *frustration affective* plutôt que par une *répression autoritaire*.

Selon l'impact des diverses formes de frustration et de discipline sévères et incohérentes et selon le succès des diverses possibilités de défense psychique, la délinquance peut aller des différents comportements «hyppies», marginaux et renfermés sur une drogue, jusqu'à la supermasculinité et la véritable violence.

3. S'il n'y a pas de délinquance ou s'il n'y en a guère, c'est probablement ou bien que les conflits et les discontinuités diffuses sont moins graves que d'habitude ou bien que leur effet criminogène est combattu par la surveillance de la société et en particulier de la famille ou encore (selon la théorie de l'«association différentielle») qu'aucun autre comportement délinquant auquel le jeune pourrait s'associer n'existe à sa portée.

La recherche sur l'«association différentielle» a montré que les *conditions nécessaires pour que la famille exerce directement ou indirectement un effet favorable ou défavorable à la délinquance sont: a. l'existence de fixations semblables et de groupes de délinquants hors du foyer qui stimulent plus ou moins la délinquance et b. le contact des jeunes avec ces situations et ces groupes* (Bahr, 1979).

«Un enfant ne devient pas nécessairement délinquant parce qu'il est malheureux. Les enfants appartenant à des familles malheureuses peuvent tomber dans la délinquance si leur environnement s'y prête» (Sutherland et Cressey, 1966, p. 277-278).

Cependant, comme la délinquance est diffuse à l'école, la possibilité d'une association avec la délinquance est généralement donnée, si bien qu'on voit reparaître ici l'importance de la situation familiale pour apprécier comment et dans quelle mesure cette possibilité est exploitée!

4. A côté des situations familiales pathogènes et dans une certaine mesure criminogènes dont nous venons de parler, il existe des situations familiales qui font obstacle à la délinquance, surtout en dehors du sous-prolétariat. C'est ce que montre en particulier la théorie du contrôle social (par exemple Nye, 1958).

La satisfaction et par conséquent l'intériorisation précoce des pulsions, l'existence de normes et de valeurs familiales respectueuses de la loi et le contrôle et la canalisation des activités des jeunes peuvent prévenir la délinquance, car ces familles ont les ressources nécessaires.

Intégrées sur le plan hégémonique (classe ouvrière ou classe moyenne ou supérieure), les familles ont le plus souvent au moins le logement et les ressources économiques et matérielles nécessaires pour améliorer l'intégration des jeunes dans la famille et peut-être aussi dans certaines activités de loisirs et pour faciliter et payer leur intégration dans les milieux de l'enseignement, de l'organisation et des loisirs, à condition qu'un minimum d'affection soutienne ces efforts.

(Les parents ouvrent leur maison aux enfants et à leurs amis, ils participent à leurs efforts pour trouver des terrains de jeux et des maisons de jeunes dans le quartier, ils placent leurs jeunes enfants dans des maternelles ou ils invitent des parents ou des amis à participer avec leurs enfants à des soirées ou à des excursions, ils aident et ils conseillent leurs enfants dans leurs tâches scolaires et ils participent aux activités et aux réunions des parents d'élèves, ils aident les enfants à devenir membres de clubs, à suivre des cours extrascolaires et à pratiquer des activités de sport et de loisirs qui peuvent les éloigner des influences criminogènes, ils fournissent les moyens économiques à cet effet: argent de poche, emploi, nourriture et logement, matériel scolaire et sportif, vêtement, etc. Dans la suite, ils leur font une donation ou leur accordent leur assistance pour obtenir un emploi dans une société familiale, dans l'atelier d'un ami, etc. Ces activités hégémoniques d'intégration et de contrôle social de la part des parents peuvent assurer une protection contre la fréquentation des groupes de délinquants et contre les comportements délinquants (par exemple Nye)).

Cependant, les possibilités de contrôle social et de canalisation des activités ne dépendent pas seulement des ressources dont dispose le noyau familial, elles dépendent aussi de l'intégration et de la communication des familles entre elles et avec les autres groupes et institutions du quartier, avec la collectivité et la municipalité et avec les organismes publics et privés (Maccoby *et al.*, 1958), (Nye, 1958), (Bell et Westius, 1974), (Liljestrøm, 1973 et 1979).

Dans les quartiers stables et bien intégrés où il règne un consensus sur les valeurs respectueuses de la loi, les parents font partie du réseau social capable d'exercer un contrôle collectif sans recours à la police dans le cas de délits sans grande gravité. Le voisin, le concierge, l'enseignant, le boutiquier, le cafetier, l'agent de police interviennent de façon non officielle auprès des jeunes ou font rapport à leurs parents parce qu'ils les connaissent et que l'entente et la confiance règnent entre eux.

Dans un quartier ancien ou neuf où les familles se sont installées depuis peu, viennent de partout, représentent toutes les conditions sociales possibles ou sont issues de pays et d'ethnies différentes, les parents sont étrangers les uns aux autres, n'ont pas les mêmes mœurs ni les mêmes valeurs, s'évitent souvent et se sentent à l'écart de l'école, des services municipaux, etc. Voilà pourquoi la communication nécessaire au contrôle social collectif ne se fait pas ou se fait mal.

A cela s'ajoutent la densité du logement, le manque de terrains de jeux, la circulation dangereuse, le manque d'équipement et de place pour les activités des enfants et des jeunes et le manque de tâches et d'endroits où les adultes et les jeunes puissent se rencontrer, parce que l'activité du quartier est dirigée de loin par le propriétaire, par l'administration bureaucratique de la société locative ou de la commune. Ce sont autant d'obstacles à l'intégration sociale et autant d'encouragements pour les jeunes à quitter le quartier pour d'autres quartiers souvent éloignés «où il se passe quelque chose». C'est là qu'on trouve les bandes et les comportements délinquants les plus solidement établis. Les jeunes ou leurs parents ne connaissent plus les policiers ni d'ailleurs les adultes alarmés et irrités par le comportement plus ou moins innocent des jeunes.

La détérioration des collectivités et des réseaux de quartiers et du contrôle social non officiel est due à des forces socio-économiques et politiques mues par la recherche du profit de gens appartenant aux milieux industriels, commerciaux et administratifs qui ne viennent pas dans ces quartiers petits-bourgeois, ouvriers et modestes, mais qui ont besoin de cette population pour maintenir leurs privilèges et leur existence tout à fait à part. Ils n'ont guère intérêt à une juste répartition du budget municipal pour la rénovation des quartiers pauvres, du réseau d'égouts, de l'alimentation en eau et en électricité, des normes d'hygiène, de la réglementation des loyers et des prix, etc.

Voilà probablement quelques-unes des causes principales des traits propres à la culture du sous-prolétariat, que Miller (1958) par exemple a exposés, et en même temps de la fréquence des désaccords

conjugaux, de la discipline sévère et du rejet affectif dont souffrent les enfants et de leurs effets sur les conflits de personnalité et sur la délinquance.

Une meilleure intégration des enfants et des jeunes dans la famille ou le quartier déviant et non hégémonique ne sert évidemment pas à grand-chose. La pauvreté empêche ces familles défavorisées d'ouvrir leur maison aux enfants et à leurs amis ou de se procurer des équipements de loisirs à la maison ou hors de la maison ou encore d'inscrire leurs enfants dans des établissements d'enseignement et dans des organismes divers.

C. La délinquance du sous-prolétariat et ses conditions familiales

1. Bien que la délinquance diffuse et normale se trouve dans toutes les classes sociales et à tous les niveaux de revenus, ce n'est pas dans la classe ouvrière, mais dans les quartiers pauvres des grandes villes, du moins aux États-Unis, que le nombre de délinquants fichés, et probablement aussi le nombre total de délinquants, est le plus élevé¹. Cette délinquance essentiellement située dans le sous-prolétariat est étudiée attentivement depuis les années 20 aux États-Unis.

On s'est aperçu que cette délinquance est liée à l'existence de groupes d'adolescents et d'une culture de la jeunesse, mais aussi à l'existence de bandes. Cohen (1955) a établi que ces bandes de délinquants font partie de toute une sous-culture délinquante peu différente de la sous-culture masculine et adulte des mêmes quartiers. Il considère le sous-prolétariat, y compris la culture délinquante des jeunes et ces bandes, comme une *sous-culture* qui, quoique de façon ambivalente et négative, est orientée vers la culture de la classe moyenne, ses objectifs et ses valeurs. En raison de sa pauvreté et de son manque de ressources, elle se procure des occasions et des moyens acceptés sur le plan hégémonique pour atteindre les buts qu'elle se donne. Cloward et Ohlin (1960) pensent que les jeunes ont donc recours à la délinquance pour atteindre ces objectifs et ces valeurs, mais Cohen estime qu'ils réagissent négativement à leur égard (1958). Voilà pourquoi la délinquance est plus fréquente dans ces sous-cultures pauvres des grandes villes que dans les autres groupes de population. Ces auteurs ne pensent pas que cette différence puisse être suffisamment expliquée par la théorie de l'«étiquetage», selon laquelle les jeunes du sous-prolétariat échappent moins facilement aux recherches et au fichage de la police

1. La délinquance du sous-prolétariat à base de bandes organisées peut ne pas exister ou ne pas avoir la même importance dans d'autres pays.

parce qu'ils sont classés comme délinquants du seul fait de leur appartenance au sous-prolétariat.

Miller (1958) semble admettre la plupart des explications ci-dessus, sauf sur un point essentiel. Il estime que la culture du sous-prolétariat dont les bandes de jeunes délinquants font partie intégrante *n'est pas une sous-culture* de la culture américaine totale et hégémonique de la classe moyenne.

Il y voit une culture en soi qui n'est pas orientée vers la culture dominante ni déterminée par une réaction négative ni caractérisée par l'emploi de moyens déviants pour l'obtention de ces objectifs. Ces valeurs consistent à être dur, malin, etc. Naturellement, Miller reconnaît que la formation de cette culture et de ces valeurs est fortement *influencée* par la société dominante et en particulier par le fait que cette société ne donne pas au sous-prolétariat les ressources et les chances économiques et matérielles ordinaires.

*
* * *

Quel est, dans tout cela, le rapport avec la famille?

On sait depuis longtemps que les quartiers pauvres contiennent un fort pourcentage de familles dites «matrifocales» où la mère est célibataire, séparée ou divorcée et ses enfants peu attachés à un ou plusieurs hommes. En outre, l'ensemble de la culture ou de la sous-culture pauvre est marqué par une sous-culture masculine à ségrégation sexuelle. Miller fait état d'un ressentiment réciproque des hommes et des femmes. La culture masculine et la culture féminine sont séparées et antagonistes.

Avant même leur adolescence, les garçons comprennent qu'ils devront un jour quitter la famille féminine de leur mère et sa culture et entrer dans la culture masculine. Cohen note (1958) qu'une forte pression s'exerce sur eux pour leur faire adopter le mode de vie dur des délinquants. A cet effet, semble-t-il, les bandes de jeunes jouent un peu le rôle de «communautés transitoires» où ils peuvent et où ils doivent apprendre le rôle et le mode de vie futurs des hommes, tels qu'ils les perçoivent, le plus souvent partiellement et dans une certaine mesure utopiquement puisqu'ils n'ont pas de contact quotidien avec des hommes adultes. Ils n'ont pas non plus de rapports affectifs étroits avec le «modèle de leur rôle», qui apparaît comme la condition d'un apprentissage bien intégré et réaliste.

Voilà ce qui explique en partie pourquoi la famille matrifocale et la culture mâle et dure séparée conduisent les bandes de jeunes à des comportements particulièrement *délinquants*. En outre, parce qu'ils vivent dans une famille matrifocale, les garçons développent le plus souvent une identification primaire qui est essentiellement féminine. C'est en partie pour cette raison qu'ils voient mal la nouvelle identité et le nouveau style de vie masculin qu'on leur demande d'assumer. Ils sont anxieux devant leur rôle sexuel à jouer. Connaissant mal la culture masculine adulte, ils l'interprètent mal et ils exagèrent dans leur comportement les traits les plus marquants et les plus visibles, comme le souci d'être dur et malin, le goût des sensations fortes, le fatalisme et l'autonomie.

Ils franchissent donc facilement la frontière de la délinquance. D'un point de vue plus psycho-dynamique, l'identification féminine du garçon dans le sous-prolétariat est répressive et fixative et contient des sentiments excessifs d'infantilisme et d'infériorité. L'identification et les comportements féminins ne peuvent plus être désappris, si bien qu'ils sont refoulés en même temps que les sentiments plus marqués d'infantilisme et d'infériorité. Ainsi, la nouvelle identité et le nouveau style de vie supermasculins sont affectivement motivés et servent de compensation, bien qu'ils s'accompagnent souvent d'une forte répugnance et d'une grande angoisse.

2. On peut aussi se demander pourquoi une famille appartient au sous-prolétariat. Les parents y sont-ils nés? Est-ce le résultat d'un déclin dû au chômage, à un désaccord politique, à la solitude de la mère célibataire, à un divorce ruineux, à la maladie, à l'échec scolaire et professionnel, à la protestation contre le milieu d'origine?

Les recrues du sous-prolétariat des grandes villes nord-américaines paraissent être essentiellement des immigrants ou des migrants chassés de leur région ou de leur pays d'origine par le chômage et le surpeuplement (Miller, 1959).

Dans quelle mesure la personnalité de ces populations est-elle fixée et marquée par la répression au point de ne pas pouvoir acquérir une structure socio-culturelle sensiblement différente de celle qu'elles ont, même «si elles ont une chance»? C'est une autre question.

Il est indispensable d'appliquer des recherches et une action préventive à la discrimination et à l'exploitation publique et privée des quartiers «défavorisés» et au mécanisme de soumission à ces mauvais traitements.

D. Interaction des situations familiales ayant un effet immédiat sur la délinquance

Les jeunes qui sont bien intégrés dans une classe déviante non hégémonique ou dans des cultures ou sous-cultures ethniques peuvent tomber dans la délinquance simplement en se conformant plus ou moins exagérément au mode de vie de leur famille et de leur quartier. Cette opinion paraît commune à tous les sociologues qui ont analysé la délinquance dans le sous-prolétariat (quel que soit leur désaccord sur la nature exacte des mécanismes sociaux d'intégration ou de non-intégration de ces cultures ou sous-cultures délinquantes dans le système hégémonique, sur le jeu des facteurs psycho-dynamiques de la personnalité et sur le caractère pathologique ou normal de ces facteurs).

Les sociologues de l'«association différentielle» du «contrôle social» et de la «psychologie de l'apprentissage» et ceux de l'«étiquetage et autres interactions symboliques» (Becker, 1963), (Hauge, 1974), mettent généralement l'accent sur les conditions socio-culturelles. La théorie du contrôle social souligne l'importance du voisinage et de l'intégration sociale et des relations entre les familles pour le contrôle social des jeunes.

J'ai aussi indiqué les effets négatifs qu'exercent sur l'intégration entre les familles et les quartiers l'expropriation bureaucratique publique et privée des activités du quartier, notamment administratives, ainsi que l'exploitation économique publique et privée, qui privent les quartiers ouvriers et pauvres de leur juste part de ressources économiques et matérielles.

D'autres chercheurs, s'attachant à une ou plusieurs de ces explications sociologiques, estiment que les types de délinquance acquis par la culture ou la sous-culture et plus ou moins conformistes ne se produiraient pas sans une frustration affective pendant l'enfance et par conséquent sans une dynamique (pathologique) propre à la personnalité (par exemple McCord, 1958). Les théoriciens de l'orientation psychanalytique et ceux du «contrôle social» semblent partager cette opinion.

Nous avons vu qu'en général la délinquance est associée *a.* aux comportements négligeant ou rejetant la sensibilité et à la discipline sévère de l'un ou l'autre des parents, *b.* au désaccord conjugal et aux conflits entre les parents, *c.* à la «matrifocalité» s'accompagnant d'une

aversion mutuelle des sexes et d'une ségrégation sexuelle et au manque de relations personnelles chaleureuses permettant l'identification sexuelle du garçon et *d.* aux milieux anormaux et mal intégrés ou privés de ressources et d'autonomie.

Ces situations, typiques de la culture du sous-prolétariat, créent des frustrations affectives et une psychodynamique pathologique, quelles que soient leur adaptation et leur normalité sous l'angle culturel et sous-culturel. Elles motivent généralement la délinquance, qui «s'épanouit» lorsque les valeurs et le mode de vie socio-culturel dévient, provoqués dans une large mesure par l'exploitation et l'oppression hégémonique, encourageant cette délinquance ou bien quand l'insatisfaction diffuse des besoins et du potentiel d'activité des jeunes se produit au paroxysme du traumatisme de la première enfance. Les mêmes frustrations et traumatismes de la première enfance et les mêmes situations familiales se produisent par exemple dans la classe ouvrière ou dans la classe moyenne, mais dans ces milieux le contrôle social se révèle assez souvent suffisant pour éviter la délinquance grave et fichée.

III. L'institution du mari pourvoyeur, la périphérie socio-affective du mari-père et l'isolement de la mère-enfant, etc., base de la délinquance du sous-prolétariat et de la classe moyenne

M'inspirant des diverses constatations faites sur l'importance du mari-père et de ses relations avec la mère et l'enfant, j'examinerai de plus près cet élément fondamental parmi les causes de la délinquance.

1. La structure familiale et sexuelle de la culture du sous-prolétariat est une version particulièrement embrouillée et poussée à l'extrême de la structure familiale et sexuelle de la classe moyenne et de la classe ouvrière «embourgeoisée».

Avant l'entrée en masse des mères dans le monde du travail, l'enfant était généralement confié à la mère sur le plan affectif et social. Le mari-père, en sa qualité de principal soutien de famille, entretient avec ses enfants et avec sa femme des relations assez distantes et périphériques du point de vue affectif et social. Sa réussite en tant que soutien de famille dépend du temps qu'il consacre à sa profession. La culture masculine de la classe moyenne pratiquant la ségrégation sexuelle a donc ses racines dans la vie professionnelle et dans les activités et les loisirs orientés en fonction de cette vie professionnelle, alors que dans toutes les classes sociales, quoique dans une moindre mesure dans les classes supérieures, la culture féminine tourne autour des enfants et de la famille.

Le contenu sous-jacent de la culture masculine dans la classe moyenne ne semble pas très différent de celui de la culture masculine dans le sous-prolétariat, quoique sa véritable substance soit différente. Des particularités comme le souci d'être dur et malin, de prendre des risques ou d'éviter la dépendance (Miller, 1958) paraissent faire partie aussi de la culture masculine dans la classe moyenne. Les gangsters, les détectives et les cow-boys des cinémas et des livres de poche, Superman, James Bond et Morgan Kane, sinon Mickey Spillane, sont aussi des héros dans l'imagination masculine de la classe moyenne (Matza et Sykes cités par Hauge, 1973, p. 153).

Cohen (1955) et Willensky et Lebeaux (1958) ont signalé les difficultés d'une identification sexuelle dans les cultures délinquantes de la classe moyenne comme ailleurs.

Brun-Gulbrandsen (1958) a procédé à une étude convaincante sur la manière dont le rôle sexuel du garçon normal, contrairement à celui de la fille, s'inscrit sur un comportement marqué par des sanctions positives et risquant de basculer dans la délinquance (voir notamment Holter, 1970).

2. Dans les familles de la classe moyenne qui sont en cours d'ascension sociale, on a constaté un rapprochement entre les deux rôles sexuels et une imbrication de ces rôles (Bott, 1955). Des études faites dans divers pays sur l'emploi du temps montrent cependant que le mari-père est loin de consacrer, dans n'importe quelle classe sociale, autant de temps que la femme aux soins des enfants et du ménage (Szalai, 1972), même quand la femme est employée à plein temps (Lingsom, 1975). Jessi Bernard a donné à son livre *The future of marriage* le sous-titre *His marriage and hers* (1972).

Les familles ordinaires fondées sur le mariage ainsi que les familles où les deux parents travaillent sont donc généralement axées sur la mère du point de vue social et affectif, mais sur le plan économique elles dépendent plus ou moins du mari-père qui a gardé une position de puissance, quoique affaiblie.

Le rôle de mari pourvoyeur ou le rôle conjoint de parents pourvoyeurs et la modification de la famille à double revenu avec la double discrimination économique qu'elle comporte envers les familles qui ont des enfants absorbent l'homme et la femme dans leur profession au point de les priver d'énergie quand il s'agit de se joindre aux autres pour résoudre des problèmes de quartier. L'isolement de la mère-enfant qui en résulte et qui est plus ou moins modifié par l'emploi rémunéré de la femme empêche celle-ci de coopérer à la gestion du quartier et de la communauté. Quand à la ségrégation sexuelle dominée par l'homme,

elle empêche les progrès de la femme sous prétexte de libérer les valeurs familiales et éducatives.

3. Dans le sous-prolétariat, la structure familiale marquée par la ségrégation sexuelle *tourne aussi autour du rôle du mari pourvoyeur*, mais dans un sens opposé. Ici, les hommes souffrent de leur échec et d'une inadéquation par rapport à ce que la culture hégémonique et les femmes de cette classe modeste attendent d'eux en qualité de pourvoyeurs de la famille. En raison des conditions du marché du travail, ils sont au chômage ou occupent une position marginale par rapport à la vie professionnelle. Dans une large mesure, ils sont contraints de renoncer aux réalisations professionnelles habituelles et au rôle du mari pourvoyeur. S'ils restent au foyer, la femme et les pouvoirs publics se montrent plus exigeants envers leur rôle de pourvoyeur. Le système de sécurité sociale d'aujourd'hui tend à retirer les ressources économiques à la mère et aux enfants lorsqu'un adulte masculin reste auprès d'eux. Ainsi, aussi bien l'homme, la femme que les enfants souffrent d'une mauvaise réputation si l'homme, sans pourvoir aux besoins de la famille, reste avec elle au lieu de s'en aller.

Par conséquent, dans le sous-prolétariat, le rôle du mari pourvoyeur pousse le mari-père vers une sous-culture masculine séparée de la famille et l'écarte du rôle socio-affectif de mari et de père qui autrement doit pouvoir bien fonctionner. Cette situation l'empêche de coopérer avec les autres familles du quartier. Ainsi, le même rôle de mari pourvoyeur entraîne un matricentrisme et une culture masculine séparée qui sont encore plus criminogènes que dans la classe moyenne.

On voit que le rôle économique du mari pourvoyeur imposé par notre système économique à toutes les classes sociales apparaît comme le dénominateur commun de structures sociales apparemment sans rapport entre la classe dominante et la classe pauvre. Comme l'*absorption* professionnelle de l'homme dans la classe moyenne et dans la classe ouvrière due à son adaptation *réussie* à son rôle de pourvoyeur, l'*exclusion* professionnelle de l'homme dans le sous-prolétariat et son inadéquation concomitante à son rôle de pourvoyeur expliquent le matricentrisme et la situation périphérique du mari-père ainsi que le manque de coopération entre les familles et d'intégration dans toutes les classes sociales, qui ont toutes sortes d'effets nocifs et en particulier des effets criminogènes, encore que ces effets soient plus sensibles dans le sous-prolétariat que dans les autres classes.

Au fond, le rôle de pourvoyeur qui est assigné au mari crée des formes fondamentalement semblables, mais extérieurement assez différentes, de la masculinité compensatoire.

4. La structure familiale et sexuelle dans laquelle le mari ou les deux parents jouent le rôle de pourvoyeurs tend à créer les conditions familiales propices à la délinquance que nous avons observées (ségrégation des sexes, problèmes d'identification sexuelle des garçons, hypermasculinité, pauvreté du sous-prolétariat, non-intégration dans le voisinage et manque de contrôle social sur les jeunes).

Cette situation crée aussi des risques de délinquance dans les rapports sociaux entre les enfants et les jeunes qui sont généralement conflictuels: isolement de la mère-enfant surchargée sur le plan affectif (ou situation périphérique de la mère), insécurité des parents, méconnaissance des besoins psycho-sexuels de l'enfant, abdication des parents qui remettent leur autorité aux experts et aux organismes professionnels.

Ainsi, les décisions touchant aux relations familiales sont prises en partie par des professionnels des médias et par des organismes d'assistance à la famille, d'orientation et de protection des enfants, etc., surtout dans le sous-prolétariat (Lasch, 1976).

La méconnaissance des besoins psycho-sexuels de l'enfant est favorisée par le lien économique du mariage qui est la conséquence d'une discrimination économique à l'égard des familles ayant des enfants. Pour éviter de tomber dans le sous-prolétariat, les familles «ordinaires» doivent compter sur le salaire du mari et peut-être aussi sur le salaire ou le demi-salaire de la femme. Ainsi, même les ménages malheureux peuvent ne pas avoir les moyens de divorcer et de créer deux foyers, de crainte d'avoir à affronter de graves difficultés économiques et de logement. Obligés de rester ensemble pour ces raisons (ou à cause d'une dépendance affective), les parents ne sont pas prêts psychologiquement à accepter les besoins et les sentiments de leurs enfants, ce qui crée la propension à la délinquance dont nous avons parlé (W et F, 1973).

La pauvreté criminogène et l'éducation frustrante des familles du sous-prolétariat sont dans une large mesure la conséquence du rôle de pourvoyeur qu'on impose au mari ou aux deux parents et de la discrimination économique dont font l'objet les familles avec enfants.

Ainsi, les fonctions économiques de soutien de famille et de travailleur qui s'attachent à la conception dominante du mariage et de la famille entrent en conflit violent avec les fonctions affectives dont chacun a besoin (Groeneth, 1973b, 1979).

*
*

C'est seulement dans un contexte holiste tel que celui que nous venons d'esquisser qu'on peut comprendre les conditions familiales et sociales directement liées à la délinquance.

IV. Les racines des conditions familiales et sexuelles criminogènes dans la structure capitaliste et patriarcale de notre société

Le rôle de pourvoyeur assigné au mari ou aux deux parents et la structure familiale et sexuelle ont leur racine dans l'ordre capitaliste et patriarcal (privé ou d'État) et dans les motivations de la psychologie répressive de masse axée sur la classe et sur le sexe (Reich, 1933, 1946) ou dans les caractères sociaux (Fromm, 1941).

Dans un ordre comme celui-là, la structure économique et sociale ne vise pas essentiellement un équilibre optimal entre la survie physique et le confort matériel, d'une part, et l'épanouissement créateur ou la satisfaction harmonieuse et affective des besoins primaires, d'autre part, ni les diverses formes de relations d'amitié et de solidarité qui sont indispensables pour cet épanouissement et cette satisfaction.

Cet ordre est dominé par le pouvoir, le prestige, le profit et les privilèges matériels des plus durs et des plus malins et par la soumission et la recherche passive du confort dans la classe moyenne et ouvrière. Cette situation va de pair avec des besoins affectifs et des traits sociaux compensatoires et appauvris qui sont dus à la répression à l'égard d'une classe et à la frustration (Reich, 1948), (Lasch, 1976), (Smith, 1978).

Les besoins mutilés, infantiles, mais dynamiques sont recouverts par une chape idéologique de «rationalité» et d'«efficacité» privée et nationale qui sont orientées vers le profit et vers l'emploi. La véritable rationalité s'appuyant sur les pulsions fondamentales non seulement pour la survie physique, mais pour le plaisir sensuel, pour l'autonomie de coopération, d'affectivité et de solidarité et pour l'union avec la nature (Reich, 1946, 1951) est stigmatisée par définition comme une «irrationalité».

Au reste, les besoins et les sentiments primaires de l'homme ne sont pris en considération que dans le cadre d'une utilisation de la main-d'œuvre et d'une manipulation des besoins de consommation qui soient profitables à la production. Les besoins primaires d'amour et de beauté, d'union avec la nature, de solidarité, d'affectivité et de compréhension, d'épanouissement des capacités personnelles, de créativité, de maîtrise individuelle sont de façon essentielle et par des moyens différents négligés et opprimés par la vie familiale, scolaire, communau-

taire et professionnelle, par l'Eglise, par les médias, par les dirigeants de l'économie privée et publique et par l'ensemble des femmes et des hommes au nom du profit, de l'emploi, de la consommation, du produit national brut et de l'«ordre».

Une économie de ce genre a besoin que les marchés de la main-d'œuvre, des capitaux et des biens à vendre soient relativement libres. La main-d'œuvre doit être mobile et renouvelable, elle doit être obéissante et se conformer aux objectifs du profit et il faut qu'elle désire et consomme les produits qui sont la source du profit.

Pour le renouvellement de la main-d'œuvre, les familles sont indispensables. C'est pourquoi les travailleurs, qu'ils soient en col bleu ou en col blanc, doivent avoir femme et enfants. Pour cela, un noyau familial «néo-local» suffit. Ce noyau familial crée l'isolement et le manque de solidarité entre les familles qui sont indispensables pour la mobilité de la main-d'œuvre.

La coopération et l'organisation autonome sur la base de la parenté, de l'amitié, des relations de voisinage ou de camaraderie au travail ont été en grande partie évacuées par les hiérarchies administratives privées et publiques. La solidarité du noyau familial, fondée sur la dépendance économique et non pas sur l'amour, suffit. La solidarité des familles fondées sur l'amour et sur la satisfaction hétérosexuelle donnerait lieu à toutes sortes de besoins et de pouvoirs «irrationnels» et non orientés vers le profit. Ce besoin de mobilité des familles et de «qualification» croissante de la main-d'œuvre ont rendu très profitable la prise en charge du renouvellement primaire par les femmes (complété par les écoles, les maternelles, l'éducation des adultes et la multiplication des experts et des professionnels). Voilà pourquoi la famille doit reposer sur la ségrégation des sexes, sur le rôle de pourvoyeur imposé aux hommes et sur le rôle de ménagère et de mère imposé aux femmes.

Les hauts et les bas de l'emploi féminin sont marginaux. Même employées temporairement, les mères ont généralement besoin du mari et du mariage sur le plan économique pour avoir un niveau de vie acceptable et pour être admises par la société.

Ainsi, le rôle de pourvoyeur imposé au mari (et à la femme par intervalles) dans la responsabilité économique du soin aux enfants (Groeneth, 1967) découle de la nécessité d'un marché du travail essentiellement masculin, «libre» et compétitif, caractérisé par des noyaux familiaux mobiles et par conséquent relativement isolés, peu solidaires et socialement déracinés et ce rôle découle aussi de l'ordre social précapitaliste, patriarcal et autoritaire.

V. Les changements de situation familiale intéressant l'intégration sociale et la délinquance et la nécessité de recherches

Quels que soient son affaiblissement et sa perte d'influence pour l'intégration sociale des enfants et des jeunes, la famille garde un rôle essentiel. C'est particulièrement vrai pour les enfants d'âge scolaire ou préscolaire. On le voit pour l'intégration de l'enfant dans la famille et par conséquent dans le contexte social où la famille s'inscrit.

Une importante question se pose à propos de la *qualité* des déclins subis par les fonctions d'intégration de la famille. Il faut aussi se demander si telle ou telle fonction d'intégration de la famille n'a pas été remplacée par autre chose et, dans ce cas, si cette substitution n'a pas été plus ou moins propice à la délinquance.

En troisième lieu, il faut se demander quelles sont les situations familiales qu'on peut envisager pour diminuer les frustrations, la répression et par conséquent les risques de délinquance.

Les recherches sur ces points paraissent assez peu fournies. Les renseignements manquent sur les situations familiales actuelles, sur leurs tendances et sur les autres situations familiales possibles.

L'accroissement récent de l'emploi des mères à plein temps risque de frustrer les enfants et de gêner leur intégration dans l'unité constituée par la famille et par la mère-enfant si la vie active de la mère commence très tôt dans l'existence de l'enfant et si elle s'accompagne d'un mauvais contact affectif de l'enfant avec le père, avec les autres parents ou avec le personnel surchargé d'une maternelle, etc., et si la mère revient fatiguée de son travail. Les tendances sont différentes dans la classe ouvrière et dans la classe moyenne, dans les régions et pays développés et dans les régions et pays en développement.

Si l'on admet que de bonnes relations entre la mère et l'enfant ont un effet préventif sur la délinquance, on peut être certain que la marginalisation affective et sociale du père a des effets nocifs, tout comme l'aggravation de l'isolement de la mère et de l'enfant. Là encore, les tendances varient selon les classes sociales, les régions et les pays. La marginalité du père et l'isolement de la mère et de l'enfant ou la marginalité de la mère sont favorisés par les taudis et par la pauvreté, par la cherté de l'éducation, par l'industrialisation capitaliste des pays et des régions «en développement» et par les professions qui éloignent le mari-père du foyer ou qui le retiennent (lui ou la mère) longtemps au travail.

Sur l'augmentation récente des divorces, il faudrait savoir de façon plus précise combien entraînent une amélioration et combien entraînent une aggravation de la situation des parents et de l'enfant. Le divorce a-t-il pour cause principale l'insuffisance de ressources financières et de logements ou la faiblesse des rapports affectifs et de l'amour sexuel?

Dans certaines circonstances, le mouvement d'une famille vers son environnement peut avoir des effets libérateurs, mais le plus souvent elle a des effets anormaux.

Les interventions croissantes de l'administration publique ou privée dans les quartiers et les unités d'habitation semblent affaiblir l'intégration réciproque des familles et leur contrôle sur les enfants et les jeunes. Les grands enfants paraissent avoir le même effet, ainsi probablement que l'intervention des experts et des organismes dans la famille et dans l'éducation des enfants.

L'industrialisation, la bureaucratisation et la commercialisation de la vie professionnelle élargissent le fossé entre la famille, les enfants et l'entourage, d'une part, et la vie professionnelle et le système scolaire, d'autre part. Les enfants éprouvent de plus grandes difficultés à s'identifier à ces systèmes et à leurs parents dans leur rôle professionnel.

Les mutations capitalistes touchant le rôle du père ont moins pour effet d'affaiblir ces contacts socio-affectifs déjà trop peu chaleureux et trop lointains que de porter atteinte à son autorité dans la famille.

Cette dernière mutation ainsi que la dissolution des autres aspects répressifs traditionnels de la vie et de l'éducation familiale ont parfois d'heureux effets lorsque les parents et les enfants arrivent à mieux percevoir ce qui est bien et ce qui est vrai. Lorsqu'au contraire, ce qui est plus fréquent, ils ne parviennent pas à ce résultat, ils retombent dans leurs incertitudes et dans leurs équivoques et s'en remettent aux opinions variables des experts et à l'incohérence du «laissez-faire» ou de la «permissivité» qui de plus en plus souvent paraissent déboucher sur de fréquents éclats de colère, de rejet et de violence (Lasch, 1976). Dans ce dernier cas, surtout dans la classe ouvrière et dans le sous-prolétariat, les avis d'experts prennent souvent la forme d'une prise en charge par un service public.

L'influence restée fondamentale de la famille, même si elle est indirecte et conflictuelle, pour l'intégration sociale semble s'être orientée, dans la phase opulente de surproduction du capitalisme, vers une ag-

gravation de la privation d'amour de la phase orale et vers une atténuation des frustrations et des répressions de la phase anale (Reich, 1967), (Lasch, 1976). Les traits sociaux du début du capitalisme étaient la névrose obsessionnelle, l'*ego* et le *super-ego*, le refoulement et, dans la classe moyenne, les réalisations compensatoires. C'est surtout depuis la dernière guerre mondiale que ces traits sociaux se sont affaiblis à la suite des mutations familiales entraînées par les mutations socio-économiques du capitalisme.

Les traits sociaux plus narcissiques de notre époque semblent mieux adaptés au capitalisme tardif orienté vers la «prospérité» et la consommation. Ils paraissent aussi liés à la transformation du rôle de la femme et de son maternage, par exemple le fétichisme de la jeunesse et du sein et le refus du nourrissage au sein, à la libération de la femme dans les milieux masculins (Prokop, 1976) et à la recherche accrue du profit par les hommes et par conséquent à leur renoncement à une autorité familiale paternaliste au profit d'une marginalité de mari-père (Mitscherlich, 1967), (Lasch, 1976).

Tous ces changements économiques, familiaux et sociaux ont abouti, d'après Lasch, à la généralisation et à l'intensification des comportements narcissiques, psychopathes et violents qui étaient latents chez les personnalités caractérielles et névrotiques. Pour des raisons qui tiennent en partie à des phénomènes de société propres au capitalisme récent (la culture narcissique des idoles, l'exploitation commerciale des personnalités et la manipulation des images, la morale de la consommation, la mobilité et l'anomie, les crises de confiance et de légitimité, etc.), la dynamique de la culture plus ou moins ouvertement violente du sous-prolétariat s'est répandue dans les classes supérieure, moyenne et ouvrière. Ces tendances narcissiques et hostiles au monde environnant aboutissent à un relâchement général de la pression exercée, non pas sur les pulsions authentiques et primaires portées à maturité (qui sont généralement perverties dès l'enfance), mais sur les angoisses provoquées par les frustrations et sur les rages destructrices. Tout cela rapproche tout le monde de la criminalité et engage un plus grand nombre de gens, parmi les plus désespérés et les plus narcissiques, à franchir la frontière.

Ces phénomènes sociaux, culturels et économiques ont donc affaibli bon nombre des aspects politiques de l'intégration de l'enfant dans sa famille qui existaient au début du capitalisme. D'autre part, ils ont apporté des éléments négatifs en renforçant l'intégration des enfants et des jeunes aussi bien que des adultes dans l'ordre économique «prospère» caractéristique des dernières années du capitalisme et leur inser-

tion dans la main-d'œuvre efficace ou dans la main-d'œuvre marginale ou exclue et dans le secteur public de l'assistance sociale.

Cet ordre est aujourd'hui en proie à une véritable crise.

L'axe de ce rouage complexe et destructeur est constitué par le mari ou les parents pourvoyeurs des moyens économiques, qui fait ou qui font la «réussite» ou «l'échec» des familles, ainsi que les producteurs de l'évolution ou de la mauvaise évolution sociale et économique.

On peut dire que l'institution de la famille fondée sur la domination existe chez nous sous des formes variables qui n'ont pas donné lieu à des caractères ouvertement narcissiques.

Toutefois, les formes autoritaires du début du capitalisme ont rendu possibles les refoulements et les compensations dans la classe moyenne ainsi que les comportements de soumission et d'obéissance dans la classe ouvrière. Au contraire, étant donné la marginalité du père et de plus en plus aussi de la mère dans le capitalisme récent, la recherche du profit rend possible une anomie narcissique — psychopathe et, selon Marcuse, «désublimée de façon répressive» ainsi que les manipulations et les violences (voir aussi Brückner, 1972).

Des évolutions contraires, quoique marginales, sont en cours, par exemple sous la forme de contre-cultures plus constructives et de tentatives de nouveaux modes de vie. Les communes familiales et les collectifs de production se développent, la légitimité des tendances établies est de plus en plus mise en cause, les refus des promotions qui impliquent un déménagement se multiplient chez les cadres. On ne veut pas s'épuiser au travail ni déraciner sa famille ni, en déménageant, forcer sa femme à abandonner son emploi. Dans les pays scandinaves les pères peuvent maintenant obtenir des congés payés partiellement à la naissance d'un enfant. Les hôpitaux les autorisent de plus en plus souvent à assister à la naissance. Les revendications d'égalité sexuelle présentées par les femmes ont incité les Etats à reconnaître en théorie la légitimité d'un travail réduit ou partiel pour les parents, pères et mères, mais jusqu'à présent sans compensation salariale (ministère des Finances, 1977).

Cependant, les réformes familiales les plus modérées lancées par les ministères de la Famille et des Affaires sociales sont balayées par les politiques des ministères de l'Industrie et de l'Energie.

VI. Les questions de prévention

L'analyse précédente montre que de l'avis général on fait baisser la délinquance en créant des situations familiales propices à de bonnes relations physiques et affectives entre le père et la mère et aussi, notamment sur le plan sexuel, à des relations d'égalité dans un climat facilitant de plus en plus la participation à la solution des problèmes sociaux et pratiques. Toutefois, la réussite de la prévention est rarement liée au choix de *comportements simplement opposés* aux situations familiales «criminogènes», mais à des situations différentes (qui ont d'ailleurs un effet préventif sur d'autres maux). Par exemple, l'«incohérence» et le «laxisme» de l'éducation n'appellent pas simplement la «cohérence» et la «rigueur», mais d'autres habitudes saines propres à prévenir la délinquance.

La cohérence ou la non-permissivité stricte qui négligerait les particularités de l'état affectif des parents et des enfants, la fatigue ou l'excédent d'énergie, la présence d'autres personnes et leurs besoins et leurs habitudes, etc., risqueraient d'être aussi criminogènes que le manque de *contact* avec les besoins et l'affectivité profonde des enfants et des adultes ou avec les véritables possibilités de satisfaction des besoins.

De même, si un simple *attachement étroit* et indéfini aux parents et à la famille peut prévenir la délinquance, il peut aussi créer une dépendance névrotique quand la *nature* de cet attachement s'y prête.

Les situations familiales, qui exercent leurs effets sur la délinquance, font partie d'un ensemble socio-économique et socio-psychologique. Ainsi, la délinquance n'est pas «la faute de la famille», et l'action préventive ne saurait consister simplement à modifier la vie des familles ou le comportement des parents.

La prévention dénommée «sporadiquement libérale», «bureaucratique» ou «antilibérale» ne peut pas nous mener à grand-chose. Une telle action reviendrait à vouloir couper les neuf têtes du troll qui repoussent au fur et à mesure qu'on les coupe. Le seul moyen est d'attirer le troll loin de ses montagnes pour que le soleil naissant le chauffe et l'éclaire jusqu'à ce qu'il éclate. Alors, la princesse et toutes les richesses sont libérées par la montagne!

Nous devons donc continuer à inciter les hommes à rejeter le rôle de mari pourvoyeur ou les parents à refuser de remplir conjointement ce rôle, qui est une impasse, à persuader l'homme de moins s'absorber dans sa profession (en faisant participer les mères pour moitié à la vie active) et d'assumer son nouveau rôle socio-affectif et pratique dans la famille et dans le quartier en commençant par participer à la naissance de son enfant. Il s'agit de faire en sorte que les deux parents ressentent les besoins et accomplissent les tâches affectives et sociales négligées jusqu'ici (Løvdal, 1976), (Groenseth, 1978).

Pour cela, des changements sont indispensables dans la vie professionnelle et dans la politique des revenus. Il faut d'abord permettre à l'un et l'autre parent d'occuper un emploi à temps partiel pour pouvoir s'occuper de leurs enfants et il faut les aider financièrement à les élever (Groenseth, 1972, 1978, 1980b).

Les soins donnés aux enfants par la famille doivent être complétés par les soins donnés à mi-temps dans les crèches et dans d'autres institutions non familiales.

Ce passage d'une société dominée par le profit à une société assumant la responsabilité économique du soin des enfants et fournissant des possibilités d'emploi à temps partiel aux pères comme aux mères pourrait apporter une contribution essentielle à une évolution s'écartant des tendances disruptives et criminogènes qui ont été exposées dans le chapitre précédent.

Encourager l'emploi des deux parents à plein temps et le séjour des enfants dans des crèches entre sept et onze heures par jour (selon la durée de la journée de travail et du trajet entre le travail et la maison), ce n'est pas supprimer le rôle du mari en tant que pourvoyeur *principal*, puisque l'emploi de la femme reste marginal et défavorisé en matière d'économie et de promotion (en raison du rôle de pourvoyeur principal joué par le mari!). Ce n'est pas non plus une façon de supprimer la discrimination économique envers les familles ayant des enfants ni le lien économique noué par le mariage, si ce n'est de façon partielle et au prix des lourds sacrifices socio-affectifs qu'entraîne la surcharge du double travail des parents (rapport 1971) (voir aussi Prokop, 1976). Cette évolution ne contribuera guère non plus à faire diminuer la délinquance, sauf peut-être dans les classes pauvres, comme le disent West et Farrington.

Les réformes à long terme ébauchées ici apparaissent comme un minimum pour éliminer les risques criminogènes de notre structure familiale et sexuelle dans les classes moyennes et surtout dans le sous-prolétariat (elles pourraient aussi contribuer à éliminer la pauvreté

et, à lointaine échéance, faire en sorte que le sous-prolétariat ne soit plus une classe de déshérités et de parias).

Ces réformes de politique familiale doivent être complétées par des mesures juridiques, immobilières, sociales et économiques d'aide aux communes ou aux collectifs familiaux, notamment en matière de production. En outre, il faut aussi permettre aux propriétaires d'assumer les principales tâches et les principaux problèmes pratiques et sociaux qui se posent dans les logements et les quartiers. Il importe d'écarter dans une large mesure les administrations publiques et privées et de faciliter le transfert de leurs pouvoirs aux populations locales qui le désirent et qui sont prêtes à en assumer la charge. La politique, notamment économique et industrielle, doit tenir compte des besoins sociaux et affectifs des enfants, des femmes et des hommes et elle doit les protéger contre la mobilité qui leur est imposée pour l'occupation d'un emploi. Les pressions publicitaires qui s'exercent sur les familles doivent diminuer et la production de biens de consommation doit viser à la solidité et à l'utilité pour la satisfaction des besoins essentiels, notamment affectifs. Cette évolution doit stimuler l'intégration des familles dans les quartiers, même si elle entraîne des conflits passagers.

Dans la mesure du possible, il convient de décentraliser les services productifs, commerciaux et sociaux, de les situer dans les quartiers et de les faire administrer par les habitants (Løvdal, 1976). Les enfants et les jeunes doivent pouvoir participer sélectivement aux tâches du quartier et les jeunes à la vie professionnelle.

L'éducation et la recherche sur cette autogestion du quartier, des ateliers et des collectivités locales doivent se développer ainsi que l'éducation et la recherche sur une limitation de la gestion exercée par les pouvoirs publics et les milieux d'affaires, au service et avec la coopération des habitants. L'orientation bureaucratique et capitaliste du système scolaire doit céder du terrain au profit d'une «éducation» de la conscience bio-socio-économico-culturelle de la véritable situation de l'individu, de la famille, du quartier, du rôle sexuel, de la classe et de la société.

En général, il importe de rechercher et de mettre à l'épreuve de nouvelles formes de vie dans la famille, le quartier, l'enseignement et le travail plutôt que d'investir de nouveaux milliards dans la ligne traditionnelle de la concurrence capitaliste.

Les mesures préventives proposées ici concernent la famille, l'administration, les finances publiques, la politique industrielle, éducative, etc. On estimera peut-être qu'elles n'ont pas grand rapport avec une

politique de prévention de la délinquance. Nous espérons, au contraire, que l'argumentation de notre rapport aura montré les orientations qu'il faut donner à la politique familiale pour qu'elle ait un rôle de prévention de la délinquance.

Les changements plus ou moins utopiques qui seraient de nature à prévenir la délinquance et que nous avons esquissés ici n'ont d'autre but que de servir de points de départ aux scientifiques et aux hommes politiques pour un processus de dialogues et d'échanges entre les peuples, qui tiennent compte de la différence des situations sociales et mentales. Le développement constructif de ces dialogues et de ces échanges, notamment dans la présente conférence, est l'un des principaux défis qui se posent en matière de méthodologie aux sciences sociales soucieuses de pragmatisme.

Ainsi, la prévention de la délinquance doit s'attacher à développer la conscience des pulsions primaires et des énergies vitales et la perception des réalités sociales dans toute la société et en particulier dans le bas et dans le haut de l'échelle sociale.

Cette élévation de la conscience doit comporter une meilleure connaissance des défenses psycho-somatiques et sociales de l'individu contre les conflits et les aspirations refoulées et contre les pulsions primaires et bio-énergétiques entravées. Pour cela, tous les dialogues sont bons à tous les niveaux et dans tous les forums de la structure sociale. Les tendances dues aux besoins de profit, de pouvoir et de prestige du capitalisme privé et d'Etat et de ses dirigeants ne visent rien d'autre que la mobilité sociale, la surproduction accrue, l'aggravation du chômage, l'allongement des études, le développement de la technique, le retour des femmes mariées au noyau familial, mobile et isolé, la fermeture des crèches et des locaux de jeunes dans les quartiers, l'affaiblissement des mesures d'assistance et de sécurité sociale et l'appauvrissement des familles de travailleurs en col bleu ou blanc.

En ce qui concerne la recherche, il suffira de dire ici, par manque de place, qu'elle doit porter impérativement sur toutes les relations dont nous avons parlé, qui paraissent devoir être mises en question et qui sont insuffisamment clarifiées. Il est indispensable en particulier de procéder à des recherches interdisciplinaires et intégrées sur des projets de politique pilote dans les masses pour proposer un ensemble de réformes dans les quartiers et les collectivités qui tiennent compte des besoins caractériels primaires et des énergies vitales.

RÉFÉRENCES

- Bahr S.: Family determinants and effects of deviance, in Burr *et al.*: *Contemporary theories about the family*, New York 1979.
- Bell R. and Westius S.: Socialiseringsmønster blandt barn och ungdom i några Stockholmsförorter, in Daun, Aa, *et al.* *Samhällsförändringar och brottslighet*, Tiden, Stockholm, 1974.
- Becker H.: *Outsiders*, Glencoe 1963.
- Bernard J.: *The future of marriage*, New York 1972.
- Bloch H. A. & Niederhoffer A.: *The gang*, New York 1958.
- Bott E.: *Family and social networks*, London 1955.
- Braverman H.: *Labour and monopoly capital*, New York 1974.
- Brückner.: *Sozialpsychologie des Kapitalismus*, Frankfurt 1972.
- Brun-Gulbrandsen S.: *Kjønnsrolle og ungdomskriminalitet*, Oslo 1958.
- Christie N.: *Unge norske lovovertredere*, Oslo 1960.
- Cloward R. A. & Ohlin L. E.: *Delinquency and opportunity*, London 1960.
- Cohen A. K.: *Delinquent boys*, Glencoe, 1955.
- Cohen A. K. & Short J. F.: Research in delinquent subcultures, *J. of Soc. Issues*, vol. 14, 1958.
- Farrington D. P. & West D. J.: The Cambridge study in delinquent development, in Mednick, S. A. and Baert, A. E. (Eds.): *Prospective longitudinal research*, Oxford, 1980.
- Fromm E.: *Escape from freedom*, New York 1946.
- Glueck S. & Glueck E.: *Unravelling delinquency*, New York 1950.
- Glueck & Selneck: *Delinquents in the making*, New York 1952.
- Green A.: The middle class male child and neurosis, *Amer. Sociol. Rev.*, Vol. XI, 1946.
- Groenseth E.: *Familie, seksualitet og samfunn*, Oslo, 1972.
- Groenseth E.: The husband provider role: — a critical appraisal, in A. Michel (Ed.): *Family issues of employed women in Europe and America*, Brill, Leyden, 1973.
- Groenseth E.: The familial institution — alienated labour-producing appendage of market society, in L. Reynolds and J. Henslin (Eds.): *American society, a critical analysis*, McKay, New York 1973.
- Groenseth E.: Work sharing families, in Rapoport, R. & R. (Eds.): *Working couples*, London, 1978.
- Groenseth E.: Familienpolitik, in *Pax Leksikon*, Oslo 1979.
- Groenseth E.: *Wilhelm Reich's life-energetically integrated social science approach, as related to sociology and to the study of the child and the family in relation to societal development*, No. 50, Mimeo. Inst. of Sociology, Oslo 1980.

- Groenseth E.: *Alternative models of policies for the family and sex equality*, Mimeo. Inst. of Sociology, Oslo 1980.
- Hauge R.: *Kriminalitet som ungdomsfenomen*, Oslo 1974.
- Holter H.: *Sex roles and social structure*, Oslo 1970.
- Lasch C.: *Haven in a heartless world*, New York 1973.
- Lasch C.: *Culture of narcissism*, New York 1976.
- Liljestrøm R.: *Uppväxtvilkår*, Stockholm 1973.
- Liljestrøm R.: *Kultur och arbete*, Stockholm 1979.
- Lingsom S.: *Time spent on household work and family care*, 1975.
- Lowen A.: *Bio-energetics*, New York 1975.
- Lynn D. B.: *Sex role and parental identification*. *Child development*, 33, 1962.
- Løvdaal B.: *6-timers dagen. Økonomiske og sosiale konsekvenser*, Norway's Family Council, Oslo 1978.
- Løvdaal B.: *Naermiljøetåom utgangspunkt for norsk familiepolitikk*, Norway's Family Council, Oslo 1976.
- Maccoby E. E., et al.: Community integration and the social control of juvenile delinquency, *J. of Soc. Issues*, Vol. XIV, 1958.
- Marcuse H.: *One-dimensional man*, New York 1964.
- McCord J.: *A longitudinal view of the relationship between paternal absence and crime*, Paper for the American Society of Criminology, 1978.
- McCord W. et al.: *Origins of crime*, New York 1959.
- Miller B. W.: Lower class culture as a generating milieu of gang delinquency, *J. Soc. Issues*, Vol. 14, 1958.
- Miller B. W.: Implications of urban lower class culture for social work, *The Social Service Rev.*, Vol. 33, 1959.
- Mills C. W.: *The sociological imagination*, New York 1959.
- Mitseherlich A.: *Society without the father*, London 1967.
- Norwegian Ministry of Finance: *Langtidsprogrammet 1978-81*, Oslo, Dep. 1977.
- Nye I.: *Family relationships and delinquent behaviour*, New York 1958.
- Nyhus, et al.: *Asosialitet og kriminalitet blant ungdom*, Oslo 1973.
- Parsons T. & Bales F.: *Socialisation and inter-action process*, JII. 1955.
- Parsons T.: *Essays on sociological theory*, New York 1964.
- Parsons T.: The social structure of the family, in Anshen R. H.: *The family*, New York 1959.
- Prokop U.: *Weiblichen Lebenszusammenhang*, Frankfurt am Main 1976.
- Rapoport R. & R.: *Dual career families*, London 1971.
- Reich W.: *The function of the orgasm*, New York 1942.
- Reich W.: *The sexual revolution*, New York 1945.
- Reich W.: *Massen-psychologie des Fascismus*, Copenhagen 1933.
- Reich W.: *The mass psychology of fascism*, New York 1946.
- Reich W.: *Listen, little man!* New York 1948.
- Reich W.: *Ether, god and devil*, New York 1951.
- Reiche R.: *Sexuality and class struggle*, London 1967.
- Ritter P. & J.: *The free family revisited*, London 1972.
- Smith R. J.: *The psychopath in society*, New York 1978.
- Sutherland & Cressey: *Principles of criminology*, New York 1966.
- Szalai A. (Ed.): *The use of time*, Paris 1972.

- Tiller, Per Olav: Father absence and personality development of children in sailor families, *Nordisk Psykologiserie*, No. 9, 1958.
- West D. J. & Farrington D. P.: *Who becomes delinquent?* London 1973.
- Wilensky H. L. & Lebeaux C. N.: *Industrial society and social welfare*, New York 1958.

LE RÔLE DE L'ÉCOLE
DANS UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION

- Therapist's Q-sort: a measure of therapist's involvement of children in their families. *Journal of Abnormal Psychology*, 80, 200-205.
- West D. J. & Farrington J. P. *Who becomes delinquent?* London, 1977.
- Wiensky H. J. & Lubeau C. *Industrial sociology and social control*. New York, 1975.
- Lasch C. *Reveries of a solitary*. New York, 1977.
- Lasch C. *Culture of narcissism*. New York, 1979.
- Liljestam R. *Uppfostran*. Stockholm, 1972.
- Liljestam R. *Kultur och värde*. Stockholm, 1979.
- Lindquist S. *Time spent in hospital work and family care*, 1975.
- Lynn J. *Psychoanalysis*. New York, 1975.
- Lynn G. B. *Sex role and parental identification*. *Child development*, 33, 1962.
- Lundal S. *60-taars dekad*. *Psykologisk og sosialt videnskabelig Tidsskrift*. Oslo, 1976.
- Lundal S. *Arbeidsoppgaver og ansvar*. *Psykologisk Tidsskrift*. Oslo, 1976.
- Macoby E. E. *et al.* *Community integration and the social control of juvenile delinquency*. *J. of Soc. Issues*, Vol. CV, 1955.
- Marrault H. *Qu'est-ce qu'un homme*. New York, 1964.
- McDon J. *A longitudinal study of the relationship between parental absence and crime*. Paper for the British Society of Criminology, 1975.
- McDon J. *et al.* *Origins of crime*. New York, 1977.
- Miles R. W. *Lower class culture as a contributing factor to gang delinquency*. *J. Soc. Issues*, Vol. 15, 1959.
- Miles R. W. *Psychology of urban lower class culture for social work*. *The Social Service Review*, Vol. 35, 1961.
- Mills C. W. *The sociological imagination*. New York, 1959.
- Mitschlich A. *Society against the child*. London, 1967.
- Norwegian Ministry of Health. *Læringsoppgaver* 1969-71. Oslo, Sep. 1977.
- Nye J. *Family relationships and delinquent behavior*. New York, 1965.
- Nyström G. *Arbeidsoppgaver og ansvar*. Oslo, 1972.
- Parsons T. & Bales R. *Family structure and interaction process*. J., 1955.
- Parsons T. *Essays on sociological theory*. New York, 1954.
- Parsons T. *The social structure of the family*. In *Ashton R. ed. The family*. New York, 1955.
- Preuss H. *Wachstum, Lebensveränderung, Plötzlichkeit*. München, 1976.
- Reichler R. & Re. *Oral cancer families*. London, 1971.
- Reich W. *The function of the penis*. New York, 1942.
- Reich W. *The secret passion*. New York, 1955.
- Reich W. *Sexual psychology of the woman*. Garden City, 1953.
- Reich W. *The male psychology of labor*. New York, 1949.
- Reich W. *Listen, little man*. New York, 1946.
- Reich W. *Euler, god and man*. New York, 1961.
- Reich W. *Sexuality and class struggle*. London, 1967.
- Ritter P. & J. *The free family*. London, 1972.
- Smith R. J. *The psychopath in society*. New York, 1976.
- Sutherland & Gendreau. *Principles of criminology*. New York, 1960.
- Szalai A. (1971). *The use of time*. Page 1173.



LE RÔLE DE L'ÉCOLE DANS UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION

Rapport par M. L. Walgrins,
professeur à l'Université de Louvain, Belgique

Introduction

LE RÔLE DE L'ÉCOLE DANS UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION

1. Il y a, depuis longtemps, un lien étroit entre les deux notions de rôle de l'école et de rôle de la société.

Un examen de la littérature de ce que nous appellerons par la suite la «logique sociale» aboutit à des résultats complexes, où coexistent une diversité énorme de points de vue, et de thèmes de recherches, des confusions embarrassantes de concepts utilisés, des contradictions pures et nettes entre les conclusions et les stratégies proposées.

Dans le cadre du Conseil de l'Europe même, une publication récente a déjà traité «le rôle de l'école dans la prévention de la délinquance juvénile» (Bachy, 1972). C'est le résultat d'une étude subventionnée en 1969.

Il peut paraître étonnant qu'on reprenne ce thème après à peine dix ans. Cette étude subventionnée reste d'ailleurs d'une très grande valeur. Néanmoins, notre rapport sera bien différent, en ce qu'il nous donnera une indication de l'évolution des thèmes dans les dix dernières et les conceptions concernant notre thème. Nous passerons y voir déjà un aspect d'une des prérogatives de cette dernière: le rôle de l'école en évolution.

2. Les recherches que nous considérons partent toutes de la même constatation: le parallélisme très clair entre le développement juvénile et le mauvais fonctionnement à l'adolescence.

A leur époque, Healy et Bronner (1936) avaient constaté que — à l'école — les délinquants se distinguaient des non-délinquants d'un point de vue scolaire. Ils avaient entre autres constaté que les résultats de ces enfants étaient inférieurs à ceux des autres enfants de la même classe.



LE RÔLE DE L'ÉCOLE DANS UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION

Rapport par M. L. Walgrave,
professeur à l'Université de Leuven, Belgique

Introduction

1. Il y a, depuis longtemps, un intérêt considérable pour les liens positifs ou négatifs entre le comportement à l'école et la délinquance.

Un examen de la littérature de ce que nous appellerons «la criminologie scolaire» aboutit à des résultats complexes: on constate une diversité énorme de points de vue, et de thèmes de recherches; des confusions embarrassantes de concepts utilisés; des contradictions pures et nettes entre les conclusions et les stratégies proposées.

Dans le cadre du Conseil de l'Europe même, une publication assez récente a déjà traité «le rôle de l'école dans la prévention de la délinquance juvénile» (Bachy, 1972). C'était le résultat d'une étude subventionnée en 1969.

Il peut paraître étonnant qu'on reprenne ce thème après à peine huit ans. Cette étude subventionnée reste d'ailleurs d'une très grande valeur. Néanmoins, notre rapport sera bien différent, ce qui est, pensons-nous, une indication de l'évolution très rapide dans les publications et les conceptions concernant notre thème. Nous pourrions y voir déjà un aspect d'une des présuppositions de cette conférence: la société en évolution.

2. Les recherches que nous connaissons partent toutes de la même constatation: le parallélisme très clair entre la délinquance juvénile et le mauvais fonctionnement à l'école.

A leur époque, Healy et Bronner (1936) avaient constaté déjà que — à l'école — les délinquants se distinguaient des non-délinquants selon plusieurs critères. Ils avaient entre autres de moins bons résultats, ils exprimaient plus souvent une aversion envers l'école et ils faisaient

plus souvent l'école buissonnière. Depuis lors, les recherches désormais classiques de Kvaraceus (1945), des Glueck (1950), de Powers et Witmer (1951) et bien d'autres comparaisons entre délinquants et non-délinquants ont donné des résultats analogues.

Encore plus récemment, Malewska et Peyre (1971) ont confirmé la relation étroite entre la délinquance d'une part, et la réussite scolaire, l'attitude envers l'école et la participation à la vie scolaire, de l'autre.

Le tableau 1 résume quelques comparaisons entre délinquants et non-délinquants, enregistrées en France et en Pologne (tableaux aux p. 120-123).

	France		Pologne	
	Délinquants	Contrôle	Délinquants	Contrôle
Deux redoublements de classes et plus	34 %	14 %	46 %	13 %
Fréquemment punis	38 %	24 %	37 %	22 %
Attitude positive envers l'école	49 %	57 %	44 %	64 %
Bien intégrés dans le milieu scolaire	22 %	41 %	32 %	50 %

Des résultats comparables ont été publiés ailleurs, cf. les recherches de Junger-Tas en Belgique (1972).

3. S'il est vrai que le point de départ est partout le même, ce n'est pas le cas pour la façon dont il est interprété.

Nous pouvons distinguer trois tendances.

— La première tend à interpréter le dysfonctionnement scolaire comme un signe de dissociabilité plus globale et plus profonde. Cette dissociabilité serait due à des facteurs héréditaires et/ou sociaux et serait aussi bien à l'origine de la mauvaise scolarité que de la délinquance.

C'est l'interprétation la plus classique, enracinée dans la criminologie étiologique pure. Elle est à la base de la plupart des tentatives de prédiction ou de détection des tendances délinquantes qui se manifesteraient à l'école. Elle inspire aussi beaucoup de programmes scolaires de prévention.

— Une deuxième interprétation considère la mauvaise scolarité et la délinquance comme deux conséquences de la position normale des classes sociales inférieures.

— Dans cette conception, inspirée entre autres de l'approche néo-marxiste, la société est une société de classes dominantes. Elle est organisée afin de perpétuer les structures socio-économiques et politiques existantes. Les institutions sociétales se chargent de ces tâches conservatrices. Ainsi, l'école et l'administration de droit pénal remplissent des fonctions complémentaires; elles visent les mêmes buts et le même public. Dès lors, la recherche en criminologie scolaire considère l'école avant tout comme une institution de manipulation et de contrôle; l'adaptation à la société dominante y est forcée, et la non-adaptation y est désignée et contrôlée.

— Une troisième tendance ne se trouve pas en contradiction avec la deuxième, mais elle la nuance et l'approfondit.

Elle est inspirée surtout des conceptions interactionnistes: la mauvaise scolarité prend sa place dans une chaîne marginalisante de significations et d'interactions. La délinquance connue est une des manifestations les plus caractéristiques de cette position marginale.

La classe sociale se place dans cette chaîne comme le point de départ des interactions signifiées: elle définira le niveau de vulnérabilité sociale.

4. Notre rapport analysera d'abord les résultats de la tendance étiologique et les points faibles qu'elle recèle. Cette analyse se limitera à la littérature plus récente. Nous traiterons seulement quelques publications plus anciennes devenues classiques. Nous verrons que les critiques résultent entre autres du changement de la société elle-même et des conceptions scientifiques qui l'accompagnent.

Cette évolution a abouti à des points de vue nouveaux dans la recherche en criminologie scolaire. Nous distinguerons deux grands thèmes: l'école comme manipulateur d'images et d'attitudes et l'école comme discriminateur social primaire.

Quelques réflexions sur la recherche criminologique et sur la politique éducative et criminelle feront la conclusion du rapport.

5. Une remarque plus générale doit encore précéder ce rapport.

On ne peut pas concevoir le rôle de l'école dans la prévention de la délinquance juvénile séparément des autres institutions traitées pendant cette conférence.

Le lien entre la famille et l'école se retrouve sous plusieurs aspects. Dans la plupart des cas, c'est la famille de l'enfant qui décide de l'école et de l'orientation scolaire de l'enfant: la famille guide et/ou dirige même la carrière scolaire. Nous verrons comment le clivage même entre la (sub)culture familiale des classes inférieures et la culture scolaire des classes dominantes constitue en soi un facteur spécifique augmentant la vulnérabilité sociale des enfants.

Le lien entre l'école et le travail est encore plus évident: la carrière scolaire aboutit à une certaine position sur le marché du travail. La différenciation scolaire est faite selon la différenciation du travail. Nous verrons comment la déstructuration actuelle du marché du travail se fait ressentir très nettement au niveau de l'école.

Les liens avec les autres institutions traitées ne sont peut-être pas si directs, mais ils ne sont pas moins réels. Ainsi, le choix de l'école est très souvent influencé par des motivations religieuses, certainement dans les pays où il existe encore des réseaux scolaires séparés selon les religions. Beaucoup de *peer groups* se constituent à partir d'expériences scolaires et nous verrons comment certains auteurs y attachent une très grande importance dans le processus criminel. En fait, on pourrait voir toutes ces institutions comme ce que Althusser appelle les appareils idéologiques d'Etat (1976). Althusser distingue dans l'Etat un appareil répressif et des appareils idéologiques. Des appareils idéologiques sont entre autres la religion, la famille, l'enseignement, le droit, les médias, l'assistance organisée. Selon Althusser, l'enseignement est l'appareil idéologique le plus important.

Les classes dominantes disposent de l'appareil répressif et réalisent leur idéologie à travers les appareils idéologiques; en effet, les appareils idéologiques ne fonctionnent que si l'appareil répressif est opérationnel, car cet appareil répressif est appelé à les protéger, à les sanctionner et à déterminer leurs opérations. En dernier lieu, il faut donc voir le lien entre toutes ces institutions dans l'unité idéologique qui les inspire et dans l'appareil répressif qui les contrôle.

1. La mauvaise scolarité comme indication d'une associabilité générale

1. Une grande partie de littérature considère *le mauvais fonctionnement scolaire comme une indication d'une problématique plus profonde*. Cette problématique causerait en même temps les difficultés scolaires et les difficultés dans l'intégration sociale tout entière, y compris la délinquance (Racine, 1963; Zakrzewski, 1969; Villars, 1972; Fakouri, 1976; Offord, 1978; Unger, 1978 *et al.*).

L'inadaptation scolaire est décrite sous différentes formes: des actes délinquants à l'école même (surtout des vols), des problèmes d'indiscipline scolaire, l'école buissonnière, le mauvais rendement scolaire entre autres.

Un bel exemple de cette approche est donné dans une publication très récente de Farrington (1980). Cet article résume un certain nombre de données, rassemblées dans la fameuse étude longitudinale de West et de Farrington (1969, 1973 et 1977), et essaie de montrer la corrélation entre l'école buissonnière d'une part et la délinquance et le milieu familial de l'autre.

Farrington mesure l'école buissonnière à l'école primaire (âge de 8 à 10 ans) et à l'école secondaire (âge de 12 à 14 ans) à partir d'un questionnaire donné à remplir aux professeurs. Les élèves de l'école secondaire remplissent également un questionnaire sur leur propre conduite scolaire.

Les données acquises semblent en relation étroite avec les résultats scolaires et avec un certain nombre de caractéristiques individuelles des élèves indiquées par les professeurs. Il semble par exemple que les professeurs considèrent la plupart des élèves irréguliers comme les plus paresseux, les moins disciplinés, les plus instables, les moins concentrés, les plus malpropres.

L'école buissonnière corrélait aussi avec un certain nombre d'indications sociales sur la mauvaise qualité et la marginalité de la famille et avec quelques caractéristiques personnelles des élèves.

Enfin, l'évidence se manifestait quand l'école buissonnière annonce une carrière professionnelle et personnelle bien pire que la visite régulière à l'école.

Farrington constate une relation étroite entre l'école buissonnière et la délinquance officielle des adolescents et des jeunes adultes.

Les délinquants ont les mêmes caractéristiques que ceux qui font l'école buissonnière, mais à un plus haut degré.

Ce qui permet de soutenir l'idée que l'école buissonnière et la délinquance juvénile sont deux symptômes d'un même problème sous-jacent.

Reste à examiner le rôle — éventuellement actif — de l'école dans ce processus.

Partant de la constatation de plusieurs auteurs que des écoles secondaires différentes ont un taux de délinquance différent, Farrington complète la figure et montre que la différence ne doit pas se chercher dans le processus scolaire même, mais bien dans la façon dont on sélectionne les élèves à l'entrée. Et il apparaît que les délinquants de l'école secondaire sont les mêmes que ceux qui faisaient problème à l'école primaire. C'est donc une question d'individus indisciplinés, conclut l'auteur.

«It seems likely that backgrounds produce antisocial people, and that truancy and delinquency are two symptoms of this anti-sociality. There was no evidence that secondary schools had an important influence on either truancy or delinquency»¹ (p. 62). Nous reviendrons à cette recherche.

Une partie de la littérature très spécifique demande l'attention: plusieurs auteurs établissent une liaison étroite entre la dyslexie et la délinquance juvénile. Cette liaison a été établie il y a longtemps déjà (Marcolin, 1955), et elle a donné lieu à une attention accrue.

Il était en effet attrayant de se concentrer sur un problème facile à détecter et à traiter. La prévention de la délinquance juvénile s'annonçait très simple (Rice, 1970; Taglianetti, 1975). Une étude plus approfondie a néanmoins dû constater que l'on avait eu tort d'isoler la dyslexie de toute la gamme d'inadaptations scolaires (voir par exemple Critchley, 1968).

Les causes indiquées de l'inadaptation scolaire, et donc aussi de la délinquance juvénile, sont diverses: on parle de troubles neurologiques spécifiques (pour lesquels le diagnostic récent du *Minimum Brain Damage* est utilisé fréquemment), on désigne des troubles caractériels; on décrit une associabilité spécifique de l'enfant; on accuse certaines caractéristiques du milieu familial; très souvent on suppose différents facteurs qui se juxtaposent.

La littérature anglo-saxonne est caractérisée par un grand intérêt pour un thème spécial: la violence à l'école. Ici, il ne s'agit donc pas de considérer la violence des élèves comme une indication de délinquance future, mais bien comme un problème en soi.

Il apparaît que la violence fait vraiment problème dans certaines écoles, à tel point que les professeurs se sentent en danger physique

1. Il paraît probable que le cadre de vie puisse produire des personnes antisociales et que l'absentéisme scolaire et la délinquance soient deux symptômes de cette antisocialité. Il n'y avait pas de preuve que les écoles secondaires aient eu une influence importante soit sur l'absentéisme soit sur la délinquance.

(voir par exemple le titre très significatif d'un article *Teacher Unions fight back*, de Ban, 1978). Le problème de la violence scolaire a été examiné par plusieurs commissions officielles aux États-Unis (*US Nat. Instit. of Education*, 1977; *US Senate*, 1977).

Il faut conclure que les résultats de n'importe quel programme spécialisé contre la violence scolaire sont assez décevants (Rubel, 1978). Bien au contraire, on estime que ce problème est une manifestation du contexte social et culturel dans lequel la vie scolaire se développe (Ritterband, 1973; Klaus, 1977; Hruska, 1978).

On doit se demander si «l'américanisation» progressive de notre continent n'amènera pas aussi une croissance considérable de la violence dans les écoles.

2. L'idée que la scolarité défavorable soit un indice d'une associabilité plus globale qui entraînerait la délinquance, implique l'opinion que *l'école pouvait être le milieu idéal de détection* des tendances asociales et prédélinquantes (Kvaraceus, 1966; Farrington, 1972; Carlton, 1977).

Plusieurs modèles et instruments de détection et de prédiction de la délinquance s'appliquent au milieu scolaire. On connaît sans doute les instruments développés par Kvaraceus (1953), par Stott (1956) ou par les Glueck (1960).

Chaque fois, il s'agit entre autres d'une liste d'aspects de comportement que les instituteurs doivent observer, et dont les résultats indiqueraient le degré de *delinquency-proneness*.

Plusieurs critiques ont été émises contre ces tentatives. Au niveau méthodologique, on doutait de la validité des points observés et de la fiabilité des instituteurs-observateurs; on attaquait la théorie qui interprétait la mauvaise scolarité comme l'implication d'une associabilité individuelle; on exprimait même des objections déontologiques en soulignant que ces «prédictions» fonctionnaient en réalité comme de *self-fulfilling prophecy* (voir par exemple Wenk, 1974; Hakeem, 1976; Schlesinger, 1978).

3. N'empêche qu'on a persisté à croire que *l'école pourrait jouer un rôle décisif dans la prévention de la délinquance*. Plusieurs programmes de prévention générale ou spécifique ont été proposés et expérimentés.

Plusieurs auteurs argumentent en faveur d'une formation meilleure et plus adéquate des professeurs. Ils devraient être à même de détecter

les tendances prédélinquantes et de les manipuler (Schneider, 1969; Bachy, 1972; Carlton, 1977; Bell, 1978).

D'autres décrivent des programmes spéciaux, adaptés aux enfants de milieux défavorisés, afin de leur donner l'occasion de s'intégrer progressivement dans les programmes scolaires normaux (Byerly, 1966; Bachy, 1972; Junger-Tas, 1976).

En Angleterre, il existe des écoles ou des sections scolaires spéciales pour accueillir les jeunes extrêmement difficiles (*Her Majesty*, 1978). D'autres pays font des expériences comparables (Ahlstrom, 1966; Csapo, 1976).

On développe certains modèles de collaboration entre les écoles et des services spécialisés dans le traitement de la prédélinquance (Powell, 1975; Briscoe, 1978).

Il existe aussi des programmes de traitement individuel spécialisé au sein de l'école même (Romano, 1970; Bachy, 1972; Marineau, 1971).

4. La plupart des publications qui évaluent tous ces efforts sont plutôt *pessimistes quant à leur efficacité*. Kvaraceus (1966) estime par exemple que ces programmes démarrent trop tard, qu'ils ne sont pas assez diversifiés et qu'ils ne relèvent pas d'une politique préventive plus globale et plus durable. Wenk (1974) attire l'attention sur le fait qu'une tentative de prévention spécifique peut occasionner une stigmatisation de certains élèves. Wattenberg (1966) est d'avis que toute prévention spécifique est vouée à l'échec s'il n'y a pas une révision fondamentale de la fonction de l'école et du travail dans la société.

5. Ceci nous amène aux *critiques fondamentales* de cette approche.

5.1. La première concerne les axiomes étiologiques qui sous-tendent l'opinion que l'inadaptation scolaire serait due à un facteur d'inadaptation plus profonde et que ce serait celui-ci qui entraînerait la délinquance.

L'approche étiologique dans la criminologie suppose une différence psychologique et/ou sociale entre délinquants et non-délinquants. La criminologie récente a rejeté, ou du moins relativisé, cette idée. Les recherches du chiffre noir ont démontré que cette distinction pure et simple n'était plus tenable (pour un aperçu de ces recherches voir par exemple M. Leblanc, 1976-1977).

Ainsi, dans l'exemple que nous avons donné on a comparé la conduite scolaire à la délinquance officiellement enregistrée. Nous savons maintenant que des procédures de sélection judiciaire ne

permettent plus de considérer la délinquance officielle comme représentative pour la délinquance tout entière. Farrington n'a donc pas mesuré la délinquance tout court mais en même temps un facteur de vulnérabilité sociale qui se traduit entre autres par la vulnérabilité devant l'intervention judiciaire.

On peut résumer les critiques de l'approche étiologique sous quatre thèmes: le manque de clarté des concepts étiologiques, les lacunes méthodologiques et techniques des recherches, le défaut de résultats de ses applications (comme par exemple les programmes scolaires de prédiction et de prévention) et l'ambiguïté idéologique de la criminologie étiologique (voir par exemple L. Walgrave, 1980).

5.2. Une deuxième critique s'adresse au fait que la solution étiologique du problème de l'inadaptation scolaire pousse toute l'attention vers l'élève inadapté. L'école elle-même est insuffisamment mise en question. C'est entre autres le cas dans notre exemple. Quoiqu'ils restent prudents, on a l'impression que les chercheurs adoptent les idées des professeurs selon lesquelles les élèves qui font l'école buissonnière sont plus paresseux, moins disciplinés, moins propres, etc.

Nous verrons que Brusten et Hurrelman par exemple (1974) recueillent des expressions analogues de la part des professeurs, mais ils les problématisent dans le cadre d'une approche de la stigmatisation.

On ne peut nier que le comportement problématique d'un élève à l'école indique l'incompatibilité de deux pôles. Farrington n'a pas trouvé d'évidence pour l'influence criminogène de l'école après une comparaison de «l'état disciplinaire et délinquant des élèves juste avant et pendant l'école secondaire. C'est peut-être un peu trop simple.

En effet, il exclut ainsi toute la carrière de l'école primaire où, très probablement, se trouvent les origines d'un modèle de comportement scolaire plus ou moins stable.

C'est ici que se pose la question du modèle d'adaptation monolithique, appliqué à un groupe d'enfants très hétérogène. Nous verrons plus loin que ce modèle constitue un crible de discrimination sociale, devant lequel les enfants des classes sociales inférieures sont les plus vulnérables.

5.3. En troisième lieu, le comportement problématique à l'école ne signifie pas toujours qu'il y aura un comportement problématique dans les autres situations sociales. Quoique la liaison entre les deux soit évidente, elle n'est pas du tout absolue. Il suffit de se rappeler ici les expériences classiques de Hartshorne et May qui ont démontré que les

comportements moraux des enfants étaient bien différents selon les situations (1928). On peut très bien supposer qu'il y aura des «techniques de neutralisation» (Matza) très spécifiques à l'école. Et Debuyst (1977) a démontré tout récemment encore que l'existence d'une personnalité spécifiquement délinquante est à tout le moins très douteuse.

Il faut donc mettre en question la recherche criminologique qui considère l'inadaptation scolaire et la délinquance comme deux conséquences d'une même inadaptation sociale plus profonde d'individus et/ou de leurs milieux familiaux. Il faut au moins la compléter par d'autres approches qui mettent également en cause les critères et les exigences d'adaptation elles-mêmes.

II. L'évolution de la criminologie scolaire dans une société en évolution

Depuis une quinzaine d'années, on constate un glissement progressif dans l'approche criminologique de l'institution-école: on la considère avec d'autres critères, on en accentue d'autres aspects.

Le changement s'est fait parallèlement au changement de la société elle-même.

1. La crise économique que notre société traverse en ce moment semble le résultat et la cristallisation d'une crise de la société elle-même.

1.1. Il semble que la consommation économique a atteint son point de saturation. En outre, le progrès technologique cause la diminution du travail disponible d'une part, et l'aliénation croissante du travailleur envers son produit de l'autre.

On dit que le chômage que nous connaissons actuellement est un phénomène structurel et permanent et non pas la conséquence d'une crise conjoncturelle passagère.

Cette crise profonde accélère en même temps ce que l'on pourrait appeler l'effondrement de l'idéologie qui sous-tendait la société. Rousset observe le phénomène que le travail se dévalorise très vite, et que les participations religieuses ou les engagements politiques classiques diminuent, surtout parmi les jeunes.

1.2. Rousset décrit comment ce changement profond de la société influence très sérieusement la situation des jeunes (1980, voir aussi son rapport). Il y a cette désacralisation du travail comme valeur morale en soi. Surtout les jeunes réduisent le travail à sa valeur instrumentale. Par conséquent, l'école, ce fournisseur par excellence de diplômes donnant

accès à des positions favorables sur le marché du travail, perd également sa valeur. Nous assistons à une dévalorisation non seulement morale mais également objective du travail. Par ailleurs, cette dévalorisation semble en contradiction aiguë avec l'allongement des scolarités exigées.

Dans les termes de la *controll-theory* selon Hirschi, on pourrait donc dire que l'école et le travail offrent de moins en moins des buts attirant le *commitment* de la part des jeunes.

Mais il y a plus: la prospérité économique de notre société occidentale a aussi augmenté la solvabilité des jeunes: ils sont devenus un groupe de consommateurs spécifiques, visés spécifiquement par l'industrie et sa publicité. La musique disco, certains vélomoteurs, des cigarettes, des T-shirts, il faut avoir tout ça, les fumer, les porter si l'on veut être vraiment jeune et heureux.

En paradoxe avec cette pseudo-émancipation consummatrice, le contrôle public sur la jeunesse et sur son éducation s'est développé d'une façon explosive: l'obligation scolaire s'allonge; on introduit des heures de crédits qui retardent l'âge adulte; des clubs de jeunes canalisent les loisirs; la protection de la jeunesse contrôle toute l'éducation, même en famille. Nous nous trouvons donc devant un double paradoxe: allongement scolaire pour atteindre des diplômes dévalorisés, et pseudo-émancipation consummatrice sous un contrôle public croissant.

Avec Dasberg (1975), on pourrait donc dire que notre société s'est livrée à une colonisation croissante de la jeunesse, mais qu'elle lui présente de moins en moins des buts valables.

1.3. Les événements de 1968 ont probablement été le résultat et le moteur d'un profond désaccord avec cet état de choses.

La structure et les pouvoirs socio-économiques et politiques ont été mis en question. On s'est rendu compte que les sources d'autorité s'étaient détériorées en des forteresses de pouvoir.

Un *renouveau de la culture* semble avoir commencé en cette période. De nouvelles valeurs s'élèvent et les sciences humaines se réorientent. Ainsi, le pluralisme, l'autonomie, l'émancipation et d'autres termes occupent le centre du discours. Les sciences humaines abandonnent de plus en plus l'image de l'homme déterminé par des forces qu'il ne connaît ni ne domine et s'inspirent d'une croyance en l'homme créant son propre monde et ses propres significations, apte à diriger soi-même son destin.

Par conséquent, plusieurs concepts et postulats scientifiques sont remis en cause.

1.4. Parmi ces sciences, la criminologie s'est modifiée profondément.

Si elle se demandait autrefois comment on pourrait mieux adapter les prédélinquants ou les délinquants, elle se demande maintenant en fonction de quelles valeurs cette adaptation est exigée, et selon quelles procédures.

Si le but de la criminologie d'autrefois était l'intégration, elle aspire maintenant plus explicitement à l'émancipation.

Cette évolution a des conséquences très profondes pour deux notions clés de notre rapport: la socialisation et la prévention.

2. On donne plusieurs définitions au terme *socialisation*. Parfois on la définit comme l'acquisition du contrôle des impulsions; parfois, on accentue l'acquisition de valeurs sociales; d'autres considèrent la conformité aux normes comme essentielle et encore d'autres indiquent l'internalisation du sur-moi parental.

2.1. On pourrait dire que, dans toutes ces définitions classiques l'individu doit assumer les valeurs de la culture de son groupe et en intérioriser les normes. L'accent est mis sur l'*adaptation du socialisant* à la culture dominante, dite générale. Le système social est le seul pôle actif. L'individu est l'enregistreur passif.

Dans cette conception, il y aurait donc des situations anomiques. Certaines personnes se trouvent dans une position défavorable qui ne permet pas d'atteindre les valeurs, les buts et les intérêts, dits généraux.

La tâche de l'école est alors de détecter et de diminuer ces situations anomiques; de prévenir, de traiter ou de signaler des tendances innovatrices qui pourraient exister. C'est dans cette tradition que se situe la criminologie scolaire étiologique, décrite dans la première partie.

2.2. Cette définition de la socialisation suppose donc qu'il y ait des normes et valeurs générales, sur lesquelles un consensus régnerait dans la société.

Cette supposition est *source de critiques* et de questions sceptiques. Existe-t-il, ce consensus supposé? Et pour autant qu'il y en aurait, est-ce que ce consensus est spontané et «naturel», ou est-ce qu'il est le résultat de manipulations intéressées?

Un certain nombre de recherches assez récentes ont montré combien «l'opinion publique» a été artificiellement surestimée (Quinney, 1969; Weinberger, 1975; Robert, 1978 *et al.*). De plus en plus, on se rend compte qu'elle est le résultat de différences de pouvoir dans lesquelles certains groupes (classes) sociaux ont pu imposer leurs normes et valeurs (intérêts). Le «consensus» est le résultat de manipulations, aliénant la majorité de la population de ses propres besoins. L'école y joue un rôle décisif.

2.3. Et ainsi, les définitions plus récentes de la socialisation n'acceptent plus comme donnée l'adaptation pure et simple. La socialisation se définit alors comme *un processus d'identification* croissante aux rôles sociaux: c'est l'acquisition d'une façon de s'organiser dans une société donnée. Cette façon varie selon la classe sociale, selon la famille dans laquelle on vit, selon l'individu.

Dans l'identification au rôle, on trouve les deux pôles: le rôle social implique le *système social* avec ses attentes, ses exigences, ses sanctions, ses droits et ses devoirs. L'identification implique *le sujet* qui choisit, qui interprète, qui négocie, qui synthétise et qui distille un concept de soi et une identité de rôle propre.

Cela signifie donc beaucoup plus que l'adaptation pure et simple. Cette conception est adoptée par des chercheurs de la psychologie morale, comme Kohlberg (1969), par exemple, pour qui le développement moral aboutit à la conscience autonome, qui va au-delà de l'intériorisation simple des règles sociales.

L'accent est mis sur l'interaction créative entre le sujet et les systèmes sociaux. Cette interaction implique une tension permanente entre adaptation et renouvellement, aussi bien sur le plan individuel que collectif.

C'est donc un modèle de socialisation émancipatoire. Il en résulte un tournant profond de la recherche criminologique scolaire. La question fondamentale s'y pose alors d'une façon bien différente qu'au-paravant: est-ce que l'école présente à ses élèves des possibilités d'interactions créatives, ou impose-t-elle un modèle unique et discriminant d'adaptation? Nous y reviendrons.

3. Si l'adaptation pure et simple n'est plus le but de la socialisation, la déviance elle-même devient un concept plus vague. Pour la *notion de prévention*, la question majeure concerne alors son objet.

3.1. Qu'est-ce que l'on veut prévenir? Veut-on prévenir la délinquance juvénile en soi, ou veut-on prévenir surtout la délinquance des adultes,

en considérant la délinquance juvénile comme un signe de danger? Ou veut-on prévenir toutes les situations et attitudes marginales dont la délinquance n'est qu'un des aspects?

Il nous semble que toutes ces questions devraient être résolues faute de quoi le concept ne pourra être opérationnalisé de façon satisfaisante. Cette confusion, aussi bien au niveau des autorités que parmi les scientifiques, ne se laisse pas élucider par la distinction classique entre les préventions primaire, secondaire et tertiaire.

Nous constatons que la plupart des pays de l'Europe occidentale ont tendance à décriminaliser la délinquance juvénile, et à la considérer de plus en plus comme un signal du «besoin de traitement», qui sera offert par un modèle de protection de la jeunesse.

D'autre part, tous ces pays connaissent un système qui rend possible l'intervention judiciaire contre des situations «dangereuses» pour la «sécurité, la santé ou la moralité» des enfants.

Ceci nous amène à supposer que les législateurs visent surtout à prévenir la délinquance et la marginalité adultes et que la délinquance juvénile n'est vue que comme un symptôme d'une évolution vers les états adultes à prévenir.

3.2. Une nouvelle question se pose:

Est-ce que toute *délinquance juvénile* doit être considérée comme un *symptôme* d'une évolution «négative»? La réponse nous ramène à la notion de socialisation que nous venons de commenter.

Si on considère toute délinquance juvénile comme un symptôme d'une évolution «négative», on témoigne en premier lieu d'une vision «monolithique» des normes et des valeurs d'une société et de l'objet de la socialisation. Nous savons déjà que beaucoup de recherches ont falsifié cette optique.

En deuxième lieu, on réduit le problème de la déviance à un problème d'individus et de groupes dits marginaux et on nie l'évidence de l'apport actif des institutions (qui, comme nous le verrons, sont elles-mêmes à l'origine de la déviance).

En troisième lieu, les recherches du chiffre noir, la psychologie et la sociologie de l'adolescence nous apprennent que la déviance des jeunes est un phénomène normal et même nécessaire. La majeure partie de la délinquance juvénile disparaît d'ailleurs à l'âge adulte sans aucune intervention spécifique (voir par exemple Leblanc, 1976-1977).

On aurait donc tort de traiter toute délinquance comme un «symptôme» d'une socialisation en mauvaise voie.

3.3. Cette prise de position contient un *avertissement aux institutions intervenantes*.

En effet, il semble que les risques d'une intervention non appropriée soient plus grands qu'on ne le croyait auparavant. La criminologie a dévoilé récemment les effets stigmatisants de l'intervention judiciaire (la protection judiciaire de la jeunesse) qui diminuent encore les chances sociales et personnelles des personnes jugées.

Il faut dire que la plupart de ces publications se sont limitées à l'intervention judiciaire. Pour notre rapport, il est néanmoins important de souligner que les processus analogues se produisent dans d'autres institutions sociales, dites socialisantes. Ainsi, nous verrons que plusieurs recherches démontrent comment les attentes aliénantes et les sanctions stigmatisantes à l'école même mettent certains jeunes sur la voie de la marginalité et de la délinquance.

On doit donc être très prudent dans ses interventions envers la déviance de jeunes, aussi à l'école, et on ne peut échapper à la question si la *radical non-intervention* ne serait pas l'attitude de base à prendre.

4. Nous avons voulu mettre en évidence *l'interaction permanente* entre les changements socio-économiques dans la société, les conceptions du pouvoir et de la personne dans les structures sociales, les concepts et théories scientifiques et criminologiques et la façon dont la criminologie scolaire se pose des questions.

La criminologie scolaire ne considère plus tellement l'école comme l'institution de la socialisation secondaire, comme on le faisait auparavant; elle considère l'école surtout comme l'institution de la discrimination sociale primaire.

Dans ce tronc de recherches on peut distinguer quelques sous-thèmes:

- l'école comme manipulateur vers un consensus artificiel sur les normes et valeurs sociales fondamentales,
- l'école comme institution de contrôle, selon l'adaptation à ces normes imposées,
- l'école comme discriminateur, selon les cribles de contrôle, de certains groupes socialement plus vulnérables,

— l'école comme milieu criminogène pour ces groupes vulnérables.

Nous développerons maintenant ces thèmes.

III. L'école comme créateur d'un consensus artificiel

Dans cette partie, nous décrirons plus en détail ce que nous avons déjà écrit dans l'introduction: l'école n'opère pas dans le vide. Elle est la manifestation de toute une société dont les institutions agissent de concert pour défendre et confirmer les structures et les relations existantes.

Dans la terminologie d'Althusser, nous avons présenté l'école comme un des *appareils idéologiques de l'Etat*. Comme tout autre appareil idéologique, l'école est dirigée par la société établie, elle est contrôlée selon les intérêts et valeurs bourgeois. Elle transmet aux élèves une idéologie conservatrice et leur impose un modèle de comportement analogue. C'est sans doute une des constatations essentielles de la sociologie de l'enseignement (Floud, 1958; Beck, 1970; Baudelot, 1971; Illich, 1972; Matthijsen, 1972 *et al.*).

Cette constatation a des conséquences directes pour la criminologie scolaire et la criminologie tout entière. Nous le verrons en ce qui concerne les origines de comportements appelés délinquants (voir VI), mais cette partie-ci se concentre d'abord sur la formation idéologique, c'est-à-dire l'intériorisation des valeurs et normes dominantes, l'acceptation d'usages et de stéréotypes correspondants et la formation d'attitudes corrélaires.

1. L'influence de l'école se situe à trois niveaux.

1.1. *Au niveau culturel*, il est évident que l'école, située dans une certaine culture, et dirigée par la culture d'une classe dominante, transmet les normes, les valeurs et les croyances de cette culture. La sacralisation du travail, les axiomes moraux, le droit aux biens privés, l'objectivité de la science, etc., toutes ces croyances sont présentées comme des vérités absolues et naturelles.

La présentation d'images se fait en fonction de ces croyances, et les attitudes favorables envers, par exemple, le conformisme, la richesse matérielle et le succès professionnel sont stimulées (voir, par exemple, Jansen, 1975; Matthijsen, 1972; Querrien, 1976).

L'influence de l'école tend donc à faire reproduire par les élèves les valeurs dominantes de la société.

1.2. *Au niveau politique*, l'école opère en même temps en faveur de la conservation et la confirmation de la structure politico-économique existante, de ses institutions et des relations socio-économiques. On présente le système politique comme une nécessité dans l'intérêt de tous; l'harmonie et la paix semblent assurées; les conflits éventuels proviennent de marginaux qui ne visent que leurs intérêts personnels.

Des recherches comme celles de Greenstein (1969) et de Hess et Torney (1970) ont montré l'extrême conformisme des enfants, favorisé par l'intervention scolaire.

1.3. *Au niveau plus strictement criminologique*, l'école influence les représentations et les attitudes envers les normes sociales, les transgressions et les transgresseurs de normes, les systèmes de contrôle, etc.

Le système du droit pénal est une donnée non problématisée, nécessaire pour assurer notre sécurité. Ainsi, E. Lissenberg démontre, au terme d'une recherche sur les enfants de l'école primaire, que pour ces enfants le contrôle et la défense des normes se font de toute évidence par la répression de l'expulsion (1979). La plupart des délinquants sont considérés comme des anormaux.

En fait, les enfants sont influencés par la proposition permanente d'une théorie vulgarisée de la déviance. Il existe en effet une théorie implicite et évidente sur la déviance qui inspire presque toute l'attitude des non-professionnels envers la délinquance. Les Allemands l'appellent la *Alltagstheorie* (*Arbeitsgruppe*, 1973). C'est un ensemble complexe de stéréotypes qui, renforcés par la criminologie étiologique classique, considère chaque déviance comme un signe de maladie ou de troubles situés dans le déviant lui-même. C'est une vérité évidente et non problématisée.

Cette théorie vulgarisée aussi s'applique à l'école comme «vérité à apprendre aux élèves, et comme cadre de référence pour l'attitude de l'école envers les élèves déviants (Hurrelman, 1974; Jansen, 1975; Querrien, 1976 *et al.*).

2. Les processus à l'aide desquels l'école fait valoir son influence se situent à deux niveaux.

2.1. Il y a d'une part le contenu de la matière enseignée. On parle de la matière manifeste et de la matière latente (voir par exemple Jackson, 1973). La matière manifeste c'est ce que l'on peut lire dans des manuels, ce qui est dit ouvertement, les règles officielles, etc. La matière

latente, c'est ce qu'il faut lire entre les lignes, les routines de tous les jours, les présuppositions inexprimées qui sont à la base de l'intervention scolaire.

2.2. D'autre part, l'école et la classe scolaire comme milieu social sont au moins aussi importantes. La structure hiérarchique de la classe et à l'école, la façon dont le personnel de l'école se comporte envers les élèves, la façon de sanctionner, constituent des représentations d'autorité et de son intervention en général.

Les critères formels d'évaluation favorisent la prestation et la concurrence et ont un effet aliénant par rapport aux besoins fondamentaux. Les critères informels, comme la politesse et la propreté, impliquent des caractéristiques secondaires de classe sociale.

3. *Dans une recherche récente* et à publier bientôt, nous avons nous-mêmes essayé de déceler quelques aspects de l'influence de l'école sur le processus de formation des images et attitudes envers la criminalité et la justice (Vettenburg, 1980).

3.1. En premier lieu, il semble que l'école influence *le développement moral des enfants*. Ceci apparaît à travers une comparaison entre les enfants en dernière année de l'école primaire et ceux en dernière année de l'école secondaire.

Dans l'école primaire nous constatons très peu de différences de développement moral (mesuré selon Kohlberg) entre les garçons et les filles, et entre les enfants des classes sociales moyennes et inférieures. Par contre, dans l'école secondaire, il y a des différences très nettes entre les garçons et les filles et entre les élèves des écoles techniques (qui préparent à une vie d'ouvrier) et les élèves des écoles d'enseignement général (qui préparent à des études supérieures).

Cette différence de développement coïncide avec une différence bien mesurable entre les modèles hiérarchiques présentés en classe et les contenus des matières. Ainsi, par exemple le régime dans les écoles techniques est beaucoup plus disciplinaire et répressif. Il y existe des règles plus strictes, les sanctions sont données beaucoup plus automatiquement. Dans l'enseignement général, il y a plus d'espace pour négocier, les règles sont plus argumentées, on essaie de motiver les élèves. Néanmoins, il s'agit ici non pas d'un régime vraiment démocratique, mais plutôt de tentatives de «sédution» des élèves.

En tout cas donc, le régime hiérarchique dans les écoles tend à maintenir les élèves au niveau de la conformité aux rôles. L'évolution

vers une position autonome envers les attentes et les règles sociales n'est pas favorisée, très souvent même ralentie.

3.2. Dans une seconde étape, il est apparu que *les attitudes spécifiques envers la criminalité et la justice* sont liées étroitement au développement moral global. Là aussi on constate une évolution de l'école primaire à l'école secondaire mais elle semble plus lente.

Les différences constatées selon le sexe et selon la direction d'enseignement se confirment ici. Mais en surplus, nous avons pu constater aussi des différences significatives parmi les attitudes envers certains actes délictueux et concernant les attentes de la justice.

4. Quoiqu'il s'agisse d'une première recherche, qu'il faut approfondir et compléter encore, nous croyons avoir pu mettre la main sur le *rôle actif de l'école dans l'origine des attitudes envers la criminalité et la justice*. Il semble donc incontestable que l'école ne fournit pas des connaissances neutres et objectives, ni qu'elle apprend des valeurs et normes naturelles ou évidentes. Elle aiguillonne les élèves vers un certain ensemble d'images, de stéréotypes, de croyances et d'attitudes qui sont conformes à la culture bourgeoise dominante et qui favorisent le maintien des structures et relations socio-économiques et politiques existantes.

Elle crée ainsi un certain consensus, artificiel. Nous verrons que cet ensemble imposé favorise les enfants des familles bourgeoises en comparaison avec les enfants des classes sociales inférieures.

Il s'ensuit que l'école fonctionne surtout comme une institution de discrimination sociale.

IV. L'école comme discriminateur social primaire

L'ensemble d'images, de croyances et d'attitudes conformistes imposées aux élèves sert en même temps comme un crible de contrôle.

La mesure d'adaptation à ces exigences bourgeoises sera le critère pour désigner les positions sociales: les enfants des classes sociales inférieures sont les plus vulnérables dans la confrontation avec les modèles bourgeois à l'école et risquent le renvoi aux positions moins favorables d'où ils viennent. Les enfants venant de milieux vraiment marginaux risquent d'être confrontés avec leur propre marginalité et de la voir confirmer.

1. L'école se manifeste comme *une institution de contrôle social*. Elle n'est évidemment pas la seule, mais fait partie d'un réseau d'institutions de contrôle.

Ainsi, par exemple, les Schwendinger (1976) adoptent le point de vue néomarxiste et décrivent comment l'industrie contrôle l'école et les familles.

Brusten (1978a et 1978b) a fait une recherche sur la collaboration contrôlante entre les écoles et les services de protection judiciaire de la jeunesse. Pour ce faire il s'est concentré sur les circonstances et les contenus des rapports scolaires adressés aux services de protection.

Best (1979) a fait une recherche écologique dans «Uni-stadt», une grande ville dans le sud de l'Allemagne, d'où il apparaît nettement comment l'école est insérée tout à fait dans le réseau de contrôle social de cette ville.

Il semble donc que l'école applique un seul ensemble d'exigences d'adaptation aux valeurs et normes dominantes et qu'elle se trouve ainsi en complémentarité avec les autres institutions sociales: c'est l'unité de l'idéologie des classes dominantes qui leur sert de lien.

Mais ce même ensemble sert en même temps comme critère de contrôle, de sélection et de discrimination sociale.

2. Face à ces critères, *les enfants des classes sociales inférieures* se trouvent dans *une situation vulnérable*. La littérature de la sociologie de l'enseignement fait cette constatation à tout moment (Girard, 1965; Matthijssen, 1972; Illich, 1972; Boudon, 1974; Jansen, 1975 *et al.*).

On souligne que la situation scolaire est beaucoup plus comparable avec les modes de vie bourgeois qu'avec les habitudes ouvrières. Les enfants bourgeois sont mieux préparés aux règles informelles de politesse, de discipline; le contenu de l'enseignement se prête mieux aux modèles de pensée abstraite des classes bourgeoises, et beaucoup moins au style pragmatique des classes inférieures; la verbalité exigée à l'école est en général beaucoup mieux développée dans les classes sociales moyennes et supérieures (voir par exemple Berstein, 1961) et on pourrait continuer à énumérer des facteurs, décrits par différents auteurs, défavorisant les enfants des classes sociales inférieures à l'école.

Mais en surplus à ces caractéristiques «objectives», il y a une difficulté relationnelle.

En effet, de la part du personnel scolaire, il y a des stéréotypes qui font qu'ils attendent de moins bons résultats et plus de difficultés disciplinaires de la part des élèves des classes sociales inférieures. De la part des parents ouvriers, on a constaté plus de méfiance envers l'école, et moins d'habileté à guider et à motiver leurs enfants dans leur carrière scolaire.

Les enfants des classes sociales inférieures sont donc beaucoup plus vulnérables devant le contrôle et la sélection scolaires. Cette vulnérabilité augmentée des classes sociales inférieures résulte dans un taux supérieur d'échecs scolaires ce qui, à son tour, occasionne une délinquance plus élevée (Bachy, 1972; *Autorenkollektiv*, 1974).

Cohen (1958) est un des auteurs classiques ici. Selon lui, les jeunes des familles ouvrières se voient confrontés à l'école avec l'impossibilité d'atteindre un statut bourgeois. Cette tension amène certains d'entre eux à se grouper dans des bandes de jeunes délinquants, où il règne une subculture antinorme, *non-utilitarian, malicious and negativistic*.

Schaffer et Polk (1967) indiquent que l'engagement dans la délinquance est souvent le résultat d'expériences scolaires négatives. Brusten (1974) montre la vulnérabilité augmentée des couches inférieures pour la stigmatisation scolaire.

Besag (1977) considère la disparité entre les exigences scolaires et la vie quotidienne comme un élément favorable ou *drift*.

Des constatations analogues ont été signalées par Hargreaves (1971), Schuchter (1975), Forte (1976), et bien d'autres.

3. Nous trouvons chez Elliott et Voss (1974) la démonstration la plus claire du *rôle actif de l'école dans la criminogénèse*.

Dans une recherche longitudinale remarquable, Elliott et Voss essaient de mesurer le lien entre la délinquance juvénile et l'abandon prématuré de l'école (en anglais *drop-out*).

Dans leur hypothèse, la délinquance et le *drop-out* seraient des réactions alternatives à la perception de l'échec scolaire.

Dans huit écoles, ils ont suivi 2 617 étudiants pendant cinq années au moyen d'un questionnaire annuel, une entrevue avec les parents, de jugements des enseignants et de données officielles, c'est-à-dire des résultats scolaires et des enregistrements police. En outre, on avait des entrevues spécifiques avec les *drop-outs*.

Les résultats principaux méritent toute notre attention.

En premier lieu, de mauvais résultats scolaires semblaient les meilleurs indicateurs pour la délinquance future et pour l'abandon prématuré de l'école. Il apparaissait que les élèves avec de bonnes relations familiales ne commettaient que peu de délinquance mais quittaient plus souvent l'école prématurément; les élèves qui s'étaient engagés surtout avec leurs camarades faisaient l'inverse.

En deuxième lieu, la délinquance des écoliers augmente les chances d'un abandon prématuré de l'école. Ceci est vrai surtout lorsque la délinquance a été enregistrée par la police, et moins en cas de comportements non découverts.

Troisièmement, la délinquance diminue nettement après l'abandon de l'école. Cette diminution de la délinquance des *drop-outs* s'est produite pendant qu'il y avait une augmentation de la délinquance de ceux qui sont restés à l'école.

Il semble donc que les expériences scolaires négatives aient une influence directe sur la délinquance. Si ces expériences s'arrêtent, la délinquance diminue.

Ce résultat remarquable a été confirmé par Mukherjee (1971) et par McKissack (1973) en ce qui concerne les vols.

Bachman (1971) en est arrivé à des résultats apparemment contraires. Dans son échantillon des *drop-outs*, la délinquance semblait augmenter. Une étude plus détaillée des résultats de Bachman et de Elliott montre néanmoins que la délinquance diminue en tout cas chez ceux qui ont trouvé du travail et/ou qui se marient après avoir quitté l'école. Il semble donc qu'il soit important de pouvoir s'engager, ce qui n'était pas possible pour un certain nombre de jeunes à l'école où ils n'éprouvaient que de la frustration et où ils commettaient donc un nombre élevé d'actes délinquants. Ceci rappelle la *control theory*, élaborée par Hirschi. Nous y reviendrons.

3.1. La littérature décrit *plusieurs facteurs structurels* qui seraient à la base de l'apport criminogène de l'école. Nous l'avons déjà écrit: l'école étant l'émanation d'une société donnée, elle favorise certains modes de vie, contrôle et sanctionne selon des critères conservateurs et désigne donc en même temps les déviants. Liazos (1978) est même d'avis que le lien entre l'école et la délinquance ne se situe pas dans l'échec du système scolaire, mais dans sa réussite. Dans la société actuelle, l'école doit préparer les jeunes, surtout ceux des classes inférieures, à un travail et une vie aliénés. Les jeunes deviennent délinquants parce qu'ils rejettent ce destin.

Les auteurs déjà cités, Bachman (1971), McKissack (1973), Elliott (1974) et d'autres indiquent la compétition scolaire et le stress qu'elle amène comme le grand facteur criminogène. De Cecco (1978) et Welsch (1978) sont d'avis que le style autoritaire de la plupart des écoles est en grande partie responsable de la rébellion des jeunes. Selon Rettig (1974), Csikszent-Mihalyi et Larson (1978), il faut concevoir la délinquance comme une réponse face aux frustrations éprouvées à l'école. Ils rejoignent ainsi la théorie de Cohen que nous avons déjà mentionnée.

3.2. Il faut néanmoins *nuancer*. Pas toutes les écoles sont criminogènes.

Ainsi, le fameux *Tower Hamlet Project* a pu démontrer que les élèves de certaines écoles produisent beaucoup plus de délinquance que les élèves d'autres écoles, quoiqu'elles se trouvent toutes dans des quartiers comparables (Power, 1972). Certaines écoles semblent donc plus criminogènes que d'autres. Nous avons déjà vu que Farrington (1980) par exemple est d'avis que cette différence ne se situe pas dans le régime scolaire, mais dans les procédures de sélection à l'entrée de l'école.

Il semble en tout cas justifié d'étudier de plus près le type d'école.

Beaucoup d'écoles sont trop grandes et trop anonymes, et ne peuvent plus suivre ni satisfaire les besoins et intérêts individuels de leurs élèves. C'est ce que pensent Kvaraceus (1966), Rogeness (1974), Garbarino (1978) *et al.*

Bavcon (1972) signale que certaines écoles sont tellement désorganisées que le comportement des élèves en devient *out-of-control*.

Noblit (1978) et De Cecco (1978) sont d'avis que certains types de manipulations des conflits scolaires ont une influence plus criminogène.

Shichor décrit les liens entre des facteurs démographiques, la qualité générale de l'enseignement et le récidivisme dans des cités nouvelles en Israël (1977).

Il semble donc acquis que certaines écoles ont un effet stimulant sur l'origine de la délinquance, tout au moins chez certains élèves.

4. Il reste à étudier de plus près *comment ce processus criminogène fonctionne*.

4.1. *L'échec scolaire* est sans doute la base sur laquelle l'effet criminogène de l'école se développe. La recherche d'Elliott et Voss l'a bien démontré. Le lien entre mauvaise scolarité et délinquance est direct et ne

se trouve pas dans un troisième facteur d'associabilité plus profonde comme on le pensait auparavant.

Une revue intéressante de plusieurs recherches permet à Phillips et Kelly (1979) de conclure que l'échec scolaire est une cause de la délinquance, et non la conséquence: la délinquance diminue après la scolarité (après *drop-out*); la relation entre échec scolaire et délinquance n'est pas intermédiée par de l'indiscipline scolaire; l'évolution de la délinquance suit l'évolution des résultats scolaires.

D'autre part, nous savons déjà qu'il y a un lien entre classe sociale et échec scolaire: les enfants des classes inférieures sont défavorisés devant la tâche scolaire. Mais il apparaît quand même que ce lien n'est pas absolu.

Ainsi, Polk (1975) montre que le statut scolaire a un effet crimino-gène indépendant de la classe sociale. Phillips (1974) est d'avis que le statut scolaire est de loin plus important que la classe sociale dans la genèse de la délinquance. Broder (1978) introduit la nuance nécessaire entre délinquance ouverte et cachée, en constatant que les élèves les plus faibles sont plus souvent appréhendés pour des actes délictueux, quoiqu'ils n'en commettent pas plus. Frease (1973) conclut que la relation entre classe sociale et délinquance n'existe pas, si on élimine l'école comme facteur intermédiaire.

On peut donc dire que l'école crée de la marginalité et le début d'une fixation éventuelle dans une délinquance persévérante. Les classes sociales inférieures sont plus vulnérables envers ces effets, ce qui explique la plus grande partie de la surreprésentation de ces classes dans la délinquance officielle. Brusten (1974) et Tinto (1978) ont démontré par exemple que dans les écoles on sanctionne plus facilement les enfants des classes inférieures pour l'insubordination que les enfants des classes moyennes.

4.2. Le processus essentiel semble être un *processus d'étiquetage*. On connaît la *labelling-approach* dans la criminologie. Cette approche accentue les effets stigmatisants de toute intervention judiciaire. Le jugement est une décision publique qui pose une étiquette négative sur le jugé (voir par exemple Robert, 1973; Van Ostrive, 1973). Cette étiquette a des conséquences graves aussi bien sur le plan social que sur le plan de l'image de soi du jugé.

Les premières publications interactionnistes en criminologie ont concentré leur attention sur les conséquences des interventions judiciaires. On s'est rendu compte que des processus analogues de typifi-

cation et de stigmatisation se produisent aussi dans d'autres situations et institutions sociales. Ainsi, par exemple dans l'approche systématique de la famille on reconnaît les désignations et typifications de rôles familiaux (voir par exemple Walgrave, 1980).

Ainsi, à l'école, la stigmatisation de certains élèves les met sur une voie marginale et éventuellement délinquante. Une recherche portant sur 1 227 étudiants (dont 303 délinquants «officiels») a permis à Chastain (1977) de conclure que l'isolement structurel à l'école joue un rôle beaucoup plus important dans l'origine d'une perception négative de soi que l'étiquette officielle de «délinquant». Les expériences scolaires semblent donc prévaloir, quoique l'intervention judiciaire ait une influence négative sur l'intégration scolaire.

Une recherche pilote que nous avons fait mener dans un voisinage défavorisé montre que l'effet que les jeunes éprouvent de l'intervention du tribunal de la jeunesse, dépend des expériences vécues dans d'autres situations sociales, parmi lesquelles l'école joue un rôle prépondérant (Moorthamer, 1980).

Nous avons trouvé la recherche la plus complète du processus de stigmatisation à l'école chez Brusten et Hurrelman (1974) et dans différents articles séparés de Brusten.

Ils ont entrepris une exploration remarquable et complexe de 819 écoliers entre 13 et 16 ans, dispersés sur 28 classes, et de 67 enseignants qui connaissaient bien ces élèves.

Des corrélations ont été recherchées entre des types bien différents de données. Nous énumérons: la typification des élèves par les enseignants et par les copains de classe selon le statut de performance scolaire, le statut de sympathie et le statut de conformité; l'appartenance sociale des élèves, selon des critères objectifs et selon l'évaluation subjective de l'enseignant; l'association des typifications avec un certain nombre de caractéristiques stéréotypées; les discours des enseignants sur les élèves qu'ils considéraient disponibles à la criminalité en ce qui concerne leur personnalité, leur conduite et leur milieu familial; les images de soi des élèves selon les mêmes typifications, et caractéristiques stéréotypées; la perception de leur propre disponibilité à la délinquance; leur délinquance réelle autodéclarée, selon la connaissance des enseignants, et selon les enregistrements policiers.

Une élaboration assez sophistiquée a permis à Brusten et Hurrelman de montrer comment les différentes classes sociales s'associent avec certains stéréotypes concernant leurs performances scolaires, leur statut affectif et leur conformité. Les enfants des classes sociales

inférieures se font stigmatiser selon ces stéréotypes, ce qui a pour conséquence qu'ils développent une image de soi conforme aux stigmates. En plus, les enseignants les considèrent comme plus disponibles à la délinquance. Pour les enfants de la classe sociale inférieure, cela aboutit au risque d'une disposition réelle plus grande à la délinquance, et donc aussi à la délinquance réelle. Les mêmes stéréotypes font en plus que les institutions de contrôle social exercent une attention sélective sur la délinquance des classes inférieures. Le résultat des interventions judiciaires semble donc confirmer et renforcer les stéréotypes défavorables pour les classes inférieures. Entre autres pour les enseignants c'est une confirmation de leur *pragmatische Devianztheorie* qui inspire leur approche stéréotypée décrite ci-devant. Ainsi le cercle vicieux est fermé.

4.3. Tout ce processus suppose quelques étapes qu'il convient maintenant d'analyser de plus près.

Un des anneaux essentiels de cette chaîne fermée est que l'attente d'une moins bonne scolarité chez les enfants des classes sociales inférieures fonctionne comme une *self-fulfilling prophecy*.

C'est un des thèmes assez bien développés par la psychologie sociale. Plus spécialement pour l'école, la recherche classique de Rosenthal et Jacobson (1968) a démontré l'influence énorme sur les résultats scolaires des prophéties à cet égard.

S'il est vrai que cette recherche a été contestée depuis sa publication, elle a été confirmée par exemple par Miller *et al.* (1975). Deux modèles de modification du comportement ont été comparés dans des classes scolaires: d'une part l'enseignant exprimait sa certitude que ses élèves étaient bien propres et maintiendraient la classe bien en ordre; d'autre part l'enseignant essayait de persuader et motiver ses élèves pour devenir propres et ordonnés. La première méthode semblait beaucoup plus efficace que la deuxième.

Les effets du *self-fulfilling prophecy* ont été très bien mis en lumière aussi par Bem (1970).

4.4. En ce qui concerne l'existence de stéréotypes défavorables à l'égard des enfants des classes inférieures, Brusten et Hurrelman ont constaté que les professeurs estimaient que ces enfants étaient plus souvent «vulnérables pour la délinquance» que les enfants des classes moyennes. Cette attribution se faisait indépendamment du comportement réel.

Elle se faisait selon une théorie implicite de la déviance (*das All-*

tagswissen), selon laquelle la classe sociale est un des facteurs essentiels dans l'origine de la délinquance. C'est dans «ces milieux» que se situent les mauvaises influences qui aboutissent soit à une personnalité antisociale soit à des troubles psychopathologiques (voir aussi Brusten, 1974). Hargreaves *et al.* (1975) et Best (1979) décrivent comment ces «théories vulgarisées» dirigent la vie sociale et l'attitude quotidienne des professeurs envers leurs élèves.

Rappelons ici la différence dans l'approche de Farrington des expressions des enseignants sur leurs élèves. Farrington les prend comme une augmentation de la connaissance du problème «objectif» des délinquants. Brusten les considère comme un élément central du problème de la dénomination des délinquants.

4.5. *L'effet de cet étiquetage serait donc double*: d'une part, il touche l'image de soi; d'autre part il détériore le statut social; dans notre cas, le statut scolaire.

Frease (1972) est d'avis que *l'image de soi* n'est pas automatiquement atteinte par l'étiquetage scolaire. Tout dépendrait des attentes que le jeune doit réaliser.

Il existe une littérature assez classique dans la criminologie de la jeunesse qui lie le comportement délinquant ou *self-concept*. Notamment Reckless (1956 et 1957) estime qu'une image de soi favorable protège les jeunes contre la délinquance et vice versa.

Loesel (1975) décrit comment la stigmatisation scolaire peut créer des boucs émissaires qui risquent l'engagement dans une carrière de délinquant. Brusten et Hurrelman montrent que les jeunes qui sentent la stigmatisation par leurs professeurs sont plus susceptibles de poser des actes délictueux (1974). Le lien entre l'échec scolaire, une image de soi défavorable et la délinquance a en outre été mis en lumière par Kelly (1975); Gold (1978); Phillips et Kelly (1979).

Souvent, on indique la fréquentation d'amis délinquants comme un facteur intermédiaire entre l'image de soi défavorable et la délinquance. C'est ce que l'on retrouve déjà dans les théories globales de Cohen (1958) ou chez Hirschi (1969). L'importance du *peer group* est d'ailleurs soulignée aussi par Hindelang (1973) et par Friday et Hage (1976). Frease (1973) en a fait un facteur intermédiaire prépondérant dans sa recherche en criminologie scolaire.

Phillips (1974), Polk (1975), Noblit (1976), Thomas (1977) et bien d'autres décrivent comment le *statut social* est influencé négativement par l'échec scolaire et augmente les risques de délinquance. Il faut

néanmoins nuancer ces concepts. En effet, le statut scolaire doit être défini en connexion avec le statut « officiel » attribué par l'école. Nous venons de mentionner les recherches de Hirschi, Hindelang et d'autres qui montrent que le succès dans le *peer group* n'est pas du tout une garantie contre la délinquance.

4.5. Selon le cadre théorique qui commence à se dessiner, le recours à la délinquance serait l'alternative pour le rejet éprouvé à l'école.

C'est ce qui explique l'absence d'engagement envers l'école que l'on a constatée, depuis longtemps les résultats de Hirschi (1969), Junger-Tas (1972), Malewska et Peyre (1972), Hindelang (1973) et beaucoup d'autres vont dans ce sens.

Un certain nombre de recherches spécifiques le confirment. Findlayson (1976) et O'Hagan (1977) constatent que les délinquants ont une attitude moins favorable envers l'école que les non-délinquants. Hall et Waldo (1967) et Kelly et Pink (1973) montrent que l'identification avec l'école et avec la tâche scolaire diminue le danger de délinquance.

Une fois de plus, il faut donc constater que le lien entre l'attitude négative envers l'école et la délinquance ne se trouve pas dans l'associabilité inhérente de ces élèves. Il se trouve dans la relation créée par l'école elle-même qui rejette certains élèves, et les amène à s'engager ailleurs.

V. Expériences

Nous avons déjà mentionné quelques expériences de prévention de la délinquance juvénile par la voie de l'école (voir I). Toutes portaient d'un point de vue strictement étiologique: la délinquance était le fait d'une inadaptation personnelle ou sociale. L'école, non problématisée comme telle, était le milieu par excellence permettant de détecter et de traiter ces cas.

Le type d'expériences qui nous intéressent ici est d'un ordre différent. En effet, il s'agit surtout d'examiner les façons dont on pourrait éviter cette discrimination sociale qui semble inhérente au système scolaire tel que nous le connaissons actuellement.

Il ne s'agit donc plus de récupérer ceux qui risquent de ne pas s'adapter à la société et à ses institutions. Il s'agit plutôt d'augmenter le degré de tolérance et d'approcher plus positivement les différences de développement et de mode de vie.

1. On trouve assez peu d'expériences de ce genre. Ceci ne peut nous étonner, pour trois raisons.

1.1. Une première raison est d'ordre pragmatique. *La tradition critique envers l'école est récente*. En effet, on voit que les publications criminologiques de cette tendance ne comptent vraiment sur la « scène » scientifique que depuis la dernière décennie.

Il est donc normal que ce message critique envers l'école n'a pas encore atteint tout à fait le stade d'expériences pratiques.

1.2. Deuxièmement, il y a une *raison d'ordre politique*. La tendance critique envers l'école contient en même temps un message critique implicite (et parfois explicite) contre les structures et les relations dans la société tout entière: l'école manipule vers un consensus selon l'idéologie de la classe sociale dominante; elle fonctionne comme contrôleur et discriminateur social en fonction des structures et relations de pouvoir existantes, etc.

Il n'est donc pas étonnant que les autorités soient moins prêtes à stimuler, à subsidier ou même à autoriser des recherches et des expériences de ce genre.

1.3. Une troisième raison se situe dans *la difficulté inhérente d'organiser une telle expérience*. En effet, il ne suffit pas d'ajouter ou d'intégrer une procédure expérimentale dans le système scolaire normal, comme on pouvait le faire autrefois. Il faut maintenant un changement profond de tout le système scolaire et de ses liens avec les autres institutions sociales. Il faut repenser les buts de l'enseignement, les programmes et les procédures pédagogiques. Il faut expliciter davantage les liens de l'école avec la communauté dans laquelle elle est située et redéfinir les relations avec le système politico-économique qui les contrôle maintenant.

Et tout ceci est difficile à réaliser, même au niveau local et expérimental: la motivation des autorités scolaires et autres est douteuse puisque les rationalités sous-jacentes vont presque à l'encontre de la *pragmatische Devianztheorie* dont ils se servent.

2. Néanmoins, on constate quelques tendances d'expérimentations, qui doivent encore mûrir, mais qui méritent déjà l'attention.

— On signale quelques expériences de « diversion » par l'école (voir par exemple Lemert, 1971; Boehm, 1976). Dans ces expériences, on redéfinit la position de l'école vis-à-vis du système judiciaire. L'école ne s'y comporte plus comme un système de contrôle, opérant sous tutelle de la justice (s'il y a lieu); bien au contraire, on y essaie d'éviter le renvoi d'élèves difficiles devant le tribunal et on cherche des solutions non judiciaires.

L'avantage de ces expériences se trouve dans le fait que l'on évite l'escalade de la stigmatisation d'enfants-problèmes par la justice.

— Wenk (1974) rend compte de quelques tentatives de *diversifier le programme scolaire* proposé, pour que chaque élève ait plus de chances pour retrouver ce qui lui convient et ce qui l'intéresse. Ces diversifications sont demandées aussi par beaucoup d'autres auteurs (voir par exemple Bachy, 1972). Ils y voient l'avantage que l'on pourrait intéresser plus d'élèves à l'école. Les exigences d'adaptation seraient aussi moins monolithiques et moins opprimantes.

Nous pouvons citer comme évolution analogue l'introduction de l'enseignement secondaire rénové en Belgique qui confère aux élèves plus de liberté dans la constitution de leurs programmes.

— Des expériences plus profondes essaient de *repenser totalement les buts de l'enseignement*. Nous lisons chez Wenk (1974) quelques expériences et on pourrait y classer aussi les tentatives d'éducation moins autoritaire ou anti-autoritaire. Leur cadre de référence n'est plus l'adaptation au système social actuel, mais bien l'émancipation individuelle et/ou collective des élèves et de leur milieu.

— Quelques programmes spécifiques visent à *compléter la formation des enseignants* (par exemple Wolff, 1978).

En ces cas, il ne s'agit plus de leur apprendre à détecter plus efficacement les cas-problèmes, mais bien de leur apprendre les bases sociales des problèmes que certains élèves éprouvent à l'école et de les avertir contre les risques qu'impliquent leurs interventions éventuelles.

— Mentionnons encore les tentatives de *redresser les relations entre l'école et la communauté* dans laquelle elle est située.

Nous sommes engagés nous-mêmes dans un centre de quartier, où le travail avec l'école primaire du quartier prend une place importante. On essaie d'obtenir que les parents (dans la plupart des cas plus ou moins marginaux) prennent part à la gestion de l'école, et que l'école se fasse plus accessible aux parents et à toute la communauté locale. Le but de cette procédure n'est pas directement la récupération pure et simple, mais bien la prise de conscience des habitants concernant leurs propres possibilités et leurs droits.

Vu la nouveauté relative de cette tendance dans la criminologie scolaire, le nombre d'expériences pratiques est encore assez limité. Dans la littérature, nous lisons surtout des propositions de réforme sans qu'elles aient été essayées.

Dans les années à venir, on peut s'attendre néanmoins à une littérature croissante en ce domaine.

VI. Conclusion

1. La conclusion de notre rapport concernant le rôle de l'école dans la délinquance juvénile ne peut se passer d'une *vue théorique plus globale sur la délinquance juvénile tout entière*.

Commençons par la constatation que la transgression de normes est tout à fait normale à l'âge adolescent. Ceci apparaît à travers les recherches du chiffre noir, qui indiquent qu'une grande majorité des jeunes entre l'âge de 15 et 18 ans commettent régulièrement des actes délinquants. La «délinquance juvénile» n'a donc pas besoin d'une théorie spécifique. Elle s'explique par la psychologie et la sociologie du développement normal.

Ces approches nous ont fait connaître cette phase comme une phase turbulente, pleine de risques et de conflits.

Depuis Erikson (1965) nous disposons d'un cadre théorique pour comprendre que la recherche de la propre identité dans l'adolescence se fait au prix d'une séparation des parents et de la famille. Cette réorganisation va de pair avec la perte partielle de la chaleur affective et sécurisante, et très souvent aussi avec des sentiments de culpabilité.

En même temps, l'identité se situe à un niveau social: l'exploration du rôle social nécessite beaucoup de curiosité et le sens du risque. Ce n'est qu'ainsi que l'adolescent peut éprouver ses limites.

Les comportements déviants ont donc une double fonction: d'une part ils signifient des provocations pour accentuer l'indépendance des parents, d'autre part ils doivent apporter l'expérience des limites sociales.

Après l'adolescence, le comportement délinquant disparaît pour la plus grande partie (Leblanc, 1976-1977). L'identité au rôle est acquise essentiellement, les provocations de la famille sont devenues inutiles.

Et ici, des théories criminologiques spécifiques entrent en jeu: il faut expliquer, non pas pourquoi les jeunes commettent des actes délinquants, mais bien pourquoi ils s'arrêtent de le faire. On pourrait dire que le jeune est «séduit» par la société. Il y trouve des biens qu'il ne veut plus mettre en danger par des actes délinquants: la perspective d'une carrière professionnelle, un statut social, une vie de famille, un succès matériel, etc.

Ce mécanisme a été mis en lumière par les théories de contrôle. Ainsi, Hirschi, parle du *Bond to society* (1969); Friday et Hage soulignent l'importance des *role relationship* (1976); Leblanc (1978) des «liens psycho-sociaux».

C'est donc une première explication de la délinquance persévérante: si la délinquance persévère après la période de l'adolescence, c'est que la société et ses institutions n'ont pas pu séduire le sujet par des valeurs attrayantes qui auraient dû le retenir d'en risquer la détérioration.

Mais ce n'est pas tout. Les théories du *labelling* ont souligné suffisamment qu'une intervention contre la déviance risque de stigmatiser et de fixer ainsi les acteurs dans un rôle marginal de déviant. C'est une deuxième approche qui ne contredit pas la première.

2. *En application au système de l'école*, le résumé peut être le suivant:

2.1. *L'école ne réussit pas à intéresser certains jeunes pour son modèle scolaire.*

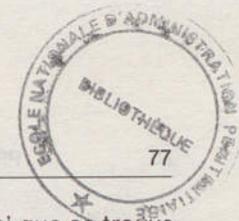
Une des raisons majeures pour cet échec se situe dans l'homogénéité oppressante du modèle d'adaptation présenté, d'une part, et dans l'hétérogénéité de la préparation, des intérêts et des besoins des élèves, de l'autre. Surtout les enfants des classes sociales inférieures se trouvent ici dans une situation vulnérable.

Ainsi, certains jeunes ne sont pas du tout attirés par aucune gratification offerte par l'école. Ni leurs besoins ni leurs intérêts ne s'y trouvent satisfaits. Bien au contraire, ils n'y éprouvent que des échecs, des frustrations, du rejet.

Dans ce sens, l'école n'a pas d'effet socialisant par une sorte de «séduction» de ces élèves. Elle n'offre que de la frustration qui les incite à chercher leurs satisfactions ailleurs.

2.2. Ce n'est pas seulement l'absence d'une valeur «séductrice» à l'école qui joue un rôle ici. L'école *joue en même temps un rôle criminogène actif*. En effet, les mêmes élèves, éprouvant l'échec scolaire, sont presque toujours stigmatisés en raison de cet échec.

Cette stigmatisation amplifie socialement l'importance de l'échec scolaire: d'une contre-performance isolée on conclut à l'incapacité globale de la personne; d'une indiscipline scolaire à une inadaptation sociale totale. C'est là que l'école joue un rôle actif dans le processus de



marginalisation sociale de certains élèves. C'est là aussi que se trouve le noyau d'une déviance persévérante.

3. On peut en déduire *un certain nombre d'avis*, dont quelques-uns s'adressent à la recherche en criminologie scolaire, et d'autres aux autorités qui définissent la politique de l'enseignement.

Ces avis se font dans l'attente que la culture dans laquelle nous vivons continuera à évoluer comme elle le fait actuellement, c'est-à-dire que l'idéologie du travail diminuera toujours en importance et que sa valeur sera de plus en plus purement instrumentale. Par conséquent, le temps libre deviendra plus important, et la pluralité du genre d'investissement personnel sera plus grande. Nous pensons que la marge de tolérance envers des comportements et formes de vie, jusqu'ici appelés déviants, augmentera.

Les sciences seront considérées de moins en moins comme des observatrices neutres et objectives. On reconnaîtra davantage leurs implications idéologiques. Les méthodes scientifiques expérimentales ne seront plus les approches par excellence, mais elles seront remplacées par des modèles qui permettent aux chercheurs d'entrer dans un contact plus profond avec les problématiques étudiées.

3.1. Dans ce contexte, nous voudrions attirer *l'attention des chercheurs* sur les points suivants.

Tout d'abord, il semble acquis que les recherches cliniques et spécialisées sur les procédures et les effets des programmes de diagnostic et de traitements de prédélinquants esquivent le vrai problème. Les difficultés se situent à un niveau plus profond. Les liens entre l'échec scolaire (aussi bien sur le plan des résultats scolaires que de la discipline et de l'intégration) et la délinquance ne se situent pas dans une association profonde, mais bien dans la vulnérabilité sociale de certains élèves. Il faut approfondir la recherche de ce phénomène, et se demander surtout selon quels critères de vulnérabilité l'école sélectionne et renvoie certains élèves dans une voie de marginalité et — éventuellement — de délinquance persévérante.

Ce processus de discrimination sociale à l'école n'est pas encore élucidé complètement. Une lacune grave dans la criminologie scolaire consiste dans l'absence totale de recherches sur les carrières scolaires à l'école primaire. L'absence d'études des jeunes enfants est d'ailleurs une lacune importante dans la criminologie tout entière, ce qui est dû, pensons-nous, au fait que le volume de la délinquance officielle ne contient que très peu de cas très jeunes.

Néanmoins, il est incontestable que les difficultés à l'école secondaire par exemple ont très souvent leurs origines dans les expériences à l'école primaire. C'est là que les enfants sont confrontés pour la première fois avec leur position et leur acceptation sociales, ce qui peut les accompagner pendant toute leur carrière scolaire. Nous pensons que c'est par cette lacune que Farrington, par exemple, n'a pas pu montrer l'apport actif de l'école dans les origines de la délinquance.

S'il est vrai que les classes inférieures sont défavorisées à l'école, il faut néanmoins nuancer: des résultats de recherches ont montré qu'il y a des facteurs intermédiaires qui font plus que simplement renforcer l'effet de la classe sociale.

Un de ces facteurs intermédiaires est le statut scolaire. Il faudrait nuancer et mieux délimiter ce concept. Il semble nécessaire de faire une distinction entre le statut scolaire officiel et le statut officieux; entre le statut dans des écoles populaires et le statut dans les écoles bourgeoises.

La recherche doit certainement aussi aider à trouver des solutions aux problèmes esquissés. On doit donc s'engager dans des programmes de changement de l'école, et en évaluer les conséquences aussi bien sur le plan social qu'individuel.

Quoique les chercheurs puissent servir ici de moteur, la collaboration de la part des autorités scolaires et politiques est nécessaire. Ceci nous amène aux avis à ces instances.

3.2. A partir des données disponibles on peut attirer l'attention *des autorités* sur les points suivants.

L'école ne peut pas continuer à évoluer vers une institution close, imposant son modèle monolithique d'adaptation à tout le monde. Bien au contraire, elle devrait évoluer vers l'institution par excellence d'émancipation individuelle et sociale.

Ceci implique que les buts du système scolaire soient repensés fondamentalement.

L'apprentissage d'un métier devient d'une importance secondaire: vu l'évolution de notre société, le travail n'aura plus qu'une valeur instrumentale. Ceci implique que l'école peut évidemment continuer à apprendre aux élèves des aptitudes nécessaires. Mais, la capacité personnelle à trancher les problèmes et les conflits de la vie et à choisir la façon dont on s'engagera dans la société semble devenir de plus en plus importante.

Dans cette perspective, l'école devrait être une institution ouverte à la communauté de base dans laquelle elle se situe. L'interaction entre les demandes et les besoins de la collectivité locale et l'offre de l'école devrait être assurée. L'école pourrait évoluer vers un centre culturel, de consultation et d'action sociale en service de la communauté locale (par exemple un quartier). De plus, le contenu de l'offre scolaire doit évoluer en fonction de ces tâches nouvelles; les programmes doivent se diversifier beaucoup plus afin de pouvoir satisfaire les besoins et les intérêts de la diversité des élèves; on doit chercher activement des moyens pour permettre aux jeunes de développer leurs propres visions, engagements, intérêts, aptitudes et créativité; le comportement expérimental des jeunes devrait être stimulé et la marge de tolérance envers la non-adaptation devrait augmenter.

On doit apprendre aux responsables scolaires de manipuler la déviance des jeunes. Une désescalade de l'approche semble opportune. Les recherches criminologiques récentes ont abouti à des données très significatives en cette matière. Ces résultats ont été jusqu'ici insuffisamment opérationnalisés dans les programmes de formation des enseignants, par exemple.

Les relations avec les institutions de contrôle social explicite, telles que la police et la justice devraient être délimitées plus nettement, en accentuant les tâches et responsabilités sociales distinctes.

Nous pensons qu'on ne devrait plus promouvoir la réussite de la carrière scolaire comme la nécessité absolue pour atteindre la réalisation de soi. Une fois certaines aptitudes de base acquises, certains jeunes se réalisent mieux d'une autre façon.

Il faut donc tolérer davantage l'interruption de certaines carrières scolaires, si l'élève ne montre plus aucun intérêt ni aucune motivation pour ce qui lui est offert.

Il faut aussi souligner que le prolongement de l'obligation scolaire ne semble pas heureux, certainement pas à l'état actuel du système scolaire.

Enfin, il faut accompagner d'expériences ce renouvellement de l'enseignement. La stimulation de recherches et d'expériences selon les développements que nous venons de décrire, nous semble une nécessité prioritaire.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alstrom, W. M., Masculine identity and career problems for boys, in: Nat. Soc. for the study of educ. (ed.), *Social deviancy among youth*, Univ. Chicago, Press, 1966, p. 135-163.
- Althusser, R., *Positions*, Paris, Hachette, 1976.
- Arbeitsgruppe Bielefelder Soziologen (ed.), *Alltagswissen, Interaktion und gesellschaftliche Wirklichkeit*, Bielefeld, Reinheck, 1973 (2 vols.).
- Autorenkollektiv, *Gefesselte Jugend. Fürsorgeerziehung im Kapitalismus*, Frankfurt, Suhrkamp, 1976.
- Bachman, J. G. et al., Dropping out: problem or symptom? in: *Youth in transition*, Ann Arbor, Univ. of Michigan, Institute for social research, 1971, Vol. III.
- Bachy, Y., Duner, A., Snelders, J., et Selosse, J., *Le rôle de l'école dans la prévention de la délinquance juvénile*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, Comité européen pour les problèmes criminels, 1972.
- Ban, J., Teacher Unions fight back. *American Educator*, 1978, II, 2.
- Baudelot, C. et Establet, R., *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspéro, 1971.
- Bavcon, L., Problems of disorganisation in the school and educational system. *Rev. Kriminel Kriminol.*, 1972, 23, 2, p. 60-63. Article polonais recensé dans *Abst. criminol. and penal.*, 1973, abst. 36.
- Beck, J., et al., *Erziehung in der Klassengesellschaft*, München, List, 1970.
- Bell, R. et Semmel, E., A Rationale and model for the training of educational specialists to work with disruptive youth. in: Nat. Council on Crime and Delinq. (ed.), *Theoretical perspectives on school crime*, N. Y., Hackensack, 1978, p. 729-768.
- Bem, D. J., *Beliefs, attitudes and human affairs*, Belmont (Calif.), Brooks/Cole, 1970.
- Bernstein, A., Social class and linguistic development. in: A. Halsey (ed.), *Education, economy and society*, London, Macmillan, 1961.
- Besag, F., *Drift, violence and the schools*, édition personnelle, 1977.
- Best, D., *Die Schule im Netzwerk der Sozialkontrolle*, München, Juventa, 1979.
- Boehm, R., *Peer group counseling: a school-based juvenile diversion program*, St. Louis, Gateway info. Systems, 1976.
- Boudon, C., *L'inégalité des chances*, Paris, Collin, 1974.
- Briscoe, C. D., Juvenile offenders and the schools. in: Nat. Council on Crime and Delinq. (ed.), *op. cit.*, p. 729-768.
- Broder, P., Peters, G. et Zimmerman, J., The relationship between self-reported delinquency and learning disabilities: a preliminary look at the data, recensé dans *Criminal Justice*, septembre 1978.
- Brusten, M., Soziale Schichtung, Selbstberichtete Delinquenz und Prozesse der Stigmatisierung in der Schule, *Kriminolog. J.*, 1974, 6, p. 29-46.
- Brusten, M. et Hurrelman, K., *Abweichendes Verhalten in der Schule. Eine Untersuchung zu Prozessen der Stigmatisierung*, München, Juventa, 1974.
- Brusten, M., *The school as an agency of social control*, Paper presented at the 9th World Congress of sociology; session on legal and social agents of control. Uppsala, August 17, 1978a.
- Brusten, M. et Herriger, N., Lehrerurteile und soziale Kontrolle im «Schulbericht». *Z. f. Pädagogik*, 1978b, 24, p. 497-514.
- Byerly, C. L., A School curriculum for prevention and remediation of deviancy, in: Nat. Soc. for the Study of Educ. (ed.), *Social deviancy among youth*, Univ. Chicago Press, 1966, p. 221-257.
- Carlton, R. P., The social environment of the school: implications for delinquency prevention, *Crime prevent. Rev.*, 1977, 4, 4, p. 14-20.
- Chastain, M., *Delinquency, the school experience and conceptions of self and opportunity*, Ann Arbor (Mich.), Univ. Microfilm, 1977.
- Cohen, A., *Delinquent boys: the culture of the gang*, Glencoe, Free Press, 1958.
- Critchley, E. M. R., Reading retardation, dyslexia and delinquency, *Brit. J. Psychiatry*, 1968, 114, p. 1537-1547.
- Csapo, M. et Agg, B., Educational rehabilitation of delinquents in a community setting, *Canad. J. Criminol. Correct.*, 1976, 18, 1, p. 42-48.
- Dasberg, L., *Groot brengen door kleinhouden*, Meppel, Boom, 1975.
- De Buyst, C., Le concept de dangerosité et un de ses éléments constitutifs: la personnalité criminelle, *Dév. et Soc.*, 1977, 1, 4, p. 363-385.
- De Cecco, J., Negotiating school conflicts to prevent student delinquency, in: Nat. Council on Crime and Delinq., *op. cit.* 1978, chap. 8.
- Elliott, P. S. et Voss, H. L., *Delinquency and Drop-out*, Toronto-London, Lexington, 1974.
- Erikson, E., Youth, fidelity and diversity, in: Erikson, E. (ed.) *Youth, change and challenge*, N. Y., 1965.
- Erikson, E. H., *Identity, youth and crisis*, N. Y., Norton, 1968.
- Fakouri, M. E. et Jerse, F. W., Unobstrusive detection of signs of potentiel delinquency, *Psychol. Reports*, 1976, 36/2, p. 551-558.
- Farrington, D., Delinquency begins at home, *New society*, 1972, 21, 519, p. 495-497.
- Farrington, D. P., Truancy, delinquency, the home and the school, in: Hersov, L. et Berg, I (eds.), *Out of school*, Chichester, Wiley, 1980, p. 49-63.
- Finlayson, D. et Loughran, J., Pupils perception in high and low delinquency school, *Educational research*, 1976, 18, 2, p. 138-145.
- Floud, J. et Halsey, A. H., The sociology of education, *Current Sociology*, 1958, 3.
- Forte, F., Le colpe della scuola media e disadattamento minorile, *Esperienze di reiducazione*, 1976, 23, 1, p. 70-75.
- Frease, D. E., The schools, self-concept and juvenile delinquency. *Brit. J. Criminol.*, 1972, 12, 2, p. 133-146.
- Frease, D. E., Schools and delinquency, Some intervening processes, *Pacif. sociol. Rev.*, 1973, 16, 4, p. 426-448.
- Frease, D. E., Delinquency, social class and the schools, *Sociol. soc. Rev.*, 1974, 57, 4, p. 443-459.

- Friday, P. et Hage, J., Youth crime in post-industrial societies, *Criminology*, 1976, 14, 3, p. 347-368.
- Garbarino, J., The human ecology of school crime, in: Nat. Council on Crime and Delinq., *op. cit.*, 1978, chap. 11.
- Girard, A. et Sauvy, A., Les diverses classes sociales devant l'enseignement, *Population*, 1965, 2, p. 205-232.
- Glueck, Sh. et El., *Unraveling Juvenile delinquency*, Cambridge (Mass.), Harvard Univ. Press, 1950.
- Glueck, Sh. et El., *Predicting delinquency and crime*, Cambridge (Mass.), Harvard Univ. Press, 1960.
- Gold, M., Scholastic experience, self-esteem and delinquent behavior: a theory for alternative schools, *Crime and delinq.*, 1978, 24, 3, p. 290-308.
- Greenstein, F. I., *Children and politics*, New Haven and London, Yale Univ. Press, 1969.
- Hakeem, M., A critique of the psychiatric approach to the prevention of juvenile delinquency, in: R. Giallombardo (ed.), *Juvenile delinquency*, N. Y. J. Wiley, 1976 (3^e éd.), p. 473-485.
- Hall, E. et Waldo, G., School identification and delinquency proneness, *J. Res. Crim. Delinq.*, 1967, 4, 2, p. 231-242.
- Hargreaves, D., The delinquent sub-culture and the school, in: Carson, W. et Wiles, D., *Crime and delinquency in Britain*, London, Robertson and Co, 1971, p. 135-152.
- Hargreaves, D. H., Hester, S. K. et Mellor, F. J., *Deviance in classrooms*, London, Routledge and Kegan, 1975.
- Hartshorne, H. et May, M. A., *Studies in the nature of Character*, N. Y., Macmillan, 1928.
- Healy, W. et Bronner, H., *New lights on delinquency and its treatment*, New Haven, Yale Univ. Press, 1936.
- Hess, R. D. et Torney, J. V., *The development of political attitudes in children*, Chicago, Aldine, 1970.
- Hindelang, M. J., Causes of delinquency: a partial replication and extension, *Social problems*, 1973, 20, p. 471-487.
- Hirschi, T., *Causes of delinquency*, Univ., Calif. Press, 1969.
- Hruska, J., Obsolescence of adolescence, in: Nat. Council on Crime and Delinq. (ed.), *Theoretical perspectives on school crime*, N. Y., Hackensack, 1978, p. 474-511.
- Illich, I., *Ontscholing van de maatschappij*, Baarn, Wereldvenster, 1972.
- Jackson, P. W., Was macht die Schule. *Betrifft: Erziehung*, 1973, 5, p. 18-21.
- Junger-Tas J., *Kenmerken en sociale integratie van jeugddelinquentie*, Brussel, S. C. J. M., 1972.
- Junger-Tas, J., Preventie van jeugddelinquentie. *Delikt en Delinkwent*, 1979, 9, p. 613-633.
- Kelly, D. et Pink, W., School Commitment, Youth rebellion and delinquency, *Criminology*, 1973, 10, 4, p. 473-485.
- Kelly, D., Teaching and its impact upon self-esteem: a neglected dimension, *Education*, 1975, 96, 1, p. 2-9.

- Mc Kissack, I. J., Property offending and the school-leaving age, *Int. J. Criminolog. and penol.*, 1973, 1, 4, p. 353-362.
- Klaus, D. et Gunn, A. E., *Serious school crime: a review of the literature*, Washington, D. C., Amer. Just. for Res., 1977.
- Kohlberg, L., Stage and sequence: the cognitive-developmental approach to socialization, in: Goslin, D. A. (ed.), *Handbook of socialization theory and research*, Chicago, Rand-Mc Nally 1969, p. 347-480.
- Kvaraceus, W. C., *Juvenile delinquency and the school*, New York, Jonkers on Houdson, 1945.
- Kvaraceus, W. C., *K. D. Proneness scale and check list*, N. Y., Jonkers on Houdson, World book C^o, 1953.
- Kvaraceus, W. C., The Urban School and the delinquent, *Proceedings of the Annual Invitat. Conf. on Urban Educ.*, 5, May 1966.
- Kvaraceus, W. C., Programs of early identification and prevention of delinquency, in: Nat. Soc. for the Study of Educ. (ed.), *Social deviancy among youth*, Univ. Chicago Press, 1966, p. 182-220.
- Leblanc, M., La délinquance à l'adolescence: de la délinquance cachée et de la délinquance apparente. *Ann. Vaucress.*, 1976-1977, p. 15-32.
- Lemert, E., *Instead of Court. Diversion in juvenile Justice*, Maryland, Nat. Instit. of Mental Health, 1971.
- Liazos, A., School, alienation and delinquency, *Crime and Delinquency*, 1978, 24, 3, p. 355-370.
- Lissenberg, E., *Kinderen spreken recht*, Doct-proefschrift Soc. Wetenschappen, Univ. Amsterdam, 1979.
- Loesel, F., Prozesse der Stigmatisierung in der Schule, in: Brusten, M., *et. al.*, *Stigmatisierung*, Neuwied, Luchterhand, 1975, p. 7-32.
- Her Majesty's Inspectorate of schools, *Behavioural units. A survey of special units for pupils with behavioural problems*, London, Department of education and science, 1978.
- Malewska, H., et Peyre, V., *Délinquance juvénile, famille, école et société*, Vaucresson, CFRES, 1972.
- Margolin, J. B., Roman, M. et Harari, C., Reading disability in the delinquent child, *Am. J. Ortho-psychiatry*, 1955, 25, p. 25-35.
- Marineau, D., Projet de prévention spécifique et criminologie scolaire, *Canad. J. Criminol. and correct.*, 1971, 2, p. 233-250.
- Matthijssen, M., *Klasse-onderwijs*, Deventer, Van Loghum Slaterus, 1972.
- Miller, R., Brickman, Ph., et Bolen, O., Attribution versus persuasion as a mean of modifying behaviour, *J. Pers. Soc. Psychol.*, 1975, 31, 3, p. 430-441.
- Moorthamer, L., *Kansarme jongeren in confrontatie met maatschappelijke instellingen: het ontstaan van een negatief zelfbeeld*. K. U. Leuven, lic. thesis, Criminologie, 1980.
- Murkerjee, S. K., *A typological study of school status and delinquency*, Ann Arbor (Mich.), Univ. Microfilm, 1971.
- Noblit, G., The adolescent experience and delinquency: school versus sub-cultural effects. *Youth and Society*, 1976, 8, 1, p. 27-44.
- Noblit, G. et Collins, T., Order and disruption in a desegregated high school. *Crime and Delinq.*, 1978, Nr. 3, p. 277-289.

- Offord, D. R., Poushinsky, M. F., et Sullivan, K., School performance, I. Q. and delinquency, *Brit. J. Criminol.*, 1978, 18, 2, p. 110-117.
- O'Hagan, F., Attitude of offenders and non-offenders towards schools, *Educational research*, 1977, 19, 2, p. 142-146.
- Phillips, J., *The creation of deviant behavior in high schools: an examination of Cohen's general theory of subculture*, Ann Arbor, (Mich.), Univ. Microfilm, 1974.
- Phillips, J. et Kelly, D., School failure and delinquency. Which causes Which?, *Criminology*, 1979, 17, 2, p. 194-207.
- Philipson, C., Juvenile delinquency and the school, in: Carson, W. et Wiles, P., *Crime and delinquency in Britain*, London, Robertson, 1971.
- Polk, K., Schools and the delinquency experience, *Criminol. Justice and behavior*, 1975, 2, 4, p. 315-338.
- Powell, W. C., Educational intervention as a preventive measure. *Crim. Justice Behav.*, 1975, 2, 4, p. 397-407.
- Power, M. J., et al., Neighbourhood, school and juveniles before the courts, *Brit. J. Criminol.*, 1972, 12, p. 111-132.
- Powers, E. et Witmer, H., *An Experiment in the prevention of delinquency: the Cambridge-Somerville Youth Study*, New York, Columbia Univ.-Press, 1951.
- Quinney, R., *Crime and Justice in Society*, Boston, Little Brown Co., 1969.
- Racine, A., Quelques vues générales sur le problème de la délinquance juvénile dans ses rapports avec l'école, in: CEDJ (ed.), *La délinquance juvénile et l'école*; colloque, 11 et 12 mai 1962, Bruxelles, CEDJ, p. 5-11.
- Reckless, W., Dinitz, S. et Murray, E., Self-concept as an insulator against delinquency, *Am. Sociol. Rev.*, 1956, 21, 6, p. 744-746.
- Reckless, W., Dinitz, S. et Kay, B., The self-concept in potential delinquency and potential non-delinquency, *Am. Soc. Rev.*, 1957, 22, 5, p. 566-570.
- Rettig, R., *A study in student development: rebellion and delinquency as alternative responses to schooling*, Ann Arbor (Mich.), Univ. Microfilm, 1974.
- Rice, R., Educo-therapy; a new approach to delinquent behavior, *J. Learning disabilities*, 1970, 3, p. 16-23.
- Ritterband, P. et Silberstein, R., Group disorders in the public schools, *Amer. sociol. Rev.*, 1973, 38, 4, p. 461-467.
- Robert, Ph., et Kellens, G., Nouvelles perspectives en sociologie de la déviance, *R. Franc. Sociol.*, 1973, 14, p. 371-391.
- Robert, Ph. et Faugeron, C., *La justice et son public*, Genève, Médecine et Hygiène (Coll. Déviance et Société), 1978.
- Rogeness, G., et al., The social system and children's behavior problems, *Amer. J. Ortho psychiat.*, 1974, 44, 4, p. 497-502.
- Romano, M. E., Helping pre-offenders in the school, *Int. J. Offender ther.*, 1970, 14, 1, p. 36-40.
- Rosenthal, R. et Jacobson, L., *Pygmalion in the classroom: teacher expectation and pupils' intellectual development*, N. Y., Rinehart, 1968.
- Rousselet, J., *La jeunesse malade de savoir*, Grasset, 1980.
- Rubel, R. J., Assumptions underlying programs used to prevent or reduce violence in secondary schools, in: Nat. Counc. on Crime and Delinq. (ed.), *Theoretical perspective on school crime*, N. Y., Hackensack, 1978, p. 1239-1268.

- Schafer, W. et Polk, K., Delinquency and the schools, in: Presidents Commission on law enforcement and administration of Justice (ed.), *Task force report: juvenile delinquency and youth crime*, Washington, DC, US Government Printing Office, 1967, p. 222-277.
- Schlesinger, S. E., The prediction of dangerousness in juveniles: a replication, *Crime and delinq.* 1978, 24, 1, p. 40-48.
- Schneider, H. J., Die Aufgabe der Schule bei der Verhütung und Behandlung der Kinder und Jugendkriminalität, in: Busch, M., et Edel, G., *Erziehung zur Freiheit durch Freiheitsentzug*, Berlin, Luchterhand, 1969, p. 335-346.
- Schuchter, A., Schools and delinquency prevention strategies, *Crim. Justice and behavior*, 1975, 2, 4, p. 339-345.
- Schwendinger, H. et J., Delinquency and the collective varieties of youth, *Crime and social Justice*, 1976, 3, p. 7-25.
- Secord, P. F. et Backman, C., *Social psychology*, Tokyo, Mc Graw Hill Kagakuska, 1974.
- Shichor, D. et Kirschenbaum, A., Juvenile delinquency and new towns: the case of Israel, in: Friday, D., et Lorne, V. (eds.), *Youth crime and juvenile justice: international perspectives*, N. Y., Praeger, 1977, p. 95-108.
- Stott, D. H. et Sykes, E. G., *The Bristol Social Adjustment Guides, Nos. 1 and 2. The Child in School (boy and girl)*, London, Univ. of London Press, 1956.
- Stott, D. H., A new delinquency prediction instrument using behavioral indication, *Int. J. of Soc. Psychiatry*, 1960, 6, p. 195-205.
- Taglianetti, T. J., Reading failure: a prediction of delinquency, *Crime prevent. Rev.*, 1975, 2/3 p. 24-30.
- Thomas, C., Who will return? Social and legal correlates of juvenile recidivism, in: Friday, P. et Lorne, V., (eds.) *Youth crime and juvenile justice: international perspectives*, N. Y., Praeger, 1977, p. 48-69.
- Tinto, V., Paolillo, E. et Cullen, F., The social patterning of deviant behavior in school, in: Nat. Counc. on Crime and Delinq., *op. cit.*, 1978, p. 1386-1439.
- Unger, K. V., Learning disabilities and juvenile delinquency, *J. juv. family courts*, 1978, 29, 1, p. 25-30.
- US Nat. Inst. of Education, *Violent Schools — safe schools. The safe School study report to Congress*, Washington DC, 1977, 2 vols.
- US Senate. Judiciary Committee. Sub-committee to investigate Juvenile Delinquency, *Challenge for the third century: education in a safe environment — final report on the nature and prevention of school violence and vandalism*, Washington DC, US Govern. print. off., 1977.
- Van Ouirve, L., Stigmatisation: un prolongement de l'analyse criminologique, *RDP et Crim.*, 1972-1973, 4, p. 363-384.
- Vettenburg, N., en Walgrave, L., *Invloed van de school op beelden attitudevorming over misdrijf en strafrechtsbedeling*. Rapport de recherche, K. U. Leuven, Criminologie, 1980.
- Villars, G., Inadaptation scolaire et délinquance juvénile. *Cah. Enf. inadaptée*, 1972, 22, 6, p. 1-9.
- Walgrave, L., Considérations sur l'orientation de la psychologie dans la criminologie actuelle, *Déviance et Société*, 1980, 3, 3.
- Wattenberg, W. W., Review of trends, in: Nat. Soc. for the study of Educ. (ed.), *Social deviancy among youth*, Univ. Chicago Press, 1966, p. 4-27.

Wallerstein, J. Du mariage à la famille, P. 121-122, Société de gravure de l'Union
française, 1975.

Wallerstein, J. Unemployment, marriage, neighbourhood and the school. *Crime and Delinquency*,
1976, 21, 3, p. 269-284.

Wallerstein, J. A. *Beliefs and behaviour: prevention, crime and delinquency*. Literature
1976, 11, 1, p. 100-102.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

Wallerstein, J. *Unemployment and crime: a study in London*. Home Office, 1979.

l'antiquité grecque et romaine et la plupart des systèmes de pen-
sée autres qu'occidentaux n'ont jamais attaché un prix particulier à une
activité de travail qui, pour les uns, devait être essentiellement réservée
aux esclaves, et qui, pour les autres, écartait trop souvent des respon-
sabilités de citoyen ou des essentielles préoccupations métaphysi-
ques.

LE RÔLE DU TRAVAIL DES JEUNES DANS LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Rapport par le Dr J. Rousselet,
Centre d'études de l'emploi, ministère du Travail, Paris, France

L'antiquité grecque et romaine et la plupart des systèmes de pen-
sée autres qu'occidentaux n'ont jamais attaché un prix particulier à une
activité de travail qui, pour les uns, devait être essentiellement réservée
aux esclaves, et qui, pour les autres, écartait trop souvent des respon-
sabilités de citoyen ou des essentielles préoccupations métaphysi-
ques.

C'est une exégèse secondaire du message chrétien qui a été la pre-
mière à vouloir faire de l'obligation de travail une obligation morale et
déjà sociale. Non seulement le fait de travailler rachetait le péché origi-
nel, mais lui seul autorisait la satisfaction des besoins élémentaires.
Cette interprétation, accentuée par le protestantisme, devait peu à peu,
comme l'a souligné Max Weber, expliquer ou légitimer l'instauration du
capitalisme, et avec lui celui du profit et de la compétition économique.

La pensée libérale du Siècle des lumières et des Encyclopédistes,
puis la pensée socialiste utopique et enfin la pensée de Marx, inspirée
de celle de Hegel, devaient successivement concourir à cette véritable
sacralisation du travail et donner naissance, à ce sujet, à un consensus
aussi exceptionnel que prégnant sur les mentalités et les conduites. Il
est vrai qu'en sus de réelles préoccupations éthiques, ces idéologies
ont peu à peu été amenées à voir dans le travail le meilleur ciment et le
meilleur facteur d'équilibre des sociétés, en même temps qu'un signe
de la supériorité de l'espèce humaine qui prouvait grâce à lui sa
maîtrise sur la nature et son propre destin.

Alors que le rapport au travail, à travers son exploitation économi-
que, contrastait de plus en plus les classes sociales, il tendait pour une
population de travailleurs et de salariés qui s'élargissait, à définir pres-

que seul la personnalité et le statut de chacun. La révolution industrielle ne fait qu'amplifier le phénomène, et malgré les classiques mises en garde de saint Benoît qui affirmait en son temps qu'il « n'y avait pire péché pour l'homme que de se confondre avec sa profession », c'est la nature de l'emploi et les tâches exercées qui, peu à peu, singularisèrent le mieux les individus. A ceux, toujours plus nombreux, dont la condition était de louer leur force de travail pour assurer leur subsistance, était déniée toute identité et même toute reconnaissance sociale dès qu'ils se trouvaient, de leur fait ou non, en dehors du monde du travail. Ne pas exercer une profession, c'était non seulement être suspect de succomber au vice de l'oisiveté, mais encore être suspect de refuser les fondements et les règles mêmes du jeu social. De là toutes les tentatives de thérapeutique et de rééducation par le travail dont devaient obligatoirement bénéficier les marginaux, délinquants ou même handicapés physiques et mentaux. Dans une société dont les normes devenaient plus sévères à mesure que ses structures se hiérarchisaient et se diversifiaient, l'exercice d'une profession devenait ainsi le seul critère de normalité et la seule finalité d'un enseignement qui, peu à peu, s'éloignait de sa vocation éducative au sens large du terme, pour ne plus être qu'un simple système de formation et de préparation à l'emploi. Le système de prévention et de répression judiciaire semble avoir très tôt influencé et rester encore marqué par ce seul préjugé idéologique.

Tout jusqu'à maintenant concourait donc à faire de l'activité de travail le principe même de l'existence individuelle et de la vie communautaire.

Il commence à ne plus en être ainsi, surtout dans les couches les plus jeunes de la population. Dès 1969, un rapport rédigé par le professeur Stalpers pour la Division de l'éducation extrascolaire du Conseil de l'Europe, à partir d'une très large analyse bibliographique et des travaux d'un groupe d'experts concluait déjà, en effet, que la jeunesse moderne se singularisait essentiellement de ses aînés par ses nouveaux rapports au travail, et en particulier par le fait qu'elle ne lui attachait plus qu'une simple valeur instrumentale. Cette constatation rejoignait celles de toutes les observations psycho-sociologiques actuelles, en particulier celles des groupes de recherche multidisciplinaires dont j'assume la direction depuis vingt ans en France.

Tout semble avoir commencé il y a environ vingt ans et avoir coïncidé avec l'allongement de la scolarité et l'élargissement de l'information, comme si, peu à peu, une génération avait découvert le besoin de s'interpeller sur le bien-fondé et la finalité d'une obligation de travail que d'autres avant elle avaient acceptée et subie, sans bien chercher à en comprendre le sens.

Ce qui n'avait été jusque-là qu'interrogations réservées à de rares élites intellectuelles s'élargissait ainsi à des groupes entiers d'apprentis, d'étudiants et de travailleurs.

Dans un premier temps s'est développé un phénomène de désacralisation. Très rares demeurent en effet ceux qui continuent à faire de l'activité de travail un impératif moral traditionnel sous-tendu par de profondes croyances religieuses ou politiques. Si l'on se réfère à une enquête sur les jeunes techniciens ayant fait l'objet d'une thèse récente de sociologie, pour 54% de ces jeunes plus pragmatiques que leurs aînés, et surtout conscients plus tôt de leurs véritables besoins, elle n'est plus qu'un moyen parmi d'autres d'atteindre au statut et au mode de vie souhaités. Pour 32% elle n'est plus envisagée qu'en fonction de sa rétribution et n'est qu'un secteur d'activité parmi d'autres où du temps est échangé contre de l'argent. Ce n'est que pour un sixième d'entre eux qu'elle prend une véritable valeur en témoignant de l'existence dans le monde. Contrairement à ce qui est d'ailleurs trop souvent répété, l'exercice d'une profession épanouissante est pourtant encore souvent considéré initialement comme le meilleur de ces moyens. Pour les psychologues américains, il est admis qu'un besoin n'apparaît comme motivation agissante que si les besoins primaires de niveau inférieur ont déjà été satisfaits, de même que Marx soulignait que tout besoin satisfait en engendre un autre. N'est-ce pas le cas pour un nombre grandissant d'adolescents de nos sociétés industrielles avancées, quand l'abondance des biens de consommation et l'efficacité des mesures de solidarité en arrivent à faire oublier les besoins antérieurs de survie matérielle et de sécurité?

A 14-15 ans, en classe de troisième, selon les conclusions d'une étude publiée en 1977 dans la revue *Avenir* et portant sur 2 500 lycéens, on retrouve ainsi une telle exigence chez plus des deux tiers des élèves. Au fil des ans, ceux qui, grâce à leur orientation, à leurs succès scolaires et à leurs privilèges de naissance peuvent garder intact l'espoir de la voir satisfaire, la développent et la concrétisent dans leurs choix et leur vie professionnelle. Certains, leurs études terminées, y attachent même un tel prix qu'ils vont parfois jusqu'à adopter des stratégies anticarrières à priori surprenantes et parfois marginales, quand l'intérêt des tâches l'emporte alors à leurs yeux sur les perspectives de salaire, de sécurité ou de promotion. Chez beaucoup d'autres au contraire, cette soif initiale d'accomplissement dans le travail se tarit à mesure qu'elle est perçue à tort ou à raison comme difficile à satisfaire. C'est alors, et alors seulement, que se développe le phénomène d'allergie dont témoignent à la veille de s'insérer dans la vie active un nombre grandissant de jeunes, soit qu'ils y aient toujours été prédisposés à cause des

faibles chances de réussite sociale offertes au départ par leur milieu d'appartenance, soit que leur âge, et donc leur expérience du monde extérieur, l'aient peu à peu nourri. Ces manifestations de distanciation méritent d'autant plus attention que, chose rare chez les jeunes, elles mettent le plus souvent en accord leurs discours et leurs conduites.

Au plan des discours, force est de mettre en valeur le nouveau sens accordé à la réussite, qui se mesure de moins en moins en termes de satisfactions professionnelles et de plus en plus en termes de réussites affectives et familiales. Ne pas exercer un métier qui plaise n'est jugé comme un critère d'échec que par moins de 20% des jeunes, tandis que la pire des éventualités en la matière serait de ne pas être heureux en couple ou de ne pas avoir de satisfaction avec ses enfants à 35 ans. Il s'agit d'une enquête publiée par le Centre d'études de l'emploi en 1975, confirmée entre autres par une enquête du *Nouvel Observateur* en 1976.

De plus en plus nombreux, d'après deux enquêtes récentes de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions, paraissent être les élèves des classes terminales, incapables de faire état de véritables motivations professionnelles et même de s'y intéresser, semblant préférer subir leur avenir au hasard d'orientations successives plutôt que chercher à le décider eux-mêmes. Interrogés sur ce qu'ils voudraient connaître, à travers les documents habituels d'information sur les métiers, imprimés ou audio-visuels, ils sont aussi plus de 90% à souligner qu'ils préfèrent être avertis du mode de vie qu'induit le métier présenté plutôt que de la nature même des tâches et des responsabilités que son exercice implique. Le cadre de vie habituel, son environnement, les relations amicales et familiales, l'influence de l'activité de travail sur les loisirs, les sports, la culture, leur paraissent ainsi beaucoup plus importants que les hypothèses de promotion et de formation complémentaire à partir du moment où paraissent satisfaits les besoins fondamentaux économiques, de sécurité et de stabilité.

D'après des travaux en cours, non encore publiés, menés parallèlement par l'Office national d'information sur les enseignements et les professions, et par le Centre d'études de l'emploi sur les qualités requises d'une profession souhaitée au moment des opérations d'orientation en classe de troisième ou de seconde, apparaissent en première ligne et à égalité le salaire et la certitude d'une vie familiale non perturbée par le métier, alors que 11% seulement des 2 600 élèves interrogés font allusion à l'attrait des tâches ou des responsabilités.

La vision qu'ont ces jeunes de leur future existence semble ainsi contraster chaque jour plus d'une part un temps de travail aliéné, indigne de tout véritable investissement personnel, et d'autre part un temps

libéré, étranger au travail et à son cortège de contraintes, jugé seul capable de satisfaire les besoins croissants de liberté et d'épanouissement. De là, au plan des comportements, les refus toujours plus nombreux de s'impliquer tout entier dans sa profession, et d'y assumer des responsabilités, l'augmentation de l'instabilité et de l'absentéisme, les refus de mobilité et de promotion, l'échec de tant d'initiatives de formation, probablement aussi la diminution de l'endogamie en milieu de travail, l'échec des initiatives ludiques sportives ou culturelles, centrées sur l'entreprise, et peut-être aussi la diminution du syndicalisme et de la participation politique chez les plus jeunes des travailleurs. Des travaux sociologiques anglais, tels ceux de Goldthorpe, Lockwood Beckinger et Platt, évoqués dans le remarquable ouvrage *L'ouvrier de l'abondance*, montrent d'ailleurs la persistance de ces attitudes chez des travailleurs plus âgés.

L'augmentation des conduites de marginalisme professionnel témoigne, elle aussi, de cette distanciation. Depuis une dizaine d'années semble croître, en effet, le nombre des jeunes qui, en âge d'entrer dans la vie active, commence à rejeter les modes d'insertion habituels. Les uns reculent cette échéance en prolongeant des études inutiles, ou en recherchant systématiquement des emplois intérimaires, occasionnels ou saisonniers. Les autres préfèrent tout abandonner de leurs acquis scolaires en s'orientant vers des carrières ou des emplois sans aucune relation avec leur formation initiale, mais satisfaisant leurs véritables appétits, tels par exemple les monitorats de sport ou de loisir, des activités artisanales plus ou moins archaïques, des expériences d'élevage communautaire à la campagne. D'autres enfin, restreignant leurs habitudes de consommation, se satisfont de courtes périodes de travail, entrecoupées de longues périodes d'inactivité, de travaux à temps partiel et souvent même de véritables conduites de marginalisme social à la limite de l'anomie et même de la délinquance.

Il semble qu'en France par exemple, plusieurs centaines de milliers de jeunes de 18 à 23 ans, comme l'ont montré les études réalisées par un groupe de travail *ad hoc* réuni à l'initiative du ministère du Travail français en 1978, se trouvent aujourd'hui dans une telle situation que par ailleurs l'évolution actuelle de l'organisation du travail et la crise économique ne font qu'encourager.

Il semble bien que cette distanciation à l'égard du travail qui, répétons-le, ne doit pas être confondue avec un refus de travail, s'étend à des groupes socio-culturels toujours plus nombreux, et tend ainsi à intéresser des sujets de moins en moins jeunes, comme s'il y avait imprégnation progressive des mentalités adultes par celles des jeunes générations.

Beaucoup de jeunes cadres commencent ainsi à en témoigner, de même qu'elle paraît intéresser progressivement aussi le sexe féminin, à mesure, semble-t-il, que le fait pour une femme d'exercer une profession entre dans les mœurs et les habitudes culturelles. Les jeunes filles y semblent d'autant plus sensibles en effet que leurs propres mères et à fortiori leurs grands-mères ont déjà depuis longtemps une expérience personnelle de travail, et que l'exercice d'une profession apparaît moins liée aux revendications nouvelles d'autonomie et d'égalité des sexes.

Beaucoup d'explications peuvent être proposées à ce phénomène, et il est probable que si elles se conjuguent le plus souvent, l'influence spécifique de chacune d'entre elles est chaque fois fonction du statut personnel socio-culturel et scolaire.

Les premières tiennent à l'évolution même du concept de jeunesse. Fait de culture et non de nature, il reflète les évolutions de la société et en particulier, depuis quelques décennies, l'allongement de tous les apprentissages sociaux et professionnels qu'impliquent la spécialisation croissante des tâches et la diversification des structures et des hiérarchies.

Il faut aujourd'hui de plus en plus longtemps pour passer de l'enfance à l'âge adulte, de l'école à la vie active, ce qui oblige les jeunes à affronter une période toujours plus longue d'indétermination des projets et des rôles, marquée par une succession insécurisante de modèles éphémères et de stratégies souvent contradictoires. Il y a vingt ans, le terme de jeune travailleur, dans le langage administratif ou politique, s'adressait exclusivement à des sujets de 16-18 ans. Il n'est pas rare aujourd'hui que, dans les recommandations officielles et internationales, il concerne des sujets de 23 à 25 ans. Ces retards à l'insertion maintiennent dans un état de pensée déréelle, compliquent le passage du statut de consommateur à celui de producteur, et finissent peu à peu par stériliser les enthousiasmes et les engagements. La représentation du travail est la première à pâtir de cette détérioration des élans et des certitudes. Elle est encore plus menacée quand, comme c'est le cas actuellement dans beaucoup de sociétés développées, les futurs travailleurs, confrontés à un système méritocratique et mus par une demande d'éducation grandissante, font à l'école l'apprentissage de l'échec en même temps que celui de leur future profession. L'allongement des scolarités et la démocratisation de l'enseignement, s'ils offrent à certains de nouvelles chances de réussite sociale, se traduisent aussi, pour le plus grand nombre, par des sélections toujours plus sévères. En France par exemple, les successives orientations en troisième, en première, au baccalauréat et dans les années de propédeutique universitaire, abou-

tissent pour presque tous les jeunes à des choix plus imposés par la réussite et surtout la non-réussite que par de réelles motivations. Plus les scolarités se prolongent et plus se rétrécit l'éventail des métiers possibles, plus aussi l'avenir travail apparaît comme le fruit de mécanismes aveugles reflétant le plus souvent l'inégalité persistante des chances socio-culturelles et socio-économiques de départ. Les travaux de l'Institut national d'études démographiques et ceux du Centre d'études de l'emploi montrent ainsi que pour la plupart des élèves, toute la réussite scolaire est presque entièrement déterminée par l'âge d'entrée dans l'enseignement secondaire, âge qui lui-même est directement corrélié avec l'appartenance sociale.

La contradiction qui apparaît alors entre cette réalité, très tôt perçue par les jeunes et les discours politiques, familiaux ou pédagogiques qui insistent au contraire sur les prétendues conquêtes sociales du progrès éducatif, est toujours lourde de frustrations et de révoltes. Une société qui ne tient pas ses promesses en matière d'enseignement ne peut espérer être crue quand elle promet en matière d'emploi et de travail.

Parmi les facteurs qui paraissent jouer très précocement dans cette désacralisation du travail, il faut aussi mentionner une hypothèse que nos propres travaux ont mise en évidence depuis quelques années et qui, très curieusement, tient au nouveau partage des rôles parentaux dans la famille. Tout semble en effet se passer comme si l'image du travail était directement corrélée au rôle du père dans sa double fonction de *pater familias* et d'*homo faber*.

Moins il assume ces rôles, soit qu'il soit physiquement absent du domicile, soit qu'il intervienne moins dans les responsabilités habituelles éducatives ou relationnelles, et plus les enfants ont tendance à dévaloriser le travail au profit des valeurs familiales, c'est-à-dire à préférer une existence riche de satisfactions conjugales ou parentales à une réussite socio-professionnelle de type carriériste marquée par des promotions, des succès et de grandes responsabilités. C'est encore plus le cas quand la mère, qu'elle exerce une profession ou non, est obligée de se substituer à son époux et de pallier ses carences, en assumant presque seule la plupart des rôles de chef de famille. Les nouvelles attitudes jeunes à l'égard du travail pourraient donc s'expliquer en tout ou partie par l'amenuisement de l'image paternelle, liée aux nouvelles conditions de vie de nos sociétés industrielles et au fait que les jeunes ont de moins en moins l'occasion d'intégrer la valeur travail dans leur personnalité à mesure qu'ils sont moins souvent, comme auparavant, les spectateurs du travail de leur père ou les bénéficiaires de sa fonction natu-

relle de médiateur entre la société extérieure et la cellule familiale. Il s'agit là d'un champ de recherches assez difficiles à mener, dans la mesure où elles impliquent des approches multidisciplinaires aussi bien économiques que psychanalytiques.

Dans un tout autre domaine, force est aussi d'évoquer l'évolution récente sous l'effet du progrès technologique, des conditions habituelles de travail. Les progrès de l'éducation et de l'information entraînent obligatoirement chez tous les individus une élévation de leurs niveaux d'attente et un accroissement de leurs besoins personnels d'épanouissement et de réalisation. Le fossé malheureusement ne cesse de se creuser entre cette demande et les chances de les voir satisfaits, à mesure que la plupart des tâches, en se diversifiant et en se spécialisant, commencent à entraîner une déqualification croissante et rapide de beaucoup des emplois et des professions. La plupart des économistes s'accordent à penser que le pourcentage des travaux peu ou pas qualifiés, des tâches parcellaires ou répétitives, des fonctions sans pouvoir de création ou de décision, augmente depuis quelques années d'environ 1% par an, et que les progrès de l'automatisation et de l'information, dans les secteurs secondaire et surtout tertiaire, sont de nature à laisser prévoir une accélération sensible de cette évolution dans les années à venir, si rien ne change des habitudes politiques ou économiques et des techniques de production et d'organisation du travail. Les jeunes sont particulièrement sensibles à cette déqualification puisque leurs chances d'être affectés à un emploi de manoeuvre dans les trois premières années de vie active ont augmenté de plus de 20% en dix ans en France, selon les études du Centre d'études et de recherches sur les qualifications, et que même plus de 50% des titulaires d'une réelle qualification sont condamnés, au début de leur vie professionnelle, à des emplois d'ouvrier spécialisé.

L'inflation des diplômes se traduit aussi par leur dévalorisation. Les probabilités de devenir cadre moyen avec un baccalauréat ou cadre supérieur avec un diplôme universitaire ont ainsi diminué, d'après les mêmes sources, de plus de 30% pendant la même décennie. De même diminuaient d'autant pour les jeunes leurs chances ultérieures de promotion, du fait de l'allongement moyen des temps d'activité pour l'ensemble de la population et du fait du blocage et du resserrement de la plupart des structures socio-professionnelles et de leurs hiérarchies. Contrairement à ce qu'il est souvent suggéré, ce ne sont pas seulement les emplois ouvriers à la chaîne qui reflètent ces phénomènes. Ils sont le fait de la presque totalité de professions, à mesure que la division des tâches et la spécialisation, si elles réclament toujours plus de

connaissances initiales, rétrécissent parallèlement les domaines personnels d'intervention et les vident de tout pouvoir de décision ou d'initiative.

Beaucoup de politiques d'enrichissement des tâches semblent avoir aujourd'hui plus ou moins échoué, et rares sont les entreprises et les systèmes politiques qui ont su élargir l'intérêt du travail proprement dit de responsabilités complémentaires enrichissantes, qu'elles soient de type participation ou autogestion.

Les prospectivistes pensent aujourd'hui que nous allons vers une économie duale, c'est-à-dire une économie qui verrait coexister deux populations très différentes de travailleurs. L'une minoritaire, faite de sujets gardant pouvoir de décision et de création, et sévèrement sélectionnés à travers des filières à *numerus clausus*. Véritable élite laborieuse, elle bénéficierait d'avantages économiques certains et surtout d'une grande sécurité de l'emploi. L'autre, majoritaire, serait faite d'une main-d'œuvre peu qualifiée ou formée à travers des sélections scolaires incertaines et condamnée de ce fait à n'occuper que des emplois polyvalents, sans responsabilité, et interchangeable entre eux au prix de courtes périodes de formation complémentaire. Cette population qui ne bénéficierait pas du prix attaché à la vraie sélection, et donc à la pénurie, se verrait condamnée à la mobilité, aux emplois intérimaires et aux reconversions incessantes, sans jamais pouvoir espérer de son travail aisance ou sécurité. Il lui serait pourtant, beaucoup plus qu'aujourd'hui, reconnu le droit et les moyens de réaliser ses attentes dans les loisirs, la culture, le sport, ne serait-ce que par un raccourcissement de ses temps de travail. Le développement actuel des emplois précaires, des contrats à durée déterminée, des agences de travail intérimaire et des travaux saisonniers, semble représenter les prémices d'une telle évolution que risquent d'accélérer les revendications, surtout féminines, de travail à temps partiel, et peut-être aussi la moins grande participation aux économies occidentales de la main-d'œuvre immigrée. Comment les jeunes, mieux informés qu'hier de ces réalités et de ces menaces, pourraient-ils attendre de ces perspectives les mêmes encouragements que ceux que ne cessent pourtant de leur prodiguer leurs parents et leurs éducateurs? Comment aussi pourraient-ils inscrire leur avenir dans la sécurité de carrières toutes tracées, quand les pouvoirs publics ne cessent de prôner les bienfaits de la formation permanente, des recyclages ou des mobilités professionnelles ou géographiques?

Un troisième mode d'explication tient à l'influence grandissante des *mass media* sur l'ensemble des systèmes de représentation de la jeunesse.

Lorsqu'il s'agit du travail et de l'emploi, cette influence semble agir à nouveau en exaltant les attentes, et en exagérant l'importance des obstacles à leur réalisation.

Plus qu'une société de consommation, notre société contemporaine tend à devenir une société de comparaison où chacun, pour la première fois, devient à même de tout connaître de la vie et du travail des autres, et peut donc les mettre en parallèle avec ses propres chances de réussite. Cet élargissement des horizons pourrait avoir des effets bénéfiques s'il enrichissait les ambitions des plus jeunes, et les amenait à se dépasser pour atteindre les objectifs nouveaux qu'ils découvrent. C'est rarement le cas, à cause de la vision déformée que les *mass media* ont l'habitude de donner du vécu quotidien. Loin d'être les témoins fidèles qui pourraient aider aux choix juvéniles en donnant de la réalité une représentation objective, le cinéma et surtout la télévision, pour flatter les curiosités et retenir à n'importe quel prix l'attention, cèdent à deux tentations qui ne peuvent que désorienter et décourager leurs spectateurs en quête de projets d'avenir. En insistant trop sur des réussites sociales exceptionnelles, ou sur des destinées merveilleuses, ces *mass media*, loin d'en donner l'appétit, ne font bien souvent pour la grande majorité des jeunes que souligner tout ce qui les sépare des futurs plus modestes et moins enthousiasmants qui les attendent. La distance paraît souvent si grande qu'elle génère plus de regrets et de frustrations que de véritables engagements. Il n'est jamais bon pour des esprits encore trop dépourvus de sens critique et de sagesse de ne comparer son propre sort qu'à des modèles inaccessibles. Ces sources d'information modernes insistent trop aussi sur le rôle dans les réussites données en exemple, de la chance, du hasard ou des relations essentiels font qu'interrogés, la plupart des jeunes leur accordent dans leurs stratégies futures plus d'importance qu'aux études, à la persévérance et au travail.

Ce sont là, dira-t-on, réactions puériles. Mais sont-elles si différentes de celles de ces adultes toujours plus nombreux qui rêvent leur futur à travers la promesse de gains aux jeux ou à travers les prédictions quotidiennes des rubriques d'astrologie?

Une autre explication tient, semble-t-il, aussi à la moindre prégnance des idéologies actuelles. Si la valeur travail a longtemps bénéficié d'un rare consensus de tous les systèmes de pensée, il n'est pas étonnant qu'elle tende à se dévaloriser à mesure que paraît diminuer chez les jeunes leur influence. Les enquêtes menées actuellement sur les participations religieuses ou les engagements politiques traduisent en effet une très rapide et très large désaffection. Quand la fréquentation régulière des lieux du culte décroît en même temps qu'augmentent les

attitudes de distanciation à l'égard du militantisme ou du syndicalisme, les jeunes paraissent les plus sensibles à cette évolution. D'après un sondage récent mené en France par nous-mêmes avec le concours de l'IFOP et en voie de publication, près d'une population de 18-23 ans, 60% se refusaient à faire état d'une quelconque préférence politique, 12% affirmaient un choix écologique et seulement 28% se référaient à une préférence pour un des partis classiques. Ces jeunes sont les plus nombreux aussi à s'abstenir dans la plupart des élections. Chez les mêmes, si 60% affirmaient croire en Dieu, 17% seulement faisaient état d'une pratique religieuse régulière.

Comment, dans ces conditions, continuer à attendre des idéologies classiques la même défense qu'hier d'une valeur travail qui pâtit avec beaucoup d'autres de leur faillite globale. La découverte par la jeunesse occidentale, d'autres civilisations et d'autres philosophies, qui comme par exemple en Inde ont su faire l'économie d'une sacralisation exagérée du travail et de la réussite sociale, va dans le même sens. Surtout quand, une fois de plus ce qui en est montré par les *mass media* ne cherche qu'à flatter les nouvelles attentes en la matière de cette jeunesse. C'est le cas aussi, quand de petites chapelles contestataires, à large audience dans les milieux jeunes, s'essaient par de nouvelles exégèses à démontrer que rien dans les paroles du Christ ou les écrits de Marx n'a jamais été de nature à vraiment conforter cette valeur travail. Ils sont nombreux aujourd'hui les jeunes à rappeler qu'aucun texte des Evangiles ne magnifie le travail et que Marx a écrit que «la liberté commençait là où s'arrêtait le travail». Dans le même ordre d'idées, il faut aussi souligner l'influence des attitudes actuelles de ces jeunes face au progrès. Pour un nombre grandissant d'entre eux il devient en effet plus un objet de crainte et presque de mépris que le témoignage du génie humain qu'il était pour leurs aînés. Il n'est plus considéré par la plupart que comme le véritable responsable de toutes les pollutions, de toutes les destructions du patrimoine naturel et de tous les risques atomiques. Ce nouveau jugement explique les motivations écologiques qui ne cessent de se développer, mais il induit aussi beaucoup d'allergies au travail quand ce travail paraît légitimer et nourrir un progrès technologique qui sans lui ne pourrait se développer et n'aurait pas de raisons d'être. En remettant en cause certains types de croissance et certains modes de consommation, beaucoup cèdent aux tentations de cette relation un peu fallacieuse. S'en étonner comme s'étonner de l'influence des autres facteurs explicatifs, c'est oublier que la marée d'informations diverses dont est submergée aujourd'hui la jeunesse, en développant un savoir en miettes, en mosaïque, stérilise à peu près tout de son sens critique.

Pour ne pas obéir aux modèles culturels encore en vigueur, toutes ces attitudes de distanciation à l'égard du travail n'en sont pas pour autant toujours dangereuses pour l'équilibre des individus et des sociétés. Elles ne remettent pas en cause l'obligation de travail et ne se traduisent que par des insatisfactions souvent surmontées par la découverte progressive d'autres intérêts de substitution sportifs, associatifs, sociaux, ludiques et surtout familiaux.

Il n'en est malheureusement plus de même quand, à ce type d'insatisfaction plus ou moins grand et plus ou moins bien toléré, se substitue le véritable sentiment de frustration que commencent à faire naître des conditions de travail trop insupportables, et surtout les inquiétudes en matière d'emploi. Quand l'ennui devient intolérable parce qu'à la fatigue s'ajoute le sentiment d'un futur socio-professionnel sans espoir de réussite et de réalisation de soi, quand ce n'est plus seulement le mieux-être qui paraît menacé, mais la totalité des besoins et des attentes les plus élémentaires. Le travail appauvri, l'instabilité de l'emploi et le chômage ou sa peur représentent alors des menaces dont les conséquences affectives, psychologiques et sociales deviennent chaque jour plus sensibles. Elles sont difficiles à apprécier et à mesurer, ne serait-ce que parce que les jeunes travailleurs ne disposent pas, loin de là, de toutes les structures d'observation, de prévention et d'appui psychothérapique dont bénéficient les étudiants ou ceux d'entre eux qu'un diagnostic de délinquance ou de danger moral place en ce domaine en situation presque privilégiée.

L'expérience des rares médecins du travail spécialisés dans les jeunes montre pourtant qu'augmentent dans toutes les entreprises les cas de *dropping out*, de névroses et de conduites suicidaires ou anormales. Ces manifestations de désinsertion paraissent d'autant plus fréquentes que les sujets sont jeunes, dépourvus de tout statut social autre que celui de travailleur, sont affectés à des travaux parcellaires, sans perspectives de véritable qualification, de promotion et surtout sont affectés à des tâches inférieures à leur niveau scolaire ou de formation. Beaucoup de ces attitudes commencent aussi à faire le lit de comportements toxicomanes ou prédélinquants, en même temps qu'ils semblent favoriser l'instabilité professionnelle, le marginalisme, l'emploi intérimaire et les abandons sans motif apparent d'expériences en cours pourtant satisfaisantes d'apprentissage, de formation permanente ou de recyclage.

Toutes ont par ailleurs en commun, outre le refus de s'investir peu ou prou dans l'activité professionnelle, celui de refuser aussi tout autre investissement de soi dans n'importe quelle autre participation sociale.

On pourrait imaginer qu'en réponse à une société adulte qui confond encore un peu trop entrée dans la profession et entrée dans la vie active, les jeunes réagissent en privilégiant à l'excès tout ce qui est affirmation de soi étrangère au métier.

Il n'en est rien et les frustrations liées au travail, loin d'engendrer des phénomènes de compensation, traduisent souvent au contraire les effets d'une véritable castration sociale. Le sujet que son emploi rebute et qui s'en détache semble parallèlement se détacher des autres activités qui pourraient témoigner autrement de son existence sociale. Abandonnant ses relations amicales antérieures et ses habitudes passées, ludiques, sportives, culturelles ou politiques, il se réfugie dans une complète passivité où, seul ou en bande, il cultive encore son ennui. Il n'est pas étonnant que cette désacralisation et cette vacuité morale et psychologique encouragent parfois la drogue et la violence. Le phénomène est encore plus sensible en cas de chômage et de recherche stérile et prolongée d'emploi. Les enquêtes de nos services, en particulier plusieurs monographies sur le chômage jeune, ne montrent pas de corrélation significative et immédiate entre non-emploi et délinquance, mais soulignent toutes au contraire ce désinvestissement affectif et social des jeunes chômeurs. C'est par ce biais que, dans une société où les besoins primaires continuent encore à être à peu près bien satisfaits, il y aurait passage du chômage à la délinquance, sans obligatoirement relation entre non-emploi et atteintes contre les biens. C'est d'ailleurs plus la peur du chômage que le vécu même de ce chômage qui, actuellement, explique la plupart des révoltes et des amertumes juvéniles. Dans une enquête personnelle dont les résultats ont été publiés en 1978 par le journal *Le Monde*, plus de 70% des jeunes encore scolarisés de tous milieux et de tous niveaux se disaient anxieux et pessimistes au sujet du chômage, et s'en croyaient directement menacés. Plus de 50% aussi accusaient à cette occasion la société adulte d'imprévoyance, d'égoïsme et de racisme anti-jeune. C'est probablement cette rancœur et cette méfiance qui paraissent aujourd'hui les plus dangereuses pour l'équilibre des sociétés et des individus.

Continuer à imposer à cette jeunesse une vision trop embellie et souvent dépassée du travail, c'est l'exposer à des frustrations toujours plus sévères et dangereuses, et c'est aussi prendre le risque d'un phénomène de contagion de la dévalorisation de la valeur travail à toutes les autres valeurs.

Si le discours adulte ne prend pas en compte, dans ce domaine précis, les effets de la déqualification des tâches et du divorce qui s'élargit entre la plupart de ces tâches et les attentes des jeunes, il ne peut être

perçu que comme mensonger et manipulateur. Comme cela commence à être le cas, ce reproche confond ainsi peu à peu dans le même mépris ou ce qui est parfois pire, dans la même indifférence, l'ensemble du système éthique. A trop vouloir faire du travail le seul facteur de rééducation ou d'insertion dans la vie active, parents, éducateurs et pourquoi pas criminologues, en arrivent ainsi, par obéissance à une idéologie devenue pour beaucoup inadéquate, à aggraver les conduites antisociales ou asociales plutôt qu'à les corriger. Il devient de plus en plus évident que ce n'est pas en imposant à un jeune en danger moral un travail en miettes, parcellaire, ingrat, pénible ou ennuyeux, qu'il est possible de lui faire accepter les règles du jeu social, bien au contraire. Puisque les progrès de la technologie, de l'information et de l'éducation conduisent un nombre grandissant d'adolescents à ne plus se satisfaire, en termes d'épanouissement et de réalisation de soi, de ce que leur offre le monde du travail, n'est-il pas temps de chercher d'autres solutions? Dante écrivait que l'homme se réalise tout entier dans son œuvre. Pour beaucoup, œuvre et emploi ne coïncident plus. N'est-il pas temps de proposer aux jeunes les plus fragiles, ou les moins à même de s'investir dans leur futur travail, d'autres perspectives à leur soif naturelle de réalisation personnelle? Les aider à «faire œuvre» de la culture, du sport, de l'écologie, de la politique ou d'activité communautaire, participative ou associative, déboucherait sûrement alors sur plus de satisfactions et d'équilibre qu'un travail imposé et rejeté dont les vertus ne sont souvent plus que le reflet d'un monde évanoui. Certains jeunes s'y essaient spontanément, dans des initiatives de type «alternatives» ou communautaires, qui voient les activités de travail productif perdre de leur caractère contraint, en s'inscrivant dans de nouveaux modèles d'organisation du temps et du mode de vie. Même si ces initiatives ne peuvent espérer apporter une solution globale aux problèmes évoqués, ne serait-ce que pour des raisons économiques elles méritent d'être encouragées, et surtout peut-être d'être mieux étudiées. Alors que leur marginalisme apparent inquiète parfois les pouvoirs politiques et judiciaires, il n'est pas interdit de penser qu'elles pourraient représenter le meilleur type d'insertion possible pour certains marginaux et pourquoi pas certains délinquants.

Certains spécialistes de prospective, en particulier ceux du Commissariat général au Plan français, réunis sous la présidence de François Giroud au début de cette année, ont aussi avancé l'hypothèse d'une économie duale qui ne contrasterait pas entre eux des groupes d'individus, mais proposerait à chaque citoyen un «travail partagé», c'est-à-dire un plan de vie individuel où chacun, dans la journée, la semaine ou l'année, organiserait le plus librement possible son temps,

entre travail contraint et activité libre, entre travail marchand et activité désaliénée (participative, culturelle, associative ou autre). Ce serait là, semble-t-il, la seule solution susceptible de concilier des impératifs économiques et des tendances psychologiques aujourd'hui de plus en plus incompatibles.

Il serait naïf pourtant de ne pas mesurer quelles révolutions idéologiques, culturelles, politiques et socio-économiques nécessiterait préalablement une telle évolution du concept de travail dans nos sociétés modernes.

BIBLIOGRAPHIE

- Amado et Stoffaes: *Vers une économie duale*, Documentation française, 1980.
- Association des Ages: *Les jeunes et le premier emploi*, Collectif, Paris, 1978.
- Balazs G.: «Recherche d'emploi et chômage en début de vie active,» dans *Jeunes et premiers emplois*, PUF, 1980.
- Balazs G., Poupard-Chominot A.: *Les jeunes filles en formation professionnelle devant le travail*, CERCETJ 1970.
- Baudot J., Desmottes J. M., Vimont C.: Conditions de vie et d'emploi des jeunes travailleurs, dans *Travaux et Documents* n° 50, Paris, PUF, 1968.
- Bourdieu P., Passeront J. C.: *Les Héritiers*, Editions de Minuit, 1964.
- Danzin: *Société et Technologie*, Documentation française, 1980.
- Delcourt C.: Les jeunes dans la vie active, dans *Economie et statistique* n° 18, décembre 1970.
- Et si chacun créait son emploi?, revue *Autrement* n° 20, Paris, septembre 1979.
- Friedmann G.: *Le travail en miettes*, Paris, Gallimard, 1964.
- Gavi P.: Les ouvriers, Paris, Mercure de France, *Bulletin du CEE* n° 43, Paris, 1980.
- Gershuny J. J.: L'économie duale, dans *Economie et humanisme* n° 249, 1979.
- Gershuny J. J.: *L'économie informelle*, traduction française Futuribles, juin 1979.
- Giroud F.: *Demain le travail*, Documentation française, 1980.
- Goldthorpe J., Lockwood D., Bechinger F., Platt J.: *L'ouvrier de l'abondance*, Le Seuil, 1972.
- Herzberg F.: *Le travail et la nature de l'homme*, Entreprise moderne d'édition, 1977.
- Idiart P., Goldstein R.: *L'avenir professionnel du milieu populaire*, Paris, Editions ouvrières, 1965.
- «Jeunes cherchent boulot», revue *Autrement* n° 21, 1979.
- Kreutz H.: *La jeunesse et l'évolution de la société*, Conseil de l'Europe, 1973.
- Lesourne: *Emploi et relations de travail*, Documentation française, 1980.
- Mac Rae N.: The coming Entrepreneurial Revolution, *The Economist*, 25 décembre 1976.
- Mangenot M., Alix N., Remoussin F.: *Les jeunes face à l'emploi*, Paris, Editions universitaires, 1972.
- Mathey C.: *Recherche de travail et temps de chômage, dans L'entrée dans la vie active*, PUF, 1977.
- OCDE: *Face aux futurs*, rapport final du projet Interfuturs 1979.
- Pome R., Thelot C., Jousset M. E.: *L'enquête formation-qualification professionnelle de 1970*.
- Que va devenir le travail*: Collectif, Société française de psychologie, Entreprise moderne d'édition, 1978.
- Rousselet J.: *L'allergie au travail*, Editions Le Seuil, 1974, réédition Le Point, 1978.
- Rousselet J.: *La jeunesse malade du savoir*, Editions Grasset, 1980.
- Rousselet J., Balazs G., Mathey C.: «Idée de travail, de réussite et d'échec chez des jeunes de milieux scolaires et sociaux différents», dans *Les jeunes et l'emploi*, PUF, 1975.
- Rousselet J.: *Processus de marginalisation professionnelle des jeunes*, Rapport remis au ministre du Travail, Paris, octobre 1978.
- Rousselet J.: Quelques aspects des ambitions sociales des adolescents, dans *Enfance*, 1977.
- Rousselet J.: Nouvelles attitudes de la jeunesse face au travail, communication à l'Académie des sciences morales et politiques, juin 1971.
- Rousselet J., Faguer J. P., Balazs G., Kandel I., Dossou F., Mathex C.: *L'entrée dans la vie active*, PUF, 1977.
- Rousselet J.: *Les contradictions de la société d'assistance*, Paris, Le Nef.
- Sauvy A.: *La révolte des jeunes*, Paris, Calmann Levy, 1970.
- Scharpf F.: *Capitalism of yesterday and of to-morrow*, Fondation internationale des sciences humaines.
- Schmidt N.: Situations de jeunes au chômage, *Bulletins du CEE*, 1980.
- Thevenet L.: Les catégories sociales en 1975. L'extension du salariat, dans *Economie et statistique*, août 1977.
- Vincent G.: *Les lycéens*, Paris, Gallimard, 1974.
- West D. J. et Farrington D. P.: *The delinquent way of life*, London, Heinemann, 1977.

AUTRES FACTEURS ET INFLUENCES DE SOCIALIZATION DES JEUNES

AUTRES FACTEURS ET INFLUENCES DE SOCIALIZATION DES JEUNES

Rapport par M. W. Hollstein,
professeur à l'Université de Berlin,
République Fédérale d'Allemagne

1. Introduction

1.1. Depuis quelques mois, quelques années déjà, les jeunes apparaissent de plus en plus aux yeux de l'opinion publique comme une source de problèmes graves et il n'est pas rare que la jeunesse soit ressentie comme déviante en soi.

Une enquête menée en 1979 par l'Institut de sondage d'Allensbach (République Fédérale d'Allemagne) sur les jeunes Allemands de 17 à 23 ans révèle que sur 5,4 millions de jeunes, 700 000 sont des marginaux et 2 millions, sans compter ces 700 000, sont mécontents du système. « Bilan de cette enquête d'Allensbach: 2,7 millions de jeunes — c'est-à-dire un sur deux — sont déçus de la situation qui règne actuellement dans le pays » (Oltmanns 1980, 38). On ne dispose pas de chiffres permettant une comparaison directe avec les adultes.

Les statistiques des ministères de l'Intérieur et de la Justice ainsi que des autorités de police¹ des pays d'Europe occidentale accusent toutes une forte progression de la délinquance juvénile. Dans ce pays également la participation croissante des jeunes aux activités criminel-

1. Des informations ont été demandées aux ministères de la Justice et de l'Intérieur (ou institutions comparables, en Angleterre, par exemple, au *Home Office*), des pays suivants: France, Italie, Angleterre, Ecosse, Luxembourg, Autriche, Suisse, Danemark, Suède, République Fédérale d'Allemagne, Belgique, Hollande et Espagne, ainsi qu'aux directions générales/préfectures de police de Luxembourg, Rome, Paris, Marseille, Londres, Glasgow, Vienne, Zurich, Genève, Copenhague, Bruxelles, Amsterdam, Berlin, Francfort et Stuttgart. Les ministères du Luxembourg, de la Suisse et de la Belgique n'ont pas répondu, non plus que les services de police de Luxembourg, de Vienne, Zurich, Genève et Bruxelles.

les retient l'attention du public et fait l'objet de nombreux débats (Radzinowicz/King, 1979); on constate aussi la progression chez les adolescents du nombre des suicides et de la consommation d'alcool, de drogues et de médicaments (Oltmanns, 1980). Les études comparatives réalisées dans ce domaine montrent toutefois que pour ce qui est des taux d'augmentation révélés par les statistiques de police, les moins de 21 ans se distinguent peu des adultes (Albrecht/Lamnek, 1979). L'attention particulière que la société prête au comportement déviant des jeunes ne s'explique donc pas uniquement par cette augmentation quantitative.

1.2. Outre les agents traditionnels de socialisation, famille, école et monde du travail, analysés dans un autre document, on attribue de plus en plus la responsabilité de la fréquence accrue du comportement déviant à d'autres facteurs tels que les bandes de jeunes, les discothèques, l'hostilité des grandes villes modernes envers les enfants, la société de consommation capitaliste et aussi, et non parmi les moindres, l'effet de stigmatisation d'organes de contrôle social comme la police, l'assistance sociale et la justice. L'étude de ces facteurs à laquelle nous allons devoir nous attacher dans ce qui suit n'en est encore qu'à ses débuts, à la différence des recherches sur la famille et l'école.

1.3. Commençons par clarifier certaines notions importantes pour notre étude.

1.3.1. Nous entendons par socialisation un processus d'apprentissage dans lequel l'individu réagit activement aux messages que les institutions et agents sociaux cherchent à lui transmettre (Meinhold/Hollstein, 1975). L'intéressé contribue à déterminer le déroulement et le résultat du processus en fonction des besoins ressentis, des stratégies d'action et des capacités acquises jusque-là. La société et les conditions institutionnelles de socialisation ne doivent donc pas être considérées comme des facteurs influant directement sur le comportement; les effets de ces facteurs externes varieront plutôt selon les conditions internes déjà mises en place (West, 1967).

1.3.2. La délinquance est comprise comme le résultat d'une *interaction* de conditions externes et internes. Elle est qualifiée de *fait social* lorsqu'un comportement de ce type est classé dans les comportements délinquants (Rubington/Weinberg, 1967). La déviance n'est donc pour nous «ni exclusivement un trait de comportement ou de personnalité inhérente, ni la simple attribution d'une étiquette, ni la conséquence inéluctable de certains facteurs environnementaux... mais elle englobe tous ces aspects» (Abele, 1975, 13).

1.3.3. Les recherches les plus récentes sur la socialisation montrent clairement que l'effet de socialisation est le résultat de processus à *plusieurs niveaux*. Plusieurs variables (*The interaction of conditions* (Maclver, 1967, 47)) doivent conjuguer leurs effets pour qu'apparaisse un comportement délinquant.

1.3.4. A la base de l'apparition du comportement délinquant, on trouve l'environnement immédiat de l'intéressé, c'est-à-dire au premier chef la structure d'interaction et le style d'éducation de ses références les plus proches, en règle générale la famille (Maclver, 1967). «Le déficit de socialisation est amorcé dans la famille et souvent consolidé pendant la scolarité et la formation» (Kaiser, 1977, 117). Les facteurs dont nous avons à traiter plus particulièrement ici, comme les moyens de communication de masse, agissent plus au niveau de la consolidation que de la causalité proprement dite.

1.3.5. Le comportement déviant est pour nous *fonction de l'époque et de la société*. C'est ainsi que, par exemple, la violence peut dans des situations historiques données (Fanon, 1968) et dans certaines sociétés (Sirhan, 1975) être vécue comme libératrice, alors que dans d'autres le seul fait de la mentionner comme possibilité d'émancipation appelle une sanction négative qui peut consister, par exemple, à interdire l'exercice d'une profession (*Berufsverbot*) (von Balluseck, 1978).

1.3.6. Cette dépendance que l'on vient de signaler entre les formes de délinquance et le pouvoir de définition de la société en question exige que l'on se préoccupe plus activement de *l'univers du délinquant*, indépendamment de la réflexion des processus de définition au niveau des intérêts politiques. Si le monde qui détient le pouvoir de définition considère comme délinquant un individu ayant tel ou tel comportement, il faut bien voir aussi que «le délinquant ressent le monde comme un lieu de répression. Son comportement serait dès lors l'expression d'une lutte contre la répression» (Cohen/Taylor, 1977, 8). Quant à savoir si cette impression est objectivement fondée ou non, c'est une autre question.

1.3.7. Une comparaison historique montre que dans nos sociétés un contrôle social croissant relègue de plus en plus de possibilités de comportement humain dans le domaine de la déviance. On peut en donner comme exemple l'usage des drogues qui — historiquement — était jusqu'ici *common to mankind* (Mauss, 1975, 240). Considérant ce contrôle à la limite du totalitaire, il faut se demander s'il ne se pourrait pas que l'anomalie soit moins du côté de ceux qui subissent le contrôle que chez ceux qui l'exercent.

1.3.8. La délinquance n'est pas un acte singulier, mais un *processus* qui se développe sur une période assez longue (Clinard, 1974). La déviance est donc presque toujours le résultat d'une succession d'expériences sociales du déviant (Becker, 1973) explicables dans le contexte global de son vécu.

1.3.9. L'ampleur du thème en question oblige à se limiter à un bref aperçu des différents aspects, d'où la référence constante aux travaux plus approfondis et plus détaillés.

1.4. Avant d'analyser les différents facteurs de socialisation secondaire et tertiaire qui jouent un rôle dans l'apparition et la prévention du comportement délinquant, nous allons retracer la «carrière délinquante» d'une jeune fille dans la *globalité de son expérience vécue*. L'étude des facteurs pris individuellement, à laquelle nous passerons ensuite, sera plus facilement compréhensible à partir d'une situation globale concrète. Nous prendrons pour base l'histoire de Christiane F. de Berlin (Hermann/Rieck, 1980):

Christiane F. quitte un village du nord de l'Allemagne pour s'installer à Berlin où ses parents projettent d'ouvrir une agence matrimoniale. Le projet échoue et la famille doit quitter le bel appartement qu'elle occupait pour un quartier populaire, une cité-ghetto. «Gropiusstadt, un ensemble de tours logeant 45 000 personnes, avec gazon et centres commerciaux. De loin, tout avait l'air neuf et soigné. Mais quand on approchait, ça puait partout l'urine et le caca. Parce qu'il y avait beaucoup de chiens et beaucoup d'enfants. C'est dans les cages d'escaliers que cela puait le plus. Mes parents étaient furieux contre ces enfants de prolétaires qui salissaient l'escalier, mais la plupart du temps les enfants n'y pouvaient rien. Je l'ai compris la première fois où j'ai joué dehors et où j'ai eu besoin tout d'un coup d'aller aux toilettes. Lorsque l'ascenseur finit par arriver et remonter jusqu'au onzième étage, j'avais fait dans ma culotte. Mon père m'a battu.»

Dans un premier temps le groupe de pairs ne compense pas l'environnement ressenti comme hostile. «Nous jouions plus les uns contre les autres que les uns avec les autres. Il s'agissait en fait toujours d'embêter l'autre. De prendre, par exemple, son jouet neuf pour le casser. Tout le jeu consistait à avoir le dessus, à s'imposer et à montrer son pouvoir. Les plus faibles étaient les plus battus.»

A la maison Christiane doit supporter les humeurs de son père qui est en chômage. «Ma mère allait travailler et il restait à la maison puisque l'agence matrimoniale n'avait rien donné. Mon père attendait de trouver un autre travail qui lui convienne. Assis sur le vieux divan, il atten-

dait. Et il avait de plus en plus souvent des accès de rage folle. . . A table, je commençais déjà à avoir peur, si je renversais quelque chose je prenais une volée. S'il n'avait pas rencontré ma mère il serait peut-être devenu intendant. . . Il suivait des cours pour ça quand il a rencontré ma mère. Elle s'est trouvée enceinte de moi, il a tout laissé tomber et l'épousait. Il avait dû se mettre dans la tête que ma mère et moi étions responsables de sa misère. . . Ca ne lui suffisait pas de détester sa famille, il la rejetait complètement. Il ne fallait même pas que ses amis sachent qu'il était marié et avait des enfants.»

Aux entraves imposées à la maison s'ajoutent les interdits du monde extérieur. «En fait, tout était interdit. Il y a des pancartes dans tous les coins de Gropiusstadt. Les prétendus jardins entre les blocs, il n'y pousse que des pancartes. . . Dans l'escalier et autour de notre immeuble, les enfants ne pouvaient marcher que sur la pointe des pieds. Jouer, courir, faire du patin à roulettes ou du vélo — interdit. Plus loin, il y avait du gazon avec à tous les coins un écriteau: «pelouse interdite». Dès qu'il y avait trois brins d'herbe — un écriteau. On ne pouvait même pas s'asseoir dans l'herbe avec nos poupées.» Sur l'aire de jeu, il était interdit de jouer au ballon. «Mais, j'ai compris qu'à Gropiusstadt, on avait le droit de jouer seulement de la manière prévue par les adultes: faire du tobogan et des châteaux de sable. Qu'il était dangereux d'avoir des idées de jeu à soi.» Même sur le terrain d'aventures aménagé par la suite, les enfants ne peuvent pas jouer à leur idée, parce qu'ils sont surveillés par les travailleurs sociaux et brimés par des plus grands. «Le petit bout de terrain d'aventures qui restait encore était de plus en plus occupé par des grands que nous appelions «rockers». Ils arrivaient déjà saouls dans l'après-midi, terrorisaient les enfants et cassaient tout. . . Les travailleurs sociaux n'y pouvaient rien. Après, le terrain d'aventures était de toute façon presque toujours fermé.» Les enfants se rabattent alors sur le supermarché tout proche où ils se mettent bientôt à voler de petits objets.

Pendant ce temps, la situation familiale de Christiane se détériore. Le père bat de plus en plus sa femme et ses enfants jusqu'à ce qu'on en arrive au divorce. La mère de Christiane rencontre un jeune homme et s'installe chez lui avec ses deux filles. Là aussi la situation est difficile. «Le pire, ce n'était pas une dispute de temps en temps, c'était quand nous étions tous tranquilles à la maison, quand nous étions tous dans le living et que Klaus feuilletait un illustré ou tournait les boutons de la télé et que ma mère essayait de parler soit avec nous soit avec son ami et que personne ne réagissait comme il faut. On était horriblement mal à l'aise.» Les soirées se passent désormais sans communication aucune, devant le téléviseur, de sorte que Christiane se met vite à chercher

dans la rue ce qu'elle ne trouve pas à la maison. La rue devient son lieu préféré. «Avec mes jeans et mes hauts talons, je me promenais presque tous les soirs jusqu'à dix heures dans les rues. J'étais dégoûtée de la maison mais, en même temps, je trouvais ma liberté formidable.»

Dans sa nouvelle école, qui lui déplait, elle est impressionnée par plusieurs camarades qui forment une bande; elle est initiée à un monde nouveau où il est question d'être *cool*, *in* (à la mode), de musique (Led Zeppelin, David Bowie, Ten Years After, Deep Purple, l'album du festival de Woodstock) et d'alcool, de marijuana, etc. «Je ne me sentais pas encore tout à fait comme les autres. Je me trouvais encore trop jeune pour ça. Mais les autres étaient mes modèles. Je voulais être ou devenir le plus possible comme eux. Je voulais suivre leurs leçons parce que je pensais qu'ils savaient comment rester *cool* et ne pas se laisser faire par tous ces cons et toute cette merde. De toute façon je n'écoutais plus les parents et les professeurs. Pour moi il n'y avait plus que la bande qui comptait. . . » Christiane passe maintenant tout son temps avec la bande, de préférence dans le *Haus der Mitte*, un centre de jeunesse de l'église protestante. C'est là qu'elle commence à fumer du haschisch. «Je fumais tous les soirs. . . Les travailleurs sociaux de l'église qui s'occupaient du club nous baratinaient à l'occasion quand nous fumions. . . Ils disaient simplement de ne pas exagérer, de ne pas s'en servir comme moyen d'évasion ou quelque chose comme ça et surtout de ne pas passer aux drogues dures.» La coupure avec la réalité se produit quand même, malgré ces mises en garde. «Non seulement je fumais, mais je buvais du vin et de la bière quand je n'avais pas de hasch. Ça commençait dès que je sortais de l'école ou même le matin quand je séchais. Il fallait toujours que j'aie quelque chose. Je planais tout le temps et d'ailleurs c'est ce que je voulais pour ne pas avoir à faire face à toute cette saloperie à l'école et à la maison.» «Ma famille, c'était la bande. Il y avait là quelque chose comme de l'amitié, de la tendresse et même de l'amour. Rien que de s'embrasser quand on se rencontrait ça me plaisait beaucoup. On s'embrassait tous gentiment. Mon père ne m'avait jamais embrassée comme ça. Il n'y avait pas de problèmes dans la bande. Nous ne parlions jamais de nos problèmes. Personne n'embêtait les autres avec ses emmerdements à la maison ou au travail. Quand nous étions ensemble le monde pourri à l'extérieur n'existait plus. Nous parlions de musique et de drogue. Parfois de fringues et parfois de gens qui bottaient le cul de cette société de flics. On approuvait tous ceux qui faisaient un casse, volaient une voiture ou dévalisaient une banque.»

Ni la famille ni l'école ne peuvent arrêter Christiane dans sa carrière de droguée et de délinquante; au contraire: «Je me souviens encore

d'une grande bagarre avec un prof qui voulait nous parler de protection de l'environnement. La classe était de toute façon complètement apathique, ça n'intéressait personne. . . Ça m'a tapé sur les nerfs et j'ai gueulé quelque chose comme: qu'est-ce que c'est que cette merde que vous nous racontez, qu'est-ce que ça veut dire protection de l'environnement? Pour commencer, faudrait que les gens apprennent à vivre ensemble. Faudrait qu'on commence à l'apprendre ici dans cette saloperie d'école. Que les gens s'intéressent les uns aux autres et que tout le monde n'essaie pas d'avoir la plus grande gueule, d'emmerder et de rouler les autres pour avoir de meilleures notes. Et que les profs apprennent une bonne fois à voir clair et à juger correctement les élèves.» A part le centre de jeunesse, Christiane a désormais un deuxième port d'attache, le «Sound», une discothèque: «Je savais que c'était le bon endroit. On pouvait acheter de tout — il y avait des types terriblement *cool*. . . J'ai tout essayé à part l'héroïne, valium, mandrax, éphédrine, cappis, captagon, des quantités de hasch évidemment, et la défonce au moins deux fois par semaine. Les excitants et les somnifères, c'était par poignées. Le chemin mène tout droit à l'héroïne. Après un concert Bowie, Christiane veut voir «si le truc est vraiment aussi bon qu'on le dirait à voir leur tête des fois après une piqûre. Simplement comme ça. Je ne me rendais pas compte que dans les mois précédents, je m'étais systématiquement préparée à l'héroïne». Parmi les membres de la bande et au centre l'usage de l'héroïne se répand massivement. Christiane et son petit ami passent vite complètement à l'héroïne. Bientôt l'argent ne suffit plus à satisfaire les besoins: «Nous étions de nouveau complètement à sec. J'ai vite appris qu'on peut faucher facilement des trucs chers à la plage du Wannsee.» Les objets volés sont revendus à des receleurs et l'argent sert à acheter l'héroïne. Le stade suivant, c'est le trottoir: Christiane se prostitue pour pouvoir financer sa consommation croissante d'héroïne.

Son attachement au groupe s'en trouve encore renforcé: «Je voyais les grands-mères qui revenaient de faire leurs courses avec leur sac en plastique et qui nous regardaient d'un air dégoûté et carrément effrayé et je pensais: nous autres, on est quand même autre chose que ces gens-là. C'est vrai, on a une vie plus que dure, on peut mourir tous les jours et on mourra bientôt. Mais justement ça nous plaît comme ça. Moi en tout cas ça me plaît comme ça. Je pensais à l'argent que je gagnais. Il me fallait 100 marks par jour rien que pour la drogue. Avec mes autres frais, j'arrivais à 4 000 marks. . . 4 000 marks net, c'est ce que gagne un directeur et moi je les gagne à 14 ans.» Pendant ce temps survenaient dans la bande les premiers cas de mort par *overdose* d'héroïne.

Christiane en faisant le trottoir est arrêtée par la police: le contact avec les autorités devient vite une routine: «On nous a fait monter dans un minibus Volkswagen et on nous a conduites au commissariat. Les flics me regardaient de travers, mais à part ça ils m'ont fichu la paix. Ils m'ont simplement dit que c'était la troisième fois qu'ils me pinçaient et qu'il y avait déjà un dossier sur moi. Il y en a un qui a tapé le procès-verbal à la machine et il a fallu que je le signe. Cette fois-là, ils n'ont même pas prévenu ma mère, j'étais pour eux un des nombreux cas irrécupérables pour lesquels ils mettraient encore un ou deux procès-verbaux dans le dossier avant de pouvoir faire enfin une petite croix en face de mon nom.» Les policiers, les spécialistes de la répression des fraudes en matière de stupéfiants et les travailleurs sociaux traitent le cas de Christiane d'un point de vue purement administratif; on ne lui offre pas d'aide. L'attitude de Renate Schipke, fonctionnaire des services berlinois de la répression des fraudes en matière de stupéfiants, est à cet égard symptomatique: «On ne peut tout simplement pas aider les drogués. Ils ont toujours l'impression qu'on les enfonce parce qu'ils ne voient pas pourquoi ils devraient être punis. A mon avis, ces jeunes gens sont tout simplement beaucoup trop écervelés. Par curiosité et par envie, ils commencent à se piquer et sont tout étonnés quand ils doivent en subir les conséquences. Je crois qu'il est bon que Christiane soit punie aussi sévèrement que possible car chez un être aussi jeune le choc de la détention pourrait peut-être amener une amélioration.»

Pour finir, Christiane se met à revendre de la drogue. Le tribunal l'a reconnue coupable «d'acquisition répétée de stupéfiants et de recel répété de marchandises n'ayant pas acquitté les taxes fiscales». «La décision quant à l'application d'une peine prévue pour les mineurs sera prise après un délai d'épreuve.»

2. Facteurs de socialisation et délinquance

Après cette présentation donnée des principaux stades d'une carrière de délinquant en partant d'un exposé subjectif, nous procéderons dans ce qui suit à l'analyse des différents facteurs en nous référant à la littérature spécialisée.

2.1. Les intéressés eux-mêmes tout comme la littérature critique voient des influences décisives pour la délinquance juvénile actuelle dans l'état de notre société, la destruction de l'environnement, le danger nucléaire, la pollution, le chômage, le contrôle et la répression vont en s'aggravant. L'ère de la technique, naguère vantée comme bénéfique à l'humanité, apparaît de plus en plus comme une menace pour toute vie (E. M. Josephson, 1962). L'utopie d'un monde juste, paisible et heureux,

se révèle de plus en plus irréalisable; partout les espoirs politiques des jeunes ont été anéantis au cours des dernières années: «La jeunesse a vu sa démocratie «activiste» de la participation se muer en son contraire — en grêle de bombes nihilistes et en assassinats. Les remèdes politiques miracles du passé, comme les révolutions russe et chinoise par exemple, ont connu la même évolution négative, simplement sous un nom différent» (Alinsky, 1974, VIII). Les possibilités d'action politique sont limitées par un contrôle qui ne cesse de s'étendre (Becker, 1973) ou même criminalisées (von Balluseck, 1978). «L'essence de cette fonction de l'État consiste à déclarer déviante, par un acte d'autorité, telle ou telle activité ou personne et à en faire ainsi des objets de surveillance et de contrôle» (Matza, 1973, 157). Cette tendance est de plus en plus vivement critiquée et combattue par la jeunesse (Newfield, 1967).

A cela viennent s'ajouter l'absence de plus en plus aiguë de chances de réussite dans le domaine économique; la certitude d'obtenir un emploi à la fin de ses études disparaît et fait place à la léthargie, à la frustration et au désespoir (Wattenberg/Richey, 1966). La volonté de réaliser quelque chose s'affaiblit considérablement dès lors qu'on n'est pas du tout certain que cela débouche plus tard sur quoi que ce soit (Oltmanns, 1980).

L'évolution actuelle dans les domaines politique et économique fait naître chez les jeunes un sentiment d'aliénation dont les principaux aspects ont été répertoriés comme suit par Blancpain et Häuselmann (1974):

- sentiment d'impuissance (impossibilité d'influer personnellement sur le cours des choses),
- perception d'un état d'où toute norme est absente (les normes imposées au comportement ne sont en fait plus respectées),
- sens de l'absurdité et de la futilité de ce qui est perçu (les informations isolées ne permettent pas une compréhension d'ensemble),
- sentiment d'exclusion,
- aliénation par rapport à soi-même (l'on se sent l'instrument de quelque chose qui vous est étranger).

Dans le domaine privé, le monde des adultes n'a pas non plus grande valeur d'exemple: «Calmants, alcool, mariages détruits, divorces, maladies cardio-vasculaires, ulcères, frustration et enchantement de la prétendue «bonne vie»» (Alinsky, 1974, VIII) tels en sont les traits caractéristiques.

Les valeurs du monde des adultes que les jeunes pourraient prendre pour référence sont manifestement devenues rares (Friedmann, 1970), les adolescents au contraire se heurtent partout à la double morale, pour ce qui est, entre autres, de l'État: «en réprimant le mal et produisant l'apparence du bien, l'État révèle son souci permanent — pérenniser sa bonne réputation en dépit de sa propre tendance à la violence, à la répression et à la destruction» (Matza, 1973, 214). Et plus concrètement encore: «Comment peut-on s'attendre qu'un adolescent des quartiers populaires «respecte l'autorité» quand il sait que l'agent de police qui l'a arrêté comme rôdeur ou pour vol à l'étalage, vient de la criminalité organisée, que le portier de la maison de jeu de la mafia est un flic qui profite de ce qu'il n'est pas de service, qu'un escroc local est en cheville avec quelqu'un de la mairie, qu'un *bookmaker* local a échappé à la prison en achetant quelqu'un, que le maire qui se déclare partisan de la «loi et de l'ordre» paie des machines à sous illégales à son club privé ou à l'*American Legion Centre*?» (Cressey, 1971, 225).

Dans ces conditions, non seulement les descriptions critiques de la jeunesse (Oltmanns, 1980, par exemple), mais aussi les recherches sur le terrain constatent l'évidente disparition de la perception d'un sens de la vie chez les adolescents. Le système de légitimation traditionnelle de la société bourgeoise s'est comme dissous (Döbert/Nunner-Winckler 1975). Parow *et al.* en relèvent les conséquences directes: «A la crise de légitimation en tant que phénomène structurel correspond de la part des jeunes un refus de plus en plus vigoureux face aux attentes du système à leur égard: ils ne veulent pas devenir adultes, ou en tout cas pas le type d'adulte que les parents, l'école, l'employeur et l'opinion publique voudraient leur montrer et leur prescrire d'être (Parow *et al.*, 1976, 19). C'est ainsi que pour beaucoup de jeunes la vie devient une sorte d'alternance entre «la surface et la plongée» (Naumann *et al.* 1979), c'est-à-dire entre le temps objectivement imposé dans le cadre de la société «officielle» (école, apprentissage, travail, famille) et le temps subjectivement désiré au sein de la sous-culture ou contre-culture (groupes de pairs, bandes, discothèques, projets «autrement»). Les conséquences à long terme de cette attitude que certains sociologues qualifient de «personnelle à l'excès», «non impliquée décadente» (Wattenberg/Richey, 1966, 2) sont considérées comme destructrices pour notre société (*ibid.*).

Parallèlement à cette tendance à fuir tout simplement une société frustrante et à bâtir un monde à part, d'autres travaux mentionnent le désir des adolescents de détruire ce qu'ils ressentent comme une entrave (Lapassade, 1963, par exemple); on pourrait citer à ce propos des

mouvements tels que les *rockers*, *skinheads* et récemment les «autonomes» (petits groupes anarchistes indépendants).

2.2. Papendorf et autres voient un lien logique entre cette violence et l'*environnement architectural* des adolescents (1980): «Considérer les déprédations commises sur les voitures, les immeubles ou les ascenseurs comme le signe d'une violence croissante des jeunes contre les objets, d'une montée du vandalisme, c'est ne pas comprendre que l'environnement des jeunes aujourd'hui est entièrement construit, et couvert d'objets qui sont propriétés privées. Gazons, prairies, cours, granges, étables, greniers — tous ces endroits que les enfants et les jeunes pouvaient utiliser sans empiéter sur les droits d'autrui n'existent à peu près plus» (Papendorf et autres, 1980, 93). C'est ainsi que le goût de l'aventure des adolescents entre nécessairement en conflit avec les normes et les lois existantes (Gans, 1962). Dans les quartiers neufs, les banlieues et les villes nouvelles il est particulièrement difficile pour les enfants de satisfaire ce type de besoin (M. J. Chombart de Lauwe, 1966); ils sont entourés d'une architecture écrasante (Hadden, 1971). A cela s'ajoute le fait que dans ces agglomérations — du moins au début — les relations sociales tissées au cours des années dans l'habitat traditionnel n'existent pas (P. H. Chombart de Lauwe, 1963). Les violations des normes et des lois y sont donc fréquentes; ce qui précède est particulièrement valable pour les enfants de familles mal logées (M. J. Chombart de Lauwe, 1959).

Les études indiquent toutefois qu'il ne faut pas surestimer l'influence de ce mode de logement sur les comportements; la prédétermination des comportements par la classe sociale (Castells, 1977) et la spécificité culturelle du groupe (Mayerson, 1965) jouent un plus grand rôle dans la genèse du comportement déviant que le quartier en soi.

2.3. *Les loisirs en général* sont pour les adolescents l'occasion d'expérimenter les modes de comportement les plus divers sans être menacés de sanctions par la famille, de l'école, etc. (Grauner, 1973). D'après la littérature dont on dispose, cette expérimentation ludique semble associée à un certain degré d'ennui, celui-ci augmentant visiblement en raison inverse du niveau social. Les possibilités de loisirs sont d'ailleurs réduites dans les classes inférieures du fait de leurs limitations économiques et culturelles (Rainville, 1967). Les enfants de ces classes semblent avoir moins d'idées que ceux des classes moyennes sur la manière «dont ils pourraient occuper leur temps libre de façon constructive» (Mays, 1974, 91). «Ne rien avoir à faire, ne pas savoir où aller, égal ennui... pour tuer l'ennui, il faut faire que quelque chose se passe en partant de rien. Un acte qui entraîne une conséquence devient un événe-

ment; un événement c'est n'importe quoi de remarquable, que l'on peut raconter aux copains» (Robins/Cohen, 1978, 85). Ce désir de vivre quelque chose et d'en tirer matière à communication peut alors, en prenant la forme de transgressions et de destructions (Ganz, 1962) ou de bagarres (Willis, 1979), atteindre très vite la frontière du comportement délinquant.

Même les recherches précises sur le comportement des jeunes en matière de loisirs ne permettent de tirer que des conclusions générales sur le rapport entre délinquance et loisirs; on constate, par exemple, que les jeunes qui sortent souvent versent plus facilement dans la délinquance que ceux qui restent la plupart du temps à la maison (West/Farrington, 1977). La proportion de délinquants chez les jeunes qui sont souvent dans la rue, fréquentent assidûment les cafés, des discothèques et les officines des parieurs est nettement plus élevée que chez ceux qui lisent, prennent des jobs à mi-temps et suivent des cours du soir (West/Farrington, 1977, 181).

Ces chiffres généraux viennent appuyer la constatation peu surprenante que les adolescents dont le temps libre est plein d'activités constructives deviennent rarement délinquants (MacIver, 1967).

2.4. Tout cela n'a pas échappé à l'État et ces considérations sont à l'origine des structures de loisirs telles que les *Maisons des jeunes et de la culture*, maisons pour tous, etc. «Lorsque le monde des adultes organise pour les jeunes des activités de loisirs dans lesquelles les attentes et les comportements de ceux-ci sont dans une certaine mesure pris en compte, c'est toujours dans l'optique d'un contrôle social préventif; on vise par là l'intégration, l'adaptation et la conformité, une entrée en douceur dans le système de valeurs et de normes en vigueur» (Grauer, 1973, 264). Cet objectif pragmatique des autorités qui souhaitent, en offrant des possibilités de loisirs dans le cadre de centres ou de foyers de jeunesse, prévenir ou du moins limiter le comportement asocial des adolescents, détermine également la qualité de l'offre. Étant donné que les services chargés de la jeunesse ne disposent pas de crédits importants, il faut économiser sur et dans ces centres (Meinhold/Hollstein, 1975). On constate donc partout une nette disparité entre ce qui existe et ce que les jeunes attendent (Lüdtke, 1972). Même depuis l'apparition de mouvements en faveur de l'autonomie des centres, le personnel n'est pas autorisé à laisser plus de liberté aux jeunes, à les laisser par exemple expérimenter des modèles d'autogestion. La plupart du temps les autorités empêchent les moindres tentatives des jeunes pour influencer les programmes des centres (Grauer, 1973). Nahstedt constate pour la République fédérale que même dans le cas de groupes d'écoliers pri-

vilégiés ces centres ne permettent pas l'émancipation et la satisfaction des besoins du fait de leurs insuffisances structurelles (1974); ces constatations se confirment également dans d'autres pays européens (Robins/Cohen, 1978): les équipements de loisirs dépendant des pouvoirs publics n'attirent plus aujourd'hui qu'un très faible pourcentage des jeunes (Schilling, 1977). Ils ne peuvent donc remplir leur mission de prévention auprès des jeunes menacés par la délinquance.

2.5. Ces conclusions semblent actuellement être valables pour toutes les formes de structures mises en place intentionnellement pour les jeunes par les adultes.

2.5.1. De même les jeunes vont de moins en moins à l'église; dans le cadre familial même ils font l'expérience «d'une socialisation religieuse qui va s'affaiblissant» (Schmidtchen, 1979, 27). Nombreux sont ceux qui se disent déçus par l'église (Haack, 1979). Les catholiques fréquentent l'église un peu plus que les non-catholiques (Mays, 1974) et ont un peu plus le sens de l'identité confessionnelle (Schmidtchen, 1979). Mais la fréquentation de l'église ne semble pas avoir obligatoirement une influence en matière de prévention de la délinquance (Mays, 1974); il arrive que des jeunes catholiques pratiquants deviennent délinquants (Reed, 1950).

Le fait de fréquenter une église ne suffit donc pas à empêcher la délinquance; il faut visiblement qu'il s'y ajoute d'autres facteurs; MacIver signale, par exemple, un groupe de juifs de Brooklin dont les enfants, dans un quartier extrêmement propice à la délinquance, ne manifestent à la différence de tous les autres groupes de population aucun comportement déviant: «Les exemples de résistance effective que nous connaissons donnent à penser que les deux grands remparts sociaux protégeant les jeunes de la démoralisation dans un environnement défavorable sont tout d'abord la foi du groupe dans ses propres valeurs, dans la supériorité de ses normes, qui les rend dans une large mesure imperméables aux frustrations et aux déboires de la vie dans un cadre étranger et hostile et, deuxièmement, un système familial autoritaire qui inculque ces valeurs aux enfants dès leur plus jeune âge» (1967, 19).

2.5.2. Il convient dans cet ordre d'idées de mentionner l'attraction très forte que les *sectes de jeunes* exercent depuis quelques années sur les adolescents. Les conséquences pour le comportement délinquant font d'ailleurs l'objet de controverses. Mildenberger considère, par exemple, que ces sectes ont un effet d'intégration et de stabilisation de la personnalité; il voit dans leur succès croissant un signe permettant d'espérer un renouveau moral de la jeunesse (1979). Haack constate par contre

une transformation forcée de la personnalité des adolescents et des effets allant nettement dans le sens de la délinquance:

- «1. abandon des études et des emplois;
2. rupture des relations personnelles (avec le partenaire, la famille, les amis, etc.);
3. renonciation aux possessions personnelles qui devaient assurer l'avenir (transfert d'héritage, liquidation des dépôts d'épargne, résiliation des contrats d'assurance);
4. parfois une certaine criminalisation lorsque l'intéressé entre en conflit avec la loi dans l'intérêt du nouveau groupe;
5. des modifications du comportement;
6. de graves atteintes au psychisme (maladies mentales, tentatives de suicide, suicides) (1979, 57).»

2.5.3. On attribue aux *associations sportives et aux manifestations sportives* organisées par les adultes pour les adolescents un effet très puissant d'encouragement à la conformité (Weis, 1976). Dans ce domaine le comportement déviant semble toucher essentiellement les jeunes qui se limitent au rôle de «consommateurs» passifs, aux spectateurs d'un match de football, par exemple (Lang, 1976); «c'est ainsi que les membres des classes inférieures, déjà socialement défavorisés, qui se valorisent à leurs propres yeux par l'identification avec «leur» équipe se sentent tellement mis en cause par une défaite importante que le moindre prétexte peut déclencher de violentes réactions de protestation (Lüschen/Weis, 1976).

On reconnaît au contraire à la participation à une activité une fonction de discipline allant dans le sens des valeurs dominantes telles que goût de la performance, maîtrise de soi, résistance, sens de la solidarité et des responsabilités (Weis, 1976). «Selon des modes d'argumentation généralement réservés au domaine militaire, la discipline nécessaire dans le sport (et l'effet général de régulation que l'on en espère) est considérée comme une valeur particulière et mise en avant à ce titre» (Weis, 1976, 302). Cet ordre social rigide qui caractérise le sport diminue aussi son attrait aux yeux de bien de jeunes.

2.5.4. Les *groupes et services de jeunesse* créés par les adultes souffrent également de la non-participation des intéressés à l'organisation et aux structures de décisions et donnent de ce fait des résultats sans commune mesure avec leurs efforts (UNESCO, 1977). Comme dans le

cas des clubs sportifs, les sociologues attribuent aux organisations de jeunesse comme le scoutisme un effet formateur et stabilisateur, c'est-à-dire une action très positive du point de vue des normes et des valeurs dominantes (Kurzeia, 1973). Mais les associations et services de jeunesse semblent surtout fréquentés par des adolescents des classes moyennes ne connaissant généralement pas de perturbations familiales (UNESCO, 1977), alors que les jeunes menacés par la délinquance les évitent (Armstrong/Wilson, 1973). Ils ne stabilisent donc que ceux qui sont déjà «stables».

2.6. Les adolescents — et les enfants plus nettement encore — consacrent une partie considérable de leur temps libre à la *réception des messages des mass media* (Kreutz, 1974).

2.6.1. Or, la littérature constate dans ces médias une nette montée de tout ce qui touche à la violence, à l'horreur, au crime et à l'apocalypse (Léauté, 1977), les *bandes dessinées et la télévision* se voyant attribuer la première (c'est-à-dire la plus mauvaise) place (Klapper, 1960); l'offre des *mass media* et le goût du public constitueraient ainsi un véritable cercle vicieux (Léauté, 1977).

On attribue aux héros présentés par les médias un grand rôle de cristallisation dans la formation des groupes de jeunes; on y entretient le culte du héros et l'imitation collective (Kreutz, 1974). La glorification de scènes d'agressivité est considérée comme une influence très forte particulièrement pour la socialisation des groupes d'adolescents masculins (Kaufmann, 1970) et «exemplaire» pour les jeunes délinquants (Hicks, 1969). Les héros agressifs et déviants apparaissent comme des figures symboliques chargées d'intention et appellent littéralement l'imitation (Ronneberger, 1971). Des contenus spécifiquement agressifs et déviants peuvent entraîner des excès immédiats (Lebovici, 1963). Thrasher constatait déjà que les groupes qu'il étudiait s'inspiraient des bandes dessinées pour leurs actes de vandalisme (1936).

Des études spécialisées ont montré chez les adolescents habitués aux représentations de la violence un pourcentage considérablement plus important de comportements agressifs et une plus grande propension à recourir à la violence que chez leurs contemporains moins soumis à ce genre d'images (Murray et autres, 1972).

Les études sur le terrain montrent également des exemples d'imitation directe de la violence (Hicks, 1969).

D'une manière générale on n'attribue plus aujourd'hui aux messages des *mass media* l'origine de l'agression et de la délinquance (Hallo-

ran, 1964). Des analyses comparatives détaillées avaient déjà montré que les adolescents pour qui les médias sont une stimulation directe au comportement déviant manifestaient déjà auparavant un tel comportement (Thrasher, 1936). Cette hypothèse est désormais très généralement confirmée (König, 1974); c'est ainsi que Klapper indique dans sa présentation résumée de la recherche sur l'effet des médias que les images de crimes et de violences que ceux-ci diffusent remplissent des fonctions spéciales pour ceux qui «sont déjà socialement mal adaptés» (1960, 150). Maclver constate de même que les adolescents qui disposent du champ nécessaire à leur épanouissement et reçoivent l'attention nécessaire peuvent très bien absorber et dominer ces messages déviants (1967, 87). Les adolescents agressifs et mal adaptés, par contre, ne sont pas incités par les médias à un rejet de l'agressivité, mais au contraire à une décharge d'agressivité après la réception du message (Halloran, 1964).

Des études récentes attirent l'attention sur les effets à long terme des médias comme l'accoutumance et la tolérance de la violence dans la vie quotidienne (Hartnagel et autres, 1975), la discrimination contre les minorités (Thompson, 1973) ou la solution des problèmes par la violence et le crime (Julian, 1977). Palmer montre comment des actes expressément présentés comme déviants sont justifiés lorsqu'ils servent au maintien de l'ordre social établi (1973, 137). Larsen démontre que des objectifs socialement reconnus — comme les honneurs et l'argent — sont obtenus dans les médias par des moyens socialement non reconnus — comme la violence (1968). Il faut se demander, de plus, dans quelle mesure les médias sont facteurs d'anomie en ce sens qu'ils répandent des promesses de bonheur et d'harmonie que, de nos jours, l'État et l'économie ne peuvent plus tenir (Cazeneuve, 1966).

2.6.2. Le problème de ce type d'effet se pose particulièrement à propos de la *publicité* qui — selon ceux qui la critiquent — répand une conception du bonheur qui ne peut se réaliser dans la pratique et risque d'aboutir à la déviance (Whitehead, 1973). La publicité encourage une disposition d'esprit qui fait de la consommation l'objectif central de l'existence (Meyer/Koller, 1971), détermine à long terme le comportement de consommation des jeunes (Kreutz, 1974), mais ne fournit pas les moyens matériels de réaliser les promesses, de sorte que cette réalisation ne peut souvent être obtenue que par des moyens déviants (Segeth, 1980).

Quoi qu'il en soit, l'efficacité réelle de la publicité auprès des jeunes fait surtout l'objet d'hypothèses. C'est ainsi que les travaux à orientation psychanalytique posent l'appauvrissement psychique de l'hom-

me par la publicité; l'individu deviendrait un «psychotique de la consommation» (Schneider, 1973) qui tente d'apaiser son envie à l'aide d'objets-substituts.

La publicité en soi conduirait donc à la déviance. Horn, par contre, limite l'influence nocive de la publicité en la mettant en relation avec le système de besoins et de références élaboré dans chaque cas au cours du processus de socialisation (1971).

Les travaux à orientation sociologique analysent la publicité du point de vue de la création d'ersatz de l'expérience vécue (Lindner, 1977) entraînant ainsi les jeunes, particulièrement manipulables, dans de dangereux mondes d'apparence.

2.7. L'influence du *monde capitaliste et de la société de consommation* sur les jeunes est actuellement massive (Schneider, 1973); on est parvenu à ce que la mode en matière de vêtements, accessoires, cosmétiques, disques, concerts pops, discos, etc., soit désormais inséparable de l'adolescence (Thamm, 1980). Ce monde d'objets porteurs de bonheur est systématiquement vanté par les magazines destinés aux jeunes (Ronneberger, 1971); les impératifs de comportement pour être *in* et *cool* sont donc élaborés à l'extérieur puis intériorisés par les jeunes (Segeth, 1980). C'est ainsi que nombre d'adolescents s'aperçoivent que du fait des possibilités financières limitées de leurs parents, de l'absence de possibilités de formation et d'emploi «ils ne peuvent entrer dans le monde attirant des vitrines et de la publicité qui les fascine depuis leur plus jeune âge» (Thamm, 1980, 269). Il n'est pas rare qu'ils tentent de se procurer par des moyens illégaux — vol, trafic de drogues, prostitution, etc. — ce qu'ils ne peuvent atteindre par des moyens légaux (Moser, 1972). «Et plus d'une fille s'aperçoit assez vite qu'il est beaucoup plus facile d'offrir son corps comme objet d'échange quelques heures par jour que de travailler toute la journée, dans la plupart des cas le contenu du travail est de toute façon interchangeable à volonté» (Segeth, 1980, 62).

2.8. Une importance décisive dans la formation du comportement déviant à l'adolescence est attribuée au facteur collectif que constitue le phénomène des *groupes*.

2.8.1. La sociologie constate aujourd'hui d'une manière générale une perte de signification de la famille à laquelle correspond une importance croissante des groupes de pairs. «Alors qu'auparavant les jeunes s'enracinaient essentiellement dans la famille et seulement de la manière marginale dans les groupes et bandes de jeunes, aujourd'hui même les enfants ne vivent que marginalement dans la famille et essentielle-

ment dans les groupes de jeux, groupes d'âge, à la maternelle, à l'école, dans les activités sportives. . . » (König, 1974). La vie anonyme dans les grandes villes est donnée comme une autre raison importante pour laquelle les adolescents cherchent appui et orientation auprès d'un groupe (Lynd/Lynd, 1956). Dans les classes populaires plus encore que dans les classes moyennes les enfants se réfugient dans ces groupes qui représentent une possibilité concrète d'échapper à l'étroitesse et à l'ennui de leur logement et du cadre familial (Gavi, 1970).

Ces jeunes traînent dans les rues discutant et échangeant leurs expériences (Corrigan, 1979); un tel «rassemblement» peut suffire à irriter la police. A cela s'ajoute le fait que les adolescents, dans leurs tentatives pour établir leur propre identité, inventent, aussi bien en matière de comportement, de langage que de vêtement, des formes d'expression fortement opposées au monde des adultes; cette stratégie de démarquage peut aller jusqu'à la provocation (Willis, 1978) entraînant prématurément l'entrée en jeu des institutions de contrôle social.

Le groupe sert, enfin, à l'adolescent à essayer de nouvelles possibilités de comportement, à mettre ses propres forces à l'épreuve, à trouver des sources d'excitation (Mays, 1974); les transgressions des normes attribuables à la formation de l'identité et à l'innovation déclenchent souvent (de manière superflue) les instances de contrôle social. Là encore cela vaut particulièrement pour les jeunes des classes populaires. «Dans ces conditions il ne faut pas s'attendre que ces garçons aient une perception claire de ce qu'est une activité enfreignant la règle par rapport à une activité qui ne l'enfreint pas; car on a la police sur le dos même si «on ne fait rien» du tout. On peut dire alors qu'une bonne partie des actes de délinquance juvénile de ces garçons résulte de certains aspects d'actions qu'eux-mêmes considèrent comme culturellement non remarquables. Ces activités toutefois sont interdites par les groupes puissants qui existent hors de ces milieux culturels.» (Corrigan, 1979, 141).

2.8.2. C'est ainsi que le chemin qui va de l'expérimentation de formes propres de comportement à la délinquance est parfois très court. De l'avis de Corrigan les jeunes considèrent que les difficultés nées de leur comportement déviant tiennent uniquement à la police; dans leur propre comportement ils ne voient ni erreurs, ni agissements contraires aux règles (1979, 139). Ce qui compte avant tout dans cette manière d'agir, c'est «la sensation pure d'une excitation presque physique, source de plaisir et incitation» (Mays, 1974, 92). La stigmatisation peut à ce stade pousser les jeunes à la criminalité et à la formation de bandes.

Cette formation peut aussi être délibérée. Dans ce cas il s'agit surtout d'adolescents insatisfaits et en déséquilibre du fait de situations sociales spécifiques et qui recherchent le conflit (Bossard, 1948); la bande apparaît comme le lieu où les problèmes personnels pourront se résoudre (Cohen, 1955). Les sentiments de peur, de frustration et d'incertitude quant à l'affection des parents sont compensés par l'appartenance à la bande (MacIver, 1967); celle-ci donne à ces jeunes un sentiment de pouvoir, canalise l'agressivité (Yablonsky, 1967) et assure la sécurité, la solidarité et une reconnaissance (Kurzey, 1973).

Autre motif incitant à la formation de bandes, particulièrement dans les classes populaires: la transformation des handicaps sociaux en comportement délinquant (Haferkamp, 1975); la bande et les délits qu'elle commet représentent une tentative de percée pour obtenir une reconnaissance et des avantages matériels lorsqu'il n'y a pas de moyen d'échapper autrement à la pauvreté (Cloward/Ohlin, 1969).

Cet aspect collectif est considéré comme la caractéristique la plus marquante de la délinquance juvénile (Kaiser, 1977); la littérature spécialisée tient ce sentiment d'appartenance pour une nécessité vitale (Mays, 1974). Manifestement les actes délictueux et la définition correspondante ne peuvent être le fait d'un individu agissant seul et surtout ne peuvent être maintenus face à l'environnement social et contre lui (Haferkamp, 1975). Le caractère assez secret des bandes qui ne permet pas de discussion des objectifs contraint l'individu à garder ses doutes pour lui. . . On aboutit ainsi à des situations où les normes sont transgressées sans que l'on ait pour autant renoncé à les respecter» (Moser, 1972). La question du conflit des normes et des valeurs dans les rapports entre la bande et l'ensemble de la société reste posée.

2.8.3. Les bandes se recrutent fréquemment dans les *sous-cultures* ayant leur propre organisation sociale et leurs propres valeurs (Whyte, 1969); dans ces sous-cultures qui représentent parfois des fractions relativement importantes de la société — dans les bas-quartiers par exemple — des petits groupes (*networks*) fonctionnent de manière relativement spontanée (Lerman, 1967/1968) mais toujours en liaison avec les structures et les normes de comportement de la sous-culture (Whyte, 1967). Des modes de vie, des valeurs, des comportements, des objectifs et des structures spécifiques différencient les sous-cultures de la culture dominante (Lewis, 1976) qu'elles rejettent au moins dans certains aspects essentiels (Heintz, 1974).

2.9. Les groupes de pairs et plus encore les bandes ont pour champ d'action la *rue* (Corrigan, 1979). Une grande partie du temps libre se passe dans la rue (West/Farrington, 1977); celle-ci est souvent — particuliè-

rement pour les jeunes des classes les plus basses — l'unique lieu de rencontre (Armstrong/Wilson, 1973). C'est là qu'il se passe le plus de choses intéressantes (Gans, 1962). «Le seul endroit où les garçons se sentent chez eux, c'est la rue où ils peuvent être eux-mêmes parmi leurs pareils. L'école est déplaisante et décourageante. . . à la maison l'atmosphère est troublée, souvent déprimante, les querelles ne sont pas rares. . . mais la rue est pleine de dangers. Toutes sortes d'indésirables y traînent. Un ivrogne qui avance en titubant peut exciter la cruauté d'un jeune «sauvage» qui profite de son impuissance. On peut être accosté par une brute, un homosexuel ou un revendeur de drogue. L'un des garçons peut avoir un frère dans une bande du voisinage et donner aux autres des idées d'aventures illicites sur le modèle» (MacIver, 1967, 23). Ces quelques indications suffisent à montrer combien la rue est proche de la délinquance.

2.9.1. La *voiture et la moto* offrent une possibilité d'intensifier encore les aventures vécues dans la rue, dans la *street-corner society* (Willis, 1978); ce sont les «clés magiques qui ouvrent à la délinquance (juvénile) de nouveaux horizons» (Bloch/Niederhoffer, 1963, 264); les bagarres avec les autres bandes, les cambriolages et les délits sexuels sont facilités par la voiture.

Autos et motos ne sont pas d'ailleurs seulement des moyens mais aussi des objectifs de la délinquance juvénile; symboles de statut et de force, elles attirent les jeunes et sont donc pour le vol un objet privilégié (Jansen, 1960). Elles garantissent aventure et excitation. «Les brefs moments de tension rapidement cumulatifs, le face à face dur et intense avec les autres et la joie que procurent les dangers et les retournements soudains de situations, éléments indispensables d'une expérience satisfaisante aux yeux des adolescents, trouvent leur expression instrumentale la plus parfaite dans la moto» (Ege/Kunte, 1974, 243).

2.10. Les études les plus récentes mentionnent également l'univers commercialisé de la musique.

2.10.1. Les sociologues sans préjugés voient aujourd'hui essentiellement dans la *musique pop* l'expression de la sensualité et de l'épanouissement personnel (Hughes, 1973); les effets criminogènes du beat, du folk ou du rock, mis en avant par certains critiques ne sont nullement confirmés (Willis, 1978). Mais on peut dire que cette musique permet temporairement aux jeunes de prendre une certaine distance par rapport à l'ordre social existant (Corrigan, 1979), leur sert partiellement — souvent en contraste avec son contenu — d'évasion (Naumann et autres, 1979). Certains signalent, par contre, des effets de frein à la délin-

quance de la musique pop; on peut citer comme exemple la vague beat à Liverpool: «Des garçons qui passaient auparavant leur temps à se bagarrer, à casser les distributeurs de cigarettes, se mirent à former des groupes musicaux, à réunir du matériel, à répéter et à fréquenter les bars. Les chefs de bandes agressifs et délinquants perdirent leur influence» (Fletcher, 1964).

2.10.2. L'évaluation des *discothèques* est plus délicate. Leur structure d'où toute communication est absente et le style de danse narcissique qui s'y est imposé amènent à conclure à des tendances au repli, à la passivité (Robins/Cohen, 1978) et même à «un anarchisme individuel» (Pausch, 1973). On n'a, toutefois, pas de confirmation par l'expérience que ces caractéristiques favorisent particulièrement la délinquance. Par contre de nombreuses études parmi les plus récentes signalent que les discothèques servent de lieux de rencontre aux bandes de jeunes délinquants (Boy, 1974) et que les jeunes y sont incités à s'adonner à la drogue: «Cela commence souvent dans les discothèques par des mécanismes très simples. Un beau garçon vêtu à la dernière mode de l'endroit en question bavarde avec les jeunes filles. Elles le trouvent formidable, il est tellement *cool*, puis il leur distribue adroitement, et gratuitement leur première prise d'héroïne: il répète la manœuvre plusieurs fois. Une nouvelle droguée est née qui à son tour pourra introduire l'héroïne dans son cercle d'amis» (Thamm, 1980).

2.11. Les drogues dont nous avons parlé comptent aujourd'hui parmi les facteurs criminogènes décisifs.

2.11.1. Le passage au monde des drogues dures se fait presque exclusivement par le biais de l'*alcool*; il est manifeste que la consommation d'alcool des adolescents augmente fortement (Mauss, 1975), souvent en liaison avec d'autres événements excitants, comme les matches de football (Lang, 1976). L'anamnèse des alcooliques hospitalisés révèle l'influence des facteurs suivants: «statut social inférieur de la famille, insuffisance parentale, particulièrement comportement asocial des pères; et comportement gravement asocial dont témoignent les dossiers des comparutions devant les tribunaux pour mineurs» (Robins, 1962). D'autres travaux montrent que la relation entre le statut socio-économique et l'alcoolisme des enfants reste hypothétique (Maddox, 1962).

D'une manière générale, on part aujourd'hui de l'idée que l'adolescent ne découvre pas de lui-même l'attrait de la boisson mais l'apprend (Maddox, 1962) que ce soit de ses parents ou de ses pairs. On s'accorde de même à considérer que l'alcoolisme des jeunes, en tant que toxico-

manie, traduit les perturbations du système de relations (Robins, 1962); on voit moins clairement si chez l'adolescent la consommation d'alcool doit être interprétée essentiellement comme un acte social par lequel il tente de s'identifier prématurément au monde des adultes (Maddox, 1962), comme un acte plutôt individualiste par lequel il s'agit surtout d'augmenter l'intensité de ses propres expériences (Hermann/Rieck, 1980) ou si le comportement de fuite en est l'élément primordial (Marasco et autres, 1979).

2.11.2. Pour ce qui est de la *toxicomanie* au sens strict du terme, il faut distinguer entre drogues «douces» et drogues «dures». Aux premières, comme la marijuana, on attribue le pouvoir d'élargir le champ de la conscience (Willis, 1978); leur consommation ne réduit pas mais élargit la gamme des possibilités de comportements humains (Gelpke). On n'a pu établir l'apparition de tendances extrêmes au repli du fait de la consommation de marijuana; au contraire les recherches montrent une relation directe extrêmement positive entre la consommation de drogue et la participation à l'action politique (Blancpain, Häuselmann, 1974). Le passage des fumeurs de marijuana à d'autres drogues, particulièrement aux drogues dures comme l'héroïne, n'est pas encore confirmé par l'expérience (Kaiser, 1977).

Les études dont on dispose ne montrent pas d'atteinte à la socialisation chez les fumeurs de marijuana; par contre, tous les travaux empiriques sur les héroïnomanes montrent de graves troubles narcissiques, un abaissement du seuil de tolérance à la frustration, une incapacité à différer la satisfaction des besoins et des déficiences manifestes au niveau du langage (Marasco et autres, 1979). Parow et autres ont constaté chez les jeunes *fixers* (héroïnomanes):

- qu'il s'agissait très souvent d'enfants non désirés,
- une fréquence particulièrement élevée de cas de séparation d'avec leur mère pendant les longues périodes avant l'âge de 4 ans,
- qu'ils avaient vis-à-vis de leur corps des réactions narcissiques particulièrement marquées,
- des réactions orales extrêmement vives,
- un grand isolement dans les relations sociales,
- qu'ils se considéraient généralement eux-mêmes comme des marginaux, des échecs, et
- s'estimaient le plus souvent injustement punis,

- qu'ils étaient parmi ceux qui fuient la maison le plus fréquemment et le plus tôt,
- avaient les situations familiales les plus instables, changeantes, et
- avaient en moyenne les plus mauvaises relations «dans l'ensemble» et «actuellement» avec les parents (1976, 555).

On trouve également, outre ces raisons, mention d'autres facteurs touchant aux macrostructures sociales. Thamm fait observer que les adolescents en viennent à l'héroïne parce qu'ils ne connaissent dans le présent aucune satisfaction et ne voient pour l'avenir aucune perspective qui vaille la peine: «dans leur désir compréhensible d'arracher une expérience bien à eux à un environnement de plus en plus pauvre en possibilités, les adolescents, et de plus en plus les enfants, saisissent la main «compatissante» tendue par les revendeurs de drogues et font dans un premier temps, grâce à ce don d'héroïne, l'expérience d'une sensation de bonheur et d'un sentiment d'insouciance. Ils sont d'autant moins prêts à renoncer à cette sensation qu'elle est en opposition très nette et apparemment positive avec leur situation réelle» (Thamm, 1980, 271).

2.11.3. Il semble que l'usage de l'héroïne et la délinquance juvénile soient indissolublement liés (Kaiser, 1977). Un jeune toxicomane a besoin par jour d'une somme pouvant aller jusqu'à 600 DM environ qu'il ne peut guère se procurer de manière légale (Fetzer, 1980). Quensel met précisément la législation antidrogue, criminalisante, à l'origine du glissement du monde de la drogue vers celui de la criminalité — vol, recel et trafic (1980). Les garçons se spécialisent dans le vol et le cambriolage et les filles dans la prostitution (Thamm, 1980). C'est ainsi que se constitue autour de la drogue un tableau de délinquance juvénile (Stein — Hilbers, 1980) comme on peut le voir dans certaines discothèques (Pausch, 1974), ou stations de métro (Hermann/Rieck, 1980) et qui va jusqu'à la criminalité organisée (Julian, 1977).

2.12. Nous arrivons au dernier maillon de la criminalisation: l'étiquetage (*labelling*) par la *police*. Les auteurs des études les plus récentes s'accordent à considérer que la police détermine de manière décisive si le comportement déviant des jeunes est enregistré officiellement (MacIver, 1967). Dans ce contexte, la police joue le rôle d'un filtre de sélection (Albrecht/Lamnek, 1979). La nouvelle génération de sociologues éprouvant de moins en moins de respect pour les institutions de contrôle social, les processus de définition et d'étiquetage (*labelling*) par la police

sont de plus en plus souvent sous le projecteur; on s'aperçoit alors que les services et les fonctionnaires de la police stigmatisent selon ce que leur dicte leur «bon sens» et donc aussi leurs stéréotypes, leurs préjugés et aversions (Feest, Blankenburg, 1972); il se crée des images stéréotypées du délinquant «typique» (Warner, 1968). Et il n'est pas rare du tout — comme Haferkamp a été amené à le constater lors d'une enquête très détaillée — que des groupes de population mal vus se voient attribuer des motifs criminels qu'ils n'ont pas. Cela va encore plus loin lorsque sont infiltrés dans ces groupes des agents provocateurs qui s'attachent alors à déclencher des actes délictueux ou «lorsque des membres des institutions de contrôle social provoquent eux-mêmes les actes qu'ils veulent criminaliser» (Haferkamp, 1975, 500).

Dans de nombreux pays européens, la montée de la délinquance juvénile au cours des dernières années a entraîné la création d'une police spécialisée (Schwinghammer, 1980) qui doit jouer également un rôle préventif. Cette prévention prend toujours la forme d'un contrôle accru: il ne s'agit manifestement pas de lutter contre les facteurs déterminant la délinquance juvénile, mais d'infiltrer les groupes, bandes et sous-cultures, de les observer plus efficacement et de rassembler le maximum d'informations pour empêcher d'éventuels «grands coups» de ces groupes (Schwinghammer, 1980). La police des jeunes ajoute ainsi à la tendance de l'Europe occidentale à renforcer «le pouvoir de droit et de fait de la police sur les citoyens» (Funk et autres, 1980, 16). Des études isolées aussi bien que des recherches comparatives menées en Europe occidentale montrent que la «nouvelle police» s'efforce de pénétrer la société par le biais de l'information et de l'organisation. «La prévention des transgressions n'est plus pour elle qu'un objectif abstrait. Il ne s'agit plus du soupçon concret portant sur une personne, mais du risque — toujours déterminé par la police — de violations des normes et de perturbation de l'ordre de l'État. . . L'action préventive de la police est liée au *risque*, à la menace sur des objets, et non à des agissements concrets contraires à la loi» (Funk et autres, 1980, 79 et suiv.).

2.13. Cette fonction de contrôle et de surveillance de la police aux proportions orwelliennes est attestée également par de nombreuses études portant sur le *travail social* (Meyer, 1972). Contrairement à ses prétentions à l'assistance, le travail social apparaît dans les travaux récents comme un service de contrôle (Verdès-Leroux, 1978) s'efforçant de discipliner les jeunes qui enfreignent les normes (Donzelo, 1977). A l'égard des jeunes dont la force de travail peut encore servir à la société, ces institutions (protection de l'enfance, assistance sociale, assistance familiale, etc.) se montrent particulièrement dures et dépourvues

d'indulgence (Haferkamp/Meier, 1972); des violations tolérables de la part de «clients» plus âgés sont impardonnables chez les jeunes (Meinhold, 1973).

Les études récentes soulignent également les conséquences de la stigmatisation pour les intéressés (Becker, 1973). Les jeunes en particulier se sentent attaqués dans leur identité par les interventions des institutions de contrôle social (Abele et autres, 1975) et souvent gravement atteints (Cremer-Schäfer, 1975). Schneider signale le «cérémonial de dégradation» qui intervient lorsqu'un adolescent est «étiqueté» par la police ou les services sociaux (1974); au lieu de l'aider, «cette dégradation du statut à laquelle, dans notre société, le jeune délinquant est soumis de diverses façons après avoir enfreint la loi est suivie de la destruction rituelle de l'identité personnelle. Cette dégradation est souvent intérieure et conduit le jeune délinquant au rejet de lui-même» (Schneider, 1974, 45).

3. La déviance progressive des mouvements «alternatifs»

Parallèlement aux adolescents que nous venons de décrire qui deviennent délinquants par la destruction d'objets — accidentelle ou volontaire — en attaquant des personnes, en volant ou en se prostituant, de plus en plus nombreux sont ceux qui prennent leurs distances et se détachent de l'ordre social établi (Wattenberg/Richey, 1966) et qui surtout «décrochent» de leurs obligations sociales au sein de la collectivité officielle (Oltmanns, 1980). Depuis l'essor de la société capitaliste dans les années 50, on constate, allant en sens inverse, une tendance de plus en plus nette des jeunes à quitter les rangs de cette société, mouvement qui va des beatniks, provos, hippies, en passant par l'underground, les kabouters et diggers, aux mouvements estudiantins, féministes et antinucléaires. Ces groupes ont en commun la recherche d'une nouvelle définition morale de la vie et de la société (Young, 1973), ainsi que le glissement qu'ils opèrent des valeurs matérielles, comme le statut et la richesse, aux valeurs spirituelles, comme le bonheur et l'auto-détermination (Newfield, 1967).

Ces groupements reprochent au système de réduire la personnalité, la signification, l'épanouissement et les relations humaines à de simples marchandises. Mais le monde matériel ne fonctionne pas convenablement pour autant. Il se caractérise au contraire d'après eux par des crises économiques de plus en plus graves et fréquentes, un chômage qui va en s'aggravant, une difficulté croissante pour les jeunes de trouver un emploi, un niveau de vie en baisse, un prix de plus en plus élevé à payer pour la croissance, sur le plan de l'écologie par exemple. Ou-

tre ces problèmes économiques, des difficultés sociales: de plus en plus nombreux sont ceux qui ne se retrouvent pas dans leur vie professionnelle; l'alcoolisme, la pharmacodépendance et les maladies mentales seraient en augmentation; l'aliénation s'aggrave entre les hommes; les injustices sociales deviennent de plus en plus criantes: des catégories de plus en plus nombreuses, des jeunes aux personnes âgées en passant par les handicapés, se voient socialement marginalisées. La crise idéologique ne serait pas moins grave: il n'existe plus de systèmes de valeurs auxquels on pourrait encore croire sans réserve et ceux qui détiennent le pouvoir ne parviennent pas non plus à transmettre des valeurs et des normes qui soient convaincantes; les objectifs publiquement vantés tels que la propriété et la consommation perdent visiblement leur attrait. Le loyalisme est devenu le mot magique, le «Sésame ouvre-toi» d'une porte de plus en plus étroite si l'on veut vivre, travailler et faire son chemin dans notre société. Mais beaucoup ne voient plus de raison de faire des efforts de formation en vue d'un objectif qui soit n'existe plus (pas d'emploi) ou qui pour des raisons morales et politiques ne vaut pas la peine que l'on mobilise toutes ses énergies, surtout de manière compétitive. Le rejet d'une carrière professionnelle et bourgeoise fait partie intégrante de tout projet visant à vivre autrement.

Ce n'est là toutefois qu'un côté de la médaille. Les pays capitalistes industrialisés, en particulier, se livrent à une destruction de la nature qui a pris des proportions apocalyptiques. Les produits et les terres agricoles sont soumis à la pollution chimique. Les médicaments sont consommés sans discrimination, les villes arrivent à la limite de la capacité écologique, sont menacées par le *smog*, et le développement rapide de l'énergie atomique est suspendu comme une épée de Damoclès sur toutes nos têtes.

La spécialisation et la professionnalisation croissantes frappent l'individu d'incapacité dans des domaines et des activités qui relevaient naguère du savoir et du savoir-faire de tous. On le voit particulièrement en médecine, dans l'éducation et la culture, dans l'aménagement du cadre de vie au niveau local et régional. Les catastrophes rampantes, les semi-catastrophes et les catastrophes caractérisées montrent de manière de plus en plus claire que la domination des experts et des technocrates est loin de conduire à une société meilleure, plus riche «au service de tous».

La destruction de lien entre l'homme et la nature, sa capacité de modeler son environnement et sa propre existence ont leur contrepartie au niveau de l'État et des partis politiques qui l'appuient. L'État, géré comme une entreprise capitaliste, intervient dans des domaines de plus

en plus nombreux de la vie sociale et est ainsi directement responsable des conséquences du système industriel. La social-démocratie et une grande partie des syndicats s'accrochent à l'idéologie de la planification rationnelle de la société par les experts et eux aussi planifient souvent des établissements scolaires gigantesques et sans âme et détruisent des communautés historiques par une décision bureaucratique. La déspecialisation et la restauration des compétences et de la responsabilité des intéressés dans l'aménagement de leur propre cadre de vie deviennent donc le problème fondamental d'une politique dirigée contre une planification sociale de plus en plus inadaptée. Il ne s'agit plus seulement de protection de l'environnement ou de vie plus saine, mais surtout de concevoir des technologies qui ne soient pas nuisibles à l'homme et à la nature, d'exploiter d'autres sources d'énergie, de créer des villes à l'échelle humaine et d'instaurer entre les hommes des relations plus libres et plus chaleureuses.

Dans cette destruction sans précédent du lien entre l'homme et l'environnement résident actuellement les principaux points de rupture du loyalisme des masses à l'égard du système politique. Le mécontentement social face à cette évolution a produit ce que les pays industriels capitalistes ont connu jusqu'ici de plus fort en matière d'opposition extraparlamentaire: les mouvements écologiques, les mouvements pour la démocratie directe et les mouvements féministes. D'innombrables projets de solutions «différentes» répondent à ces problèmes, constituant une «propagande de l'action» et une tentative pour trouver dès aujourd'hui des solutions nouvelles applicables à sa propre vie. Avec des intensités variables, ils mettent en question les principales caractéristiques du système industriel:

- la hiérarchisation et la spécialisation des processus de production,
- la fabrication de masse de produits à jeter, énorme gaspillage de ressources naturelles,
- la séparation entre production et reproduction, travail et loisirs (logement),
- la division du travail entre les hommes et les femmes.

Dans ces projets aussi le travail reste un moyen de vivre. Mais il n'y a pas de chef, pas de hiérarchie formelle et pas d'emplois auxquels on est «condamné». Les décisions quant aux objectifs et aux modes de travail, aux investissements, aux prix, aux rapports avec les clients sont discutées et prises ensemble. Contrairement à la vie professionnelle

«normale» dont les agents sont individualisés et mis en concurrence entre eux et où chacun doit donc s'affirmer en ne comptant que sur lui-même, dans ces nouveaux projets d'un type nouveau le groupe est le facteur déterminant. Le groupe assume alors une fonction d'émancipation venant appuyer et stabiliser l'individu. L'objectif est de vivre le travail au sein du collectif comme une situation non pas imposée par des pressions extérieures — outre la nécessité de gagner sa vie — mais comme une situation qui permet d'apprendre, est source de joie et contribue à la formation de l'identité. Le travail est communication concrète. Dans leur activité les membres du groupe sont en perpétuel rapport les uns avec les autres, ce qui veut dire plus précisément qu'il est possible d'exprimer des sentiments, des humeurs dans le processus de travail. L'anxiété, la bonne humeur, etc., trouvent leur expression sans paroles dans le geste et le travail. Il est possible de parler en travaillant. On peut se faire aider, s'arrêter parfois, se remplacer.

La question des qualifications nécessaires pour être admis et celle de la professionnalisation ne se posent pas dans les mêmes termes que dans le monde du travail capitaliste, elles ne sont pas liées aux limites rigides d'une image professionnelle figée, mais l'activité crée et développe la responsabilité, l'envie d'apprendre et un épanouissement plus complet et plus rapide des aptitudes personnelles. La qualification s'enracine dans un rapport social positif et n'est pas déterminée par des relations autoritaires et hiérarchisées.

On constate dans la plupart des projets qu'il n'existe pas de coupure stricte entre travail et loisirs et que la vie retrouve de ce fait une harmonie (Hollstein/Penth, 1980). Ceux qui participent à ces expériences se sentent plus satisfaits que la moyenne des citoyens. «Ce que nous appelons froideur est un mélange complexe de différents facteurs. Efficacité, performance, ambition, succès, argent et symbole de réussite indiquent d'où vient cette froideur. Pragmatisme d'acier, ambition matérielle, efforts pour acquérir tout ce qui dans les catalogues et dans les vitrines est cher et tentant» (Jarchow/Klugmann, 1980); les nouveaux projets au contraire sont animés d'un sentiment de chaleur et de sécurité qui donnent une base et un sens à la vie (Hollstein/Penth, 1980).

Mesurés aux normes et aux valeurs impératives de l'ensemble de la société, ces modes de vie «alternatifs» sont, à notre sens, des exemples de déviance progressive. Ils se détachent des contraintes de la société officielle pour s'efforcer directement et délibérément de susciter des transformations sociales qui vont à l'encontre des intentions du système (Lewis, 1976).

Les réactions du système sont variables, souvent ambivalentes, généralement négatives. Là où la collectivité vient difficilement à bout de ses problèmes sociaux et où ces projets assurent une fonction d'intégration par leur travail de resocialisation, ces centres sont en partie tolérés; on pourrait citer l'exemple de Christiania à Copenhague (Jarchow/Klugmann, 1980); là où la collectivité a manifestement échoué à résoudre les problèmes sociaux par des pratiques répressives et où les projets dits «alternatifs» offrent des moyens plus efficaces d'en sortir, ces tentatives sont même souvent subventionnées; citons comme exemple le financement d'une communauté thérapeutique en milieu urbain (Schwinn, 1980); dans la plupart des cas, le système réagit par une politique de marginalisation grâce à laquelle «l'adversaire politique est exclu du consensus politique et social... On emploie pour cela les techniques dont on observe également l'application dans d'autres processus de définition de la déviance: pathologisation et criminalisation» (von Balluseck, 1978, 185). Il s'agit là à notre avis d'une politique à très courte vue; d'une part, elle barre des voies de transformation sociale qui pourraient très bien inspirer l'ensemble de la société (Inglehart, 1977); d'autre part, le système se prive lui-même de nombreuses stratégies de solution des problèmes précisément dans le domaine de la délinquance juvénile.

4. Prévention de la délinquance juvénile

4.1. Notre propos dans ce qui suit est de présenter des solutions correspondant aux problèmes et aux étapes de la délinquance juvénile que nous venons de décrire et s'appuyant sur des tentatives et des projets déjà existants. Nous signalerons les améliorations et les réformes fondamentales nécessaires, dont nous ne pensons toutefois pas — car nous sommes réalistes — qu'elles puissent être mises en œuvre à court terme. Nous évoquerons ensuite de manière plus détaillée les possibilités d'amélioration partielle dont nous pensons qu'elles sont réalisables dans les conditions actuelles.

4.2. Rappelons que nous entendons par déviance une forme de comportement dans laquelle l'individu se retourne contre des conditions qu'il considère subjectivement comme insupportables. Dans cette optique nous voyons les solutions et la prévention non pas comme des moyens de ramener l'intéressé dans le système par des sanctions: «la théorie de la prévention reflète une conception, qui n'est que trop facilement acceptée, selon laquelle ceux qui se sont écartés des normes morales doivent être contraints par divers moyens à rejoindre le troupeau...» (Matza, 1973, 23). Dans les démocraties européennes nous pensons que cette conception n'est ni moralement défendable, ni — sur un plan pure-

ment pragmatique — efficace. Nous partons plutôt de l'idée que les intéressés, du moins dans un premier temps, doivent avoir la possibilité de se stabiliser dans le mode de vie qu'ils se sont eux-mêmes choisis.

4.3. Le système actuel de services sociaux et de mesures de politique sociale ne semble pas en mesure d'endiguer la délinquance juvénile, encore moins de la supprimer. Après des décennies de travail sur le terrain, MacIver est parvenu pour les États-Unis à la conclusion qu'il existe certes un grand nombre d'institutions diverses qui s'occupent du problème de la délinquance juvénile, mais qu'il n'existe pas de stratégie capable de s'attaquer aux racines du problème (1967, V). Cette conclusion est également valable pour l'Europe. Là non plus les mesures de toutes sortes ne manquent pas, mais elles sont mal coordonnées et souvent insuffisantes en soi (Belorgey, 1976).

4.4. Considérant la permanence et même la progression constante de la délinquance juvénile, il faut bien voir tout d'abord que toutes les mesures de politique (d'assistance) secondaire telles que l'extension des services de protection de la jeunesse, la création d'une police spécialisée efficace (encore que l'on ne sache pas bien ce que cela recouvre), la multiplication des maisons de la culture et de la jeunesse ne peuvent pas donner de grands résultats tant que les *problèmes sociaux primaires* tels que la pauvreté, la discrimination, le chômage des jeunes, etc., resteront sans solution. MacIver observe fort justement que maintenir de véritables pépinières comme la misère économique et les ghettos, c'est maintenir un taux élevé de délinquance juvénile (1967, 95). Cette perception essentielle s'est entre-temps imposée aux services officiels; c'est ainsi que le *Scottish Council on Crime* a constaté dans son rapport sur la criminalité et la prévention que la pauvreté, les conditions de logement misérables et le chômage sont les sources premières de la délinquance. «Si les services médicaux, psychiatriques et d'assistance familiale mis à la disposition de ceux qui en ont besoin sont inadéquats, le risque de voir les intéressés tomber sous le coup du système pénal s'accroît» (1975, 23). L'on trouvera ci-dessous la description de quelques-unes de ces sources primaires de la délinquance juvénile et des catégories visées:

4.4.1. Les conclusions de Shaw et McKay avant-guerre sur les *secteurs* dont la *désorganisation sociale* finit par provoquer la délinquance restent valables pour certains quartiers des grandes cités d'Europe occidentale (1936); la misère, les mauvaises conditions de logement, la dislocation des foyers, l'absence de relations de voisinage y caractérisent aujourd'hui encore la structure sociale (Albrecht/Pfeiffer, 1979). Les jeunes de ces quartiers sont soumis à une sorte de force quasi im-

manente qui les pousse à satisfaire leurs besoins par des moyens illégaux (MacIver, 1967); il serait donc nécessaire de rénover ces quartiers et de supprimer ainsi ces foyers de délinquance.

4.4.2. «Les résultats d'importantes recherches sur le terrain viennent appuyer la thèse selon laquelle la délinquance dans ses formes graves et durables est localisée dans les couches inférieures de la population» (Moser, 1972, 289). Ce fait que nul ne conteste et qui est vrai de tous les pays européens (Cortellessa et autres, 1978; Robins/Cohen, 1978, par exemple) appelle une nouvelle politique sociale qui tienne compte de la discrimination structurelle dont souffrent les *classes populaires*. «Tant que ne seront pas créés pour cette catégorie de population des situations scolaires adéquates, de meilleures perspectives professionnelles et en matière de logement, de santé et d'action sociale, des services de meilleure qualité et dotés de possibilités plus larges, il ne sera pas possible d'empêcher la délinquance des jeunes dans les quartiers «désintégré» des grandes villes» (Schneider, 1974, 81).

4.4.3. Les *adolescents marginaux* sont particulièrement menacés par la criminalisation; on pourrait citer par exemple les enfants prostitués chez qui se cumulent déficiences psychiques et déficiences matérielles (Pongratz, 1964) et plus nettement encore les adolescents des cités de transit (Iben, 1971; Hess/Mechler, 1973). Il faut mettre un terme à la marginalité de ces enfants et de leurs parents si l'on veut éviter que leur misère sociale et la délinquance qui l'accompagne ne se transmettent de génération en génération (Hess/Mechler, 1973).

4.4.4. Les *jeunes chômeurs* forment une nouvelle catégorie particulièrement menacée par la délinquance (Heinemann, 1978). Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus pour les jeunes des classes populaires sont valables à un plus haut degré encore pour ce groupe (Heinemann, 1978, 172). Pour ces jeunes également il faudrait une politique leur offrant des possibilités spécifiques de qualifier, de rattraper dans l'éducation et la formation, éventuellement d'assurer leur indépendance par rapport aux parents, de mettre en place des services de consultation sociale et psychologique, de trouver des places dans des logements collectifs, dans les projets et les collectifs de travail réservés aux jeunes, etc. (par exemple, Papendorf et autres, 1980).

4.4.5. Les plus défavorisés sont les *jeunes migrants*. Ce problème se pose surtout en Hollande, en Grande-Bretagne et en République Fédérale d'Allemagne. Ils sont défavorisés sur le plan du logement, de l'infrastructure, de la fréquentation des jardins d'enfants, du succès scolaire et de l'emploi (Albrecht/Pfeiffer, 1979). A cela s'ajoute la désorientation

et l'insécurité dans la vie quotidienne dues au changement de références culturelles et nationales (Albrecht/Pfeiffer, 1979, 46). Jusqu'ici aucun pays européen n'a opposé à cette situation une politique d'intégration cohérente. C'est ainsi que grandit — pour reprendre les termes de la CDU (le parti chrétien-démocrate allemand) — «une génération du désespoir» qui à moyen terme «peut devenir socialement explosive» (cité d'après Albrecht/Pfeiffer, 1979, 45).

4.4.6. On peut signaler au passage que ces groupes de jeunes défavorisés victimes de la discrimination risquent à long terme de fournir un potentiel que les forces de droite mettront à profit; on peut voir les signes d'une telle évolution dans la jeunesse turque en République fédérale, par exemple, ou chez les jeunes des classes populaires en Angleterre, de plus en plus touchés par la propagande du «Front national» (Robins/Cohen, 1978).

4.5. Face aux groupes dont nous venons de parler ainsi qu'à d'autres les stratégies de contrôle et de répression ne sont parvenues ni à empêcher ni à endiguer la délinquance juvénile; le renforcement de la législation sur les mineurs et le durcissement des conditions de détention ont échoué (Cremer/Schäfer, 1975) tout comme la criminalisation et le renforcement du contrôle en matière de drogue (Kaiser, 1977; Quensel, 1980). Le mouvement dit «alternatif» montre une voie différente en tentant de résoudre les problèmes par l'*initiative personnelle* et l'*entraide*. Ce modèle a déjà donné de bons résultats avec des groupes à problèmes, car il n'impose pas une intervention de l'extérieur, mais correspond à un élan spontané: «Le fait d'être directement impliqué constitue la différence essentielle entre ces groupes d'*entraide* et toutes les autres formes d'*assistance*. Il n'est guère possible de prendre dans ce cadre toute la mesure de la signification profonde de cette différence. Elle est liée avant tout au principe «aide-toi toi-même». Celui qui prend ses propres problèmes en main agit en fonction de ses besoins. Il a donc pour cela une motivation directe. La motivation de l'assistance sociale au contraire repose souvent sur des impératifs propres à celle-ci qui ne coïncident pas avec les intérêts de ceux qui ont besoin d'aide ou leur sont même opposés» (Moeller, 1978, 79 et suiv.). On pourrait citer un certain nombre d'exemples comme les «Alcooliques anonymes», les groupes d'entraide dans les ghettos, les groupes de jeunes chômeurs qui se constituent en collectifs d'artisanat, etc. (Moeller, 1978, 91), les groupes de toxicomanes qui tentent de se libérer de la drogue (Heuer et autres, 1971), les communautés thérapeutiques de jeunes délinquants (Sollmann, 1974), les communautés de jeunes venant de foyers et de l'assistance publique (Schwinn, 1980), les refuges pour femmes, etc.

Tous reposent sur le principe de la dissolution de la structure «Venez-à-nous» des institutions traditionnelles d'assistance par le renforcement des activités et initiatives propres (Berger, 1976) et «sur le principe logique que si une configuration particulière de personnes et de convictions peut créer un problème pour un individu, une autre configuration de personnes se mouvant dans le cadre d'un système social constructif peut le résoudre» (Yablonsky, 1969, 402). Le succès de ces programmes et de ces organisations d'entraide devrait inciter les pouvoirs publics à encourager ces structures «différentes» («alternatives») au lieu de les entraver et de les combattre.

4.6. Une autre conséquence du succès de ce mode d'assistance pour les services administratifs et les responsables officiels des programmes d'assistance serait la possibilité de *dissoudre la «structure d'accueil»* et les contraintes qu'elle implique pour les usagers. Cela suppose l'élaboration d'une conception offensive, socio-pédagogique de l'assistance à la jeunesse (Specht, 1979), impliquant elle-même le travail sur le terrain, la sectorisation (Krisam/Tegethoff, 1977), les équipes mobiles, le soutien aux centres de jeunes autogérés (Newmark, 1976), des bureaux de consultation travaillant dans un esprit novateur dans les quartiers socialement chauds (MacGillavry, 1971), la transformation des maisons de la jeunesse trop grandes et anonymes en unités plus petites, dans des appartements loués par exemple, implantées dans les quartiers menacés par la délinquance (Schilling, 1977), l'aide matérielle au développement du travail social pour les jeunes par des jeunes (Robins/Cohen, 1978), la renonciation au travail social de type bureaucratique traditionnel au profit d'activités plus efficaces auprès du public telles que consultations juridiques, groupes de travail scolaire, échanges de vêtements, etc. (Hollstein, 1978). Il conviendra également d'insister sur la dimension esthétique de ce travail qui — dans la version italienne de *l'animazione* et sa variante française, le «travail social d'animation» (Thery 1972) — réussit à tirer de leur léthargie des jeunes socialement apathiques en s'adressant par exemple aux jeunes chômeurs (Hollstein/Penth, 1980) ou aux communautés éclatées (San Francisco Mime Troup, 1980).

4.7. Enfin, considérant d'une part l'expérience des pratiques répressives des instances traditionnelles et, de l'autre, le succès des groupes organisés spontanément, il convient de recommander non seulement d'appuyer ces tentatives différentes (4.5), mais d'aller plus loin et de réduire progressivement l'assistance «de type répressif». Il faut pour cela mettre en place un réseau de moyens, de possibilités et de situations ne réagissant que «de manière informelle» à la délinquance juvénile

(Schneider, 1975, 108) et qui, donc, empêche d'emblée une stigmatisation des adolescents. Il faut mettre en place pour les jeunes autre chose que des institutions répressives... La jeunesse délinquante doit au contraire travailler avec les jeunes non délinquants et les adultes à la solution des problèmes sociaux qui sont à l'origine de la délinquance juvénile (Schneider, 1974, 107).

Les mouvements à la recherche de voies nouvelles («alternatives») ont fourni pour cela une large gamme de possibilités de vie et de travail (Hollstein/Penth, 1980). L'aspect institutionnel de l'action en faveur de la jeunesse devrait être réduit; on peut citer comme exemple le développement de l'antipsychiatrie italienne sur le plan national ainsi que d'autres expériences au niveau régional (Pörksen, 1974). Il faut, toujours dans cet ordre d'idées, encourager l'animation socio-culturelle, la participation des citoyens aux affaires de la collectivité (Gronemeyer, 1973) et la *community organization* (Ross, 1955), ce qui suppose:

— la possibilité pour les citoyens de participer à l'aménagement de leur ville et de leur quartier,

— une politique qui ne permette pas que des travaux de rénovation détruisent des quartiers au tissu social intact,

— la création de lieux de communication, de rues réservées au jeu, etc.,

— avant tout, la confiance dans le citoyen considéré comme capable d'agir pour lui-même dans les domaines qui le concernent (Goetschius, 1969; Seippel, 1976; Borman, 1975).

La participation des intéressés serait ainsi dotée d'un cadre structurel positif assurant à chacun une possibilité croissante de résoudre lui-même ses problèmes sociaux: «La politique se trouve là sur son terrain. Elle tire sa vitalité de la proximité concrète de la vie personnelle sur la base de laquelle elle s'élabore et se traduit dans la pratique. Personne dans ce cadre ne s'y connaît mieux que les intéressés ni ne planifie par-dessus leur tête» (Moeller, 1978, 81).

BIBLIOGRAPHIE

- A. Abele u.a. (ed), *Abweichendes Verhalten*, Stuttgart 1975.
 J. Alberts u.a., *Segmente der Unterhaltungsindustrie*, Frankfurt/M. 1974.
 S. D. Alinsky, *Die Studien der Radikalen*, Gelnhausen/Berlin 1974.
 P. A. Albrecht/S. Lamnek, *Jugendkriminalität im Zerrbild der Statistik*, München 1979.
 P. A. Albrecht/Ch. Pfeiffer, *Die Kriminalisierung junger Ausländer*, München 1979.
 G. Armstrong/M. Wilson, City politics and deviancy amplification, in: Taylor/Taylor.
 D. Baacke (ed), *Mediendidaktische Modelle: Fernsehen*, München 1973.
 H. P. Bahrtdt, *Die moderne Großstadt*, Hamburg 1969.
 H. von Balluseck, *Abweichendes Verhalten und abweichendes Handeln*, Frankfurt/M. 1978.
 H. S. Becker, *Außenseiter — Zur Soziologie abweichenden Verhaltens*, Frankfurt 1973.
 J.-M. Belorgey, *La politique sociale*, Paris 1976.
 H. Berger, *Differentielle Karrieremuster bei jugendlichen Drogenkonsumenten* (Diss.), Köln 1976.
 R. Blancpain/E. Häuselmann, *Zur Unrast der Jugend*, Frauenfeld/Stuttgart 1974.
 E. Blankenburg (ed), *Politik der inneren Sicherheit*, Frankfurt/M. 1980.
 H. Bloch/A. Niederhoffer, *Les bandes d'adolescents*, Paris 1963.
 C. Böhmisch (ed), *Jugendarbeit in der Diskussion*, München 1973.
 L. D. Borman (ed), *Explorations in self-help and mutual aid*, Evanston 1975.
 J. H. Bossard, *The sociology of child development*, London 1948.
 P. Boy, Wie Benachteiligungen in kriminelles Verhalten verarbeitet werden, in: *Kriminologisches Journal*, 3, 1974.
 M. Brusten/J. Hohmeier (ed), *Stigmatisierung*, 2. Neuwied/Darmstadt 1975.
 E. W. Burgess/D. J. Bogue (ed), *Urban sociology*, Chicago 1967.
 E. W. Burgess/D. J. Bogue (ed), the delinquency research of Clifford R. Shaw and Henry D. McKay and Associates, in: E. W. Burgess/D. J. Bogue.
 Calouste Gulbenkian Foundation, *Gemeinwesenarbeit und sozialer Wandel*, Freiburg 1972.
 M. Castells, *Die kapitalistische Stadt*, Hamburg/Berlin 1977.
 J. Cazeneuve, *Bonheur et civilisation*, Paris 1966.
 M. J. Chombart de Lauwe, *Psychopathologie sociale de l'enfant*, Paris 1959.
 M. J. Chombart de Lauwe, L'enfant et ses besoins culturels dans la cité contemporaine, in: Chombart, 1966.
 P. H. Chombart de Lauwe, *Des hommes et des villes*, Paris 1963.
 P. H. Chombart de Lauwe, *Paris*, Paris 1965.

- P. H. Chombart de Lauwe u.a., *Images de la culture*, Paris 1966.
 M. B. Clinard, *Sociology of deviant behavior*, New York 1974.
 R. A. Cloward/L. E. Ohlin, *Delinquency and opportunity — A theory of delinquent gangs*, New York 1969.
 A. K. Cohen, *Delinquent boys — The culture of the gang*, New York 1955.
 A. K. Cohen, *Kriminelle Jugend — Zur Soziologie jugendlichen Bandenwesens*, Reinbek 1961.
 S. Cohen/L. Taylor, *Ausbruchsversuche — Identität und Widerstand in der modernen Lebenswelt*, Frankfurt 1977.
 P. Corrigan, *Schooling the squash street kids*, London 1979.
 D. Cortellessa u.a., Verifica sugli assuntori di groga segualati al tribunale per i minorenni di Roma, Rom 1978.
 H. Cremer-Schäfer, Stigmatisierung von Vorbestraften und Rückfallkriminalität, in: Brusten/Hohmeier.
 D. R. Cressey, Organized crime impact on city government and city problems, in: Hadden.
 F. J. Davis, *Social problems*, New York/London 1970.
 R. Döbert/G. Nunner-Winkler, *Adoleszenzkrise und Identitätsbildung*, Frankfurt/M. 1975.
 J. Donzelot, *La police des familles*, Paris 1977.
 J. D. Douglas (ed), *Observations of deviance*, New York 1972.
 H. D. Duncan, *Communication and social order*, New York 1962.
 B. Durou/A. Rimailho, *Les «vagueux» dans la société industrielle*, Toulouse 1970.
 P. Ege/S. Kuntze, «Little Honda» — Zur Gebrauchswertbestimmung des Motorrads, in: Alberts
 M. A. Elliot/F. E. Merrill, *Social disorganization*, New York 1941.
 F. Fanon, *The wretched of the earth*, New York 1968.
 J. Feest/E. Blankenburg, *Die Definitionsmacht der Polizei*, Düsseldorf 1972.
 F. Fetzer, Die Sache mit der Schülerin Karin — Wie ein Mädchen den Kampf gegen das Heroin verliert — und ein Lehrer kapituliert, in: *Erziehung und Wissenschaft*, 5, 1980.
 C. Fletcher, Beat and gangs on Merseyside, in: *New Society*, 20. 2. 1964.
 G. Friedmann, *La puissance et la sagesse*, Paris 1970.
 A. Funk u.a., Die Ansätze zu einer neuen Polizei, in: Blankenburg.
 W. Funke u.a., *Thema: Massenmedien*, Düsseldorf 1974.
 H. J. Gans, *The urban village*, New York 1962.
 Ph. Gavi, *Les ouvriers*, Paris 1970.
 V. Gecas, Motives and aggressive acts in popular fiction, in: *American Journal of Sociology*, 4, 1972.
 R. Gelpke, *Drogen und Seelenerweiterung*, München o. J.
 D. H. D. Mac Gillavry, *Het JAC Amsterdam in zijn voornaamste geledingen*, Amsterdam 1971.
 N. Glazer, *Remembering the answers*, New York/London 1970.
 G. W. Goetschius, *Working with community groups*, New York 1969.
 G. Grauer, *Jugendfreizeitheim in der Krise*, Weinheim/Basel 1973.
 R. Gronemeyer, *Integration durch Partizipation?*, Frankfurt/M. 1973.
 F. W. Haack, *Jugendreligionen*, München 1979.
 J. K. Hadden u.a. (ed), *Metropolis in crisis*, Itasca, Ill. 1971.

- H. Haferkamp/G. Meier, Sozialarbeit als Instanz sozialer Kontrolle, in: *Kriminologisches Journal*, 2, 1972.
 H. Haferkamp, *Kriminelle Karrieren*, Reinbek 1975.
 H. Haferkamp, *Herrschaft und Strafrecht*, Opladen 1980.
 J. D. Halloran, *The effects of mass communication*, Leicester 1964.
 E. B. Harper/A. Dunham (ed), *Community organization in action*, New York 1966.
 R. F. Hartnagel u.a., Television violence and violent behavior, in: *Social Forces*, 2, 1975.
 K. Heinemann, *Arbeitslose Jugendliche*, Darmstadt/Neuwied 1978.
 P. Heintz/R. König (ed), *Soziologie der Jugendkriminalität*, Köln 1974.
 P. Heintz, Ein soziologischer Bezugsrahmen für die Analyse der Jugendkriminalität, in: P. Heintz/R. König.
 K. Hermann/H. Rieck (ed), *Christiane F — Wir Kinder vom Bahnhof Zoo*, Hamburg 1980.
 H. Hess/A. Mechler, *Ghetto ohne Mauern*, Frankfurt 1973.
 R. Heuer u.a., *Helft Euch selbst! Der Release-Report gegen die Sucht*, Reinbek 1971.
 D. Hicks, Imitation and retention of film-mediated aggressive peer and adult models, in: *Journal of Personality and Social Psychology*, 11, 1969.
 T. Hirschi/H. C. Selvin, False criteria of causality in delinquency research, in: Voss.
 W. Hollstein/M. Meinhold, *Sozialarbeit unter kapitalistischen Produktionsbedingungen*, Frankfurt/M. 1973.
 W. Hollstein, Probleme und Ansätze der Unterschicht-Beratung, in: *Neue Praxis*, 4, 1978.
 W. Hollstein/B. Penth, *Alternativprojekte*, Reinbek 1980.
 K. Horn, Zur individuellen Bedeutung und gesellschaftlichen Funktion von Werbeinhalten, in: Zoll.
 M. Hülster, Innovationsorientierte Jugendberatung in den Niederlanden, in: Böhnisch.
 G. Iben u.a., *Randgruppen der Gesellschaft*, München 1971.
 R. Inglehart, *The silent revolution*, Princeton 1977.
 R. M. MacIver, *The prevention and control of delinquency*, New York 1967.
 W. Jansen, *Der Autodiebstahl*, Bonn 1960.
 K. Jarchow/N. Klugmann, *Heumarkt — Versuche anderen Lebens zwischen Stadt und Land*, Berlin 1980.
 E./M. Josephson (ed), *Man alone — Alienation in modern society*, New York 1962.
 J. Julian, *Social problems*, Englewood Cliffs 1977.
 G. Kaiser, *Jugendkriminalität*, Weinheim/Basel 1977.
 H. Kaufmann, *Aggression an altruism*, New York 1970.
 G. Keckeisen, *Die gesellschaftliche Definition abweichenden Verhaltens*, München 1974.
 J. T. Klapper, *The effects of mass communication*, New York 1960.
 R. König, Einige Bemerkungen zur Stellung des Problems der Jugendkriminalität in der allgemeinen Soziologie, in: Heintz/König.
 Th. Krämer-Badoni u.a., *Zur sozio-ökonomischen Bedeutung des Automobils*, Frankfurt/M. 1971.
 H. Kreutz, *Soziologie der Jugend*, München 1974.

- R. Krisam/H. G. Tegethoff, *Jugendfreizentrum und soziales Umfeld*, Neuwied/Darmstadt 1977.
- D. Kurzeja, *Jugendkriminalität und Verwahrlosung*, Gießen 1973.
- J. P. Lambert, Assister c'est exclure, in: *Esprit*, 4/5, 1972.
- G. E. Lang, Der Ausbruch von Tumulten bei Sportveranstaltungen, in: Lüschen/Weis.
- G. Lapassade, *L'entrée dans la vie*, Paris 1963.
- O. Larsen (ed), *Violence and the mass media*, New York 1968.
- L. Léauté, *Notre violence*, Paris 1977.
- S. Lebovici, Préface, in: Bloch/Niederhoffer.
- P. Lerman, Gangs, networks and subcultural delinquency, *American Journal of Sociology*, Vol. 73, 1967/68.
- G. H. Lewis, The structure of support in social movements: An analysis of organization and resource mobilization in the youth contra-culture, in: *British Journal of Sociology*, 2, 1976.
- R. Lindner, *Das Gefühl von Freiheit und Abenteuer — Ideologie und Praxis der Werbung*, Frankfurt 1977.
- H. Lüdtke, *Jugendliche in organisierter Freizeit*, Weinheim/Basel 1972.
- G. Lüschen/K. Weiss (ed), *Die Soziologie des Sports*, Darmstadt/Neuwied 1976.
- K. Lüscher, Gewalt im Fernsehen — Gewalt des Fernsehens, in: Neidhardt.
- R. S. Lynd/H. M. Lynd, *Middletown*, New York 1956.
- G. L. Maddox, Teenage drinking in the United States, in: Pittman/Snyder.
- G. Maletzke, *Psychologie der Massenkommunikation*, Hamburg 1963.
- M. Marasco u.a., Il fenomeno droga: aspetti sociali, psicopatologica e giuridico-criminologici, in: *Esperienze di Rieducazione*, 4, 1979.
- D. Matza, *Abweichendes Verhalten*, Heidelberg 1973.
- A. L. Mauss, *Social problem as social movements*, Philadelphia/New York 1975.
- C. L. Mayerson, *Two blocks apart*, New York 1965.
- J. B. Mays, Jugendkriminalität und Subkultur, in: Heintz/König.
- M. Meinhold/W. Hollstein, *Erziehung und Veränderung*, Neuwied/Darmstadt 1975.
- M. Meinhold, Zum Selbstverständnis und zur Funktion von Sozialarbeitern, in: Hollstein/Meinhold.
- P. W. Meyer/B. Koller, Die Rolle der Wirtschaftswerbung bei der Sozialisation, in: Ronneberger.
- Ph. Meyer, L'assistance à perpétuité, in: *Esprit*, 4/5, 1972.
- M. Mildnerberger, *Die religiöse Revolte*, Frankfurt 1979.
- M. L. Moeller, *Selbsthilfegruppen*, Reinbeck 1978.
- T. Moser, *Jugendkriminalität und Gesellschaftsstruktur*, Frankfurt/M. 1972.
- J. P. Murray u.a. (ed), *Television and social learning*, Vol II. Washington 1972.
- W. Nahrstedt, *Freizeitpädagogik in der nachindustriellen Gesellschaft*, Neuwied 1974.
- M. Naumann u.a., *Living in a rock 'n'roll fantasy*, Berlin 1979.
- F. Neidhardt u.a., *Agressivität und Gewalt in unserer Gesellschaft*, München 1973.
- J. Newfield, *A Prophetic Minority*, New York 1967.
- G. Newmark, *This school belongs to you and me*, New York 1976.

- R. Oltmanns, *Du hast keine Chance, aber nutze sie. Eine Jugend steigt aus*, Reinbek 1980.
- J. Palmer, *Thrillers: The deviant behind the consensus*, in: Taylor/Taylor.
- K. Papendorf u.a., Kritik der Jugendstrafvollzugsreform, in: *Kriminologisches Journal*, 2, 1980.
- E. Parow u.a., *Über die Schwierigkeit, erwachsen zu werden, Rauschmittel und Adoleszenzkrise*, Frankfurt/M. 1976.
- R. Pausch, Diskotheken. Kommunikationsstrukturen als Widerspiegelung gesellschaftlicher Verhältnisse, in: Alberts.
- H. Peters/H. Cremer-Schäfer, *Die sanften Kontrolleure*, Stuttgart 1975.
- J. Pittmann/Ch. R. Snyder (ed), *Society, culture and drinking patterns*, New York/London 1962.
- N. Pörksen, *Kommunale Psychiatrie. Das Mannheimer Modell*, Reinbek 1974.
- L. Pongratz, *Prostituiertenkinder*, Stuttgart 1964.
- S. Quensel, Unsere Einstellung zur Droge, in: *Kriminologisches Journal*, 1, 1980.
- R. Quinney, A conception of man and society for criminology, in: Voss.
- J. M. Rainville, *Condition ouvrière et intégration sociale*, Paris 1967.
- L. Radzinowicz/J. King, *The growth of crime*, London 1979.
- B. Reed, *80 000 adolescents*, London 1957.
- H. Reinhardt/J. Rudolph, Stationen einer Suchtkarriere, in: *Kursbuch*, 58, 1979.
- D. Robins/Ph. Cohen, *Knuckle Sandwich — Growing up in the working-class city*, London 1978.
- L. N. Robins u.a., Adult drinking patterns of former problem children, in: Pittman/Snyder.
- J. B. Roebuck, *Criminal typology*, Springfield, Ill. 1967.
- F. Ronneberger (ed), *Sozialisation durch Massenkommunikation*, Stuttgart 1971.
- B. Rosenberg/D. M. White (ed), *Mass culture*, Glencoe, Ill. 1957.
- M. G. Ross, *Community organization: theory and principles*, New York 1955.
- E. Rubington/M. S. Weinberg (ed), *Deviance: the interactionist perspective*, New York 1968.
- San Francisco Mime Troupe, *By popular demand*, San Francisco 1980.
- J. Schilling, *Freizeitverhalten Jugendlicher*, Weinheim/Basel 1977.
- G. Schmidtchen, *Was den Deutschen heilig ist — Religiöse und politische Strömungen in der Bundesrepublik Deutschland*, München 1979.
- H. J. Schneider, *Jugendkriminalität im Sozialprozeß*, Göttingen 1974.
- M. Schneider, *Neurose und Klassenkampf*, Reinbek 1973.
- J. A. Schüle (ed), *Vor uns die Mühen der Ebenen — Alltagsprobleme und Perspektiven von Wohngemeinschaften*, Gießen 1980.
- T. Schwinghammer, Die Jugendpolizei in der BRD — ein weiterer Schritt zur «gesellschafts-sanitären» Polizei, in: *Kriminologisches Journal*, 2, 1980.
- F. Schwinn, Wohngruppe Nummer Vier — Wie ehemalige «Fürsorgekinder» ihr Leben selbst organisieren, in: Schüle.
- Scottish Council of Crime, *Crime and the prevention of crime*, Edinburgh 1975.
- U. V. Segeth, Schnelles Geld — Warum Mädchen auf den Strich gehen, in: *Psychologie heute*, 5, 1980.
- A. Seippel, *Stadtteilarbeit im Ruhrgebiet*, Gelnhausen/Berlin 1976.
- C. R. Shaw/H. D. McKay, *Juvenile delinquency and urban areas*, Chicago 1936.
- B. Sirhan, *Die Generation der Befreiung*, Basel 1975.



- U. Sollmann, *Therapie mit Drogenabhängigen*, Gießen 1974.
- W. Specht, *Jugendkriminalität und mobile Jugendarbeit*, Neuwied/Darmstadt 1979.
- M. Stein-Hilbers, Was passiert mit Fixern? Strategien der Drogenpolitik, in: *Kriminologisches Journal*, 1, 1980.
- D. R. Taft, *Criminology*, New York 1950.
- B. G. Thamm, (Die Heroin-Szene in West-Berlin), in: Hermann/Rieck, I. Taylor/L. Taylor (ed), *Politics and deviance*, London 1973.
- N. K. Teeters/J. O. Reinemann, *The challenge of delinquency*, New York 1950.
- H. Thery, Le travail social d'animation, in: *Esprit*, 4/5, 1972.
- D. Thompson (ed), *Discrimination and popular culture*, London 1973.
- F. M. Thrasher, *The gang*, Chicago 1936.
- Treffpunkt und Beratung (ed), *Projektskizze*, Berlin 1975.
- UNESCO, *Youth institutions and services*, Paris 1977.
- H. L. Voss (ed), *Society, delinquency and delinquent behavior*, Boston 1970.
- J. Verdès-Leroux, *Le travail social*, Paris 1978.
- N. Walker, Perspectives on violence, in: Scottish Association for the Study of Delinquency, *A study of violence*, Glasgow 1976.
- P. Walton, The case of the weathermen: social reaction and radical commitment, in: Taylor/Taylor.
- W. L. Warner, *Yankee City*, New Haven/London 1968.
- W. W. Wattenberg/H. G. Richey (ed), *Social deviancy among youth*, Chicago 1966.
- K. Weiss, Abweichung und Konformität in der Institution Sport, in: Lüschen/Weiss.
- D. J. West, *The young offender*, London 1967.
- D. J. West, *Present conduct and future delinquency*, London 1969.
- D. J. West/D. P. Farrington, *The delinquent way of life*, London 1977.
- F. Whitehead, Advertising, in: Thompson.
- W. F. Whyte, On street corner society, in: Burgess/Bogue, der., *Street corner society*, Chicago/London 1969.
- P. E. Willis, *Profane culture*, London 1978.
- P. E. Willis, *Spaß am Widerstand. Gegenkultur in der Arbeiterschule*, Frankfurt/M. 1979.
- L. Yablonsky, *The violent gang*, London 1967.
- L. Yablonsky, *Synanon: the tunnel back*, Baltimore 1969.
- J. Young, The hippie solution: an essay in the politics of leisure, in: Taylor/Taylor.
- R. Zoll (ed), *Manipulation der Meinungsbildung*, Opladen 1971.

AGENTS DE VENTE DES PUBLICATIONS
DU CONSEIL DE L'EUROPE

AUTRICHE

Gerold Paul Co.
Graben 31
A-1011 VIENNE

BELGIQUE

Les Libraires Européens S.A.
48, rue de la Loi
B-1040 BRUXELLES

DANEMARK

Montsgaards Export
and Subscription Service
25, Nørre Dalgade
DK-1470 SØPERHUSLØK

ESPAGNE

Mundi-Pressa Libros S.A.
Calle 100 31
E-40100 VALENCIA

ÉTATS UNIS ET CANADA

Manhattan Publishing Company
30 Great St., P.O. Box 955
CHOTON, N.Y. 10620

UNION

Librerie Internationale
16, rue Blanche
FR-75002 PARIS

IRLANDE

Stationery Office
21 Leinster House
Waterloo Road
IRL-DUBLIN 4

ISLANDE

Shannon Johnson & Co. A.P.
The English Bookshop
Hafnarstræt 5
IS-101 REYKJAVIK

ITALIE

Libreria Internazionale
Via Lamarmora 15
Capitolo 101/102
IT-00187 ROMA

NOUVELLE ZÉLANDE

International Printing Office
Melrose Street
Private Bag
WELLINGTON

ROYAUME-UNI

WILLIAMS & WORTLEY
25, Abchurch Lane
LONDON EC4N 3DF
D-1300 BOWEN

ROYAUME UNI

H. M. Stationery Office
P.O. Box 262
GB-LONDON SE 1

SUEDE

Anders Jørgen O.E. Frønes
Barratshuset 12
Box 123 AB
S-10127 STOCKHOLM

SUISSE

Buchverlag International S. G.
Klosterstrasse 17
CH-8001 ZÜRICH

LIBRERIA PAVAR

P. Pavarelli
Via Dante
CH-1011 GENÈVE 11

TURQUIE

Gençay Herold Editions A.S.
465, Nispetiye Caddesi
Gençay
TR-ISTANBUL

FRANÇAIS

Libreria Internazionale
Via Lamarmora 15
Capitolo 101/102
IT-00187 ROMA

AGENTS DE VENTE DES PUBLICATIONS
DU CONSEIL DE L'EUROPE

AUTRICHE

Gerold und Co.
Graben 31
A-1011 VIENNE 1

BELGIQUE

La Librairie européenne S.A.
244, rue de la Loi
B-1040 BRUXELLES

DANEMARK

Munksgaards Export
and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK-1370 COPENHAGUE K

ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros S.A.
Castelló 37
E-MADRID 1

ÉTATS-UNIS et CANADA

Manhattan Publishing Company
80 Brook St., P.O. Box 650
CROTON, N.Y. 10520

GRÈCE

Librairie Kauffmann
28, rue Stadiou
GR-ATHÈNES 132

IRLANDE

Stationery Office
St Martins House
Waterloo Road
IRL-DUBLIN 4

ISLANDE

Snaebjörn Jonsson & Co. A.F.
The English Bookshop
Hafnarstroeti 9
IS-REYKJAVIK 101

ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45
Casella Postale 552
I-FLORENCE 50121

NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office
Mulgrave Street
(Private Bag)
WELLINGTON

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE

Verlag Dr. Hans Heger
Herderstr. 56
Postfach 20 08 21
D-5300 BONN 2

ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office
P.O. Box 569
GB-LONDRES, S.E. 1

SUÈDE

Aktiebolaget C.E. Fritzes
Regeringsgatan 12
Box 163 56
S-10327 STOCKHOLM

SUISSE

Buchhandlung Heinemann & Co.
Kirchgasse 17
CH-8001 ZURICH

Librairie Payot
6, rue Grenus
CH-1211 GENÈVE 11

TURQUIE

Librairie Haset Kitapevi A.S.
469, Istiklâl Caddesi
Beyoglu
TR-ISTANBUL

STRASBOURG

Librairie Berger-Levrault
23, Place Broglie
F-67081 STRASBOURG Cedex



ISBN 92-871-0002-0